

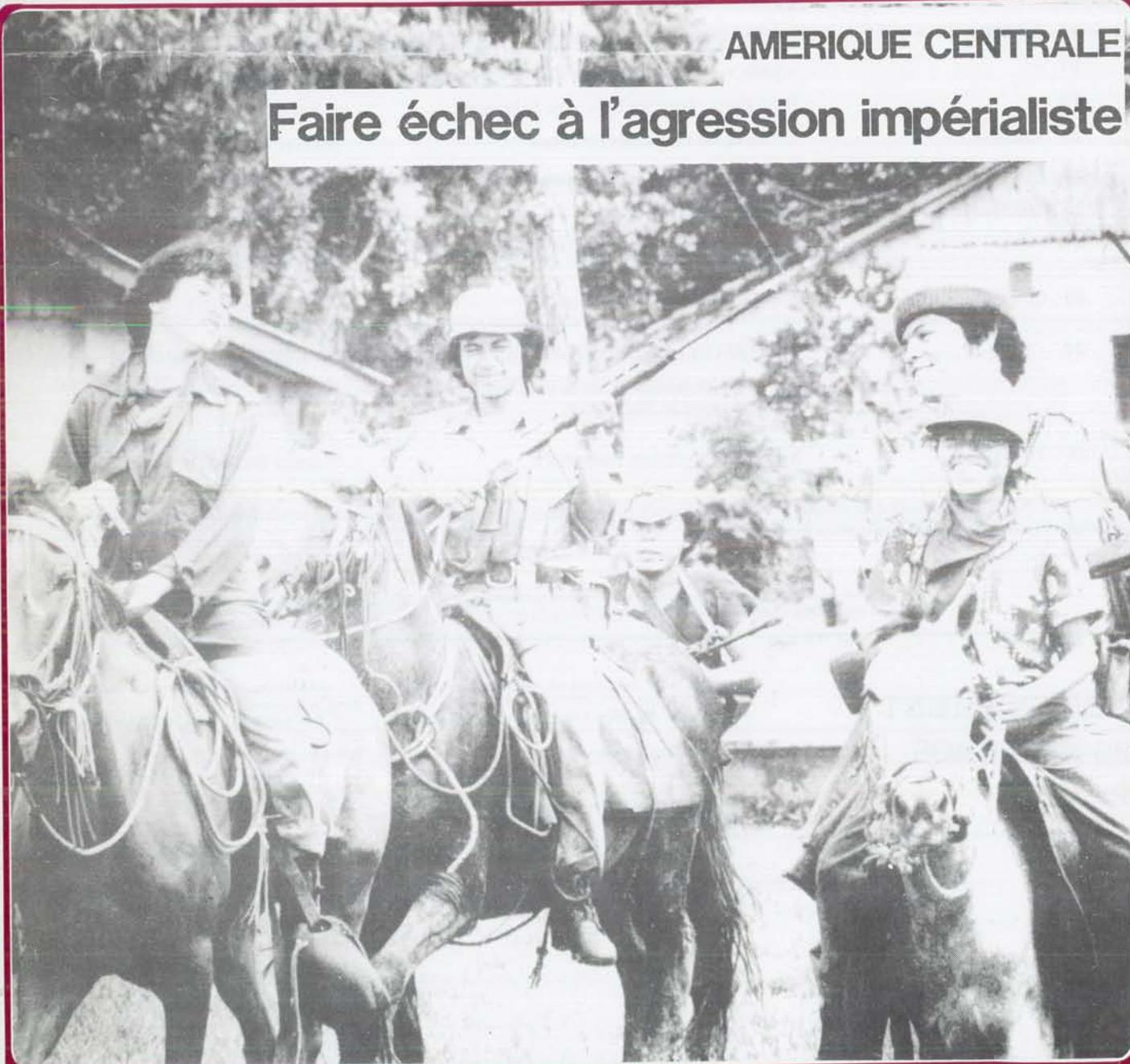
Numéro 155 du 18 juillet 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

AMERIQUE CENTRALE

Faire échec à l'agression impérialiste



DOSSIER NICARAGUA L'an IV de la révolution

ISRAEL L'opposition à la guerre un an après l'invasion du Liban

Sommaire du numéro 155 du 18 juillet 1983

3	DOSSIER NICARAGUA	Faire échec à l'agression impérialiste	Claude DEVILLIERS
6	—	De quelques enseignements de la révolution sandiniste	Daniel BENSAID
11	—	Le FSLN et les problèmes de la côte atlantique	Jane HARRIS
14	BRESIL	Les premières compromissions de l'opposition libérale	Daniel JEBRAC
17	—	« Lula » : la grève générale est à l'ordre du jour	« EM TEMPO »
18	—	Raul Pont : pour en finir avec le régime	« EM TEMPO »
20	ISRAEL	Un an après l'invasion du Liban	Michel WARSCHAWSKI
23	—	Interview d'anti-sionistes dans l'armée israélienne	Propos recueillis pour <i>Inprecor</i>
26	POLOGNE	Après le voyage du pape	Cyril SMUGA
27	—	Les tensions internes de la bureaucratie vues par Solidarité	DOCUMENT
30	CONGO	A qui profite la rente pétrolière ?	André BASSINET
34		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		RFA : Le mouvement de la paix contre les missiles. FRANCE : Un bon exemple de solidarité avec le Nicaragua	
36	TCHAD	Non à l'intervention française !	Vincent KERMEL

**) Nous informons nos lecteurs et lectrices qu'Inprecor suspend sa parution durant le mois d'août. Son prochain numéro sortira au début du mois de septembre.*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Faire échec à l'agression impérialiste en Amérique centrale

AVEC l'intervention de plus en plus directe des troupes honduriennes aux côtés des somozistes, et la multiplication des déclarations, à Washington, sur l'éventualité de l'intervention des troupes nord-américaines, le conflit centro-américain a franchi une étape supplémentaire dans l'escalade. Certes, l'agression dont est victime le Nicaragua ne vise pas, dans l'immédiat, à obtenir le renversement du régime sandiniste, ce qui supposerait d'infliger une défaite militaire écrasante à tout un peuple mobilisé. Il s'agit plutôt, à travers les pressions militaires et le boycott économique, d'affaiblir la révolution pour contraindre le Nicaragua à accepter un cadre de négociation global sur la stabilisation de la région, qui impliquerait notamment la réduction de ses efforts de solidarité avec le peuple salvadorien.

C'est en effet à l'extension de la révolution en Amérique centrale que l'impérialisme veut s'opposer, sachant qu'il pourra ainsi plus facilement étrangler ensuite le Nicaragua. Et si l'offensive impérialiste se focalise sur le Nicaragua, c'est aussi

Claude DEVILLIERS

Aggressé au nord par les anciens gardes somozistes réfugiés au Honduras, qui sont financés par les Etats-Unis et aidés par les forces régulières honduriennes, et au sud par les troupes d'Eden Pastora, le Nicaragua est désormais un pays en guerre. Maintenir une zone d'insécurité dans le nord du pays et favoriser le mécontentement de certaines couches de la population à partir de leurs réactions devant les problèmes économiques et sociaux créés par les agressions somozistes et le boycott impérialiste, tels sont les objectifs immédiats de l'action contre-révolutionnaire orchestrée par les Etats-Unis.

D'après les autorités nicaraguayennes, ces agressions ont déjà fait plus de 500 victimes parmi les civils et les militaires durant les quatre premiers mois de l'année 1983 et 58 millions de dollars de dommages matériels, ce qui représente environ 2 % du produit intérieur brut. Environ 4 millions de dollars de gros matériel de construction ont été détruits, suivant une stratégie consciente des forces contre-révolutionnaires, qui évitent la plupart du temps de s'affronter directement à l'armée sandiniste et se contentent de coups de mains et d'embuscades.

LE COUT SOCIAL DE L'AGRESSION

Le 4 mai dernier, le commandant sandiniste Daniel Ortega dressa un bilan détaillé des coûts économiques et sociaux de l'agression impérialiste, parmi lesquels il nota la réduction de 1/3 de la production de bois du fait de l'incendie de 40 000 hectares de forêt d'une valeur de 20 millions de dollars, et la destruction de

4 millions de dollars de tabac, de café et de viande. Pour maintenir les prix de certaines denrées de première nécessité, le gouvernement a dû augmenter les subsides de l'Etat, ce qui représente une charge supplémentaire de 120 millions de dollars pour l'année 1982. Les résultats économiques de l'exercice 1982 se sont trouvés affectés par cette situation, le produit intérieur brut a chuté de 1,4 %, l'inflation a atteint 24,8 %, et le chômage a sensiblement augmenté de 4 %, atteignant 19,8 % de la population active.

Le coût social de l'agression s'accroît aussi du fait qu'une partie importante de la population active se consacre aux tâches de défense au détriment des tâches de production. L'essentiel des opérations de défense sont en effet à la charge des milices organisées sur la base du volontariat, surtout parmi les travailleurs du secteur nationalisé ou coopératif, dans l'industrie ou dans l'agriculture. Leur mobilisation constitue donc une ponction de main-d'œuvre qualifiée qui fait défaut et la production s'en trouve partiellement désorganisée. Une part importante des budgets sociaux et des investissements ont aussi dû être réorientés vers des tâches de défense. Ainsi, par exemple, 1/3 environ du budget de la Santé a été consacré à des dépenses sanitaires directement liées à l'agression (envoi de médecins dans les zones des combats, hôpitaux de campagne, etc.)

A cela s'ajoute encore l'ensemble des mesures prises par l'impérialisme pour tenter d'étouffer économiquement le pays. La plus symbolique d'entre elles est la récente suppression du quota d'importation de sucre nicaraguayen par les Etats-Unis. Mais l'expulsion récente par Washington de l'ensemble du personnel

pour parvenir, dans un premier temps, à isoler la lutte du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au Salvador, pour mieux la réduire ensuite. L'enjeu du conflit centro-américain est donc immédiatement régional. Toute participation accrue des troupes impérialistes américaines aux combats dans cette région viserait aussi bien le Nicaragua que les forces populaires du FMLN au Salvador. Et, rétroactivement, un affaiblissement notable de la révolution au Salvador ne serait en fait, pour l'impérialisme, que le prélude à de nouveaux assauts contre le Nicaragua, car Washington ne renoncera certes pas à tenter de renverser le régime sandiniste, après l'avoir érodé par ses premiers coups contre-révolutionnaires.

Dans l'article qui suit, nous analysons les conséquences de l'agression impérialiste au Nicaragua. Nous reviendrons, dans un prochain numéro d'*Inprecor*, sur son cours actuel au Salvador.

consulaire nicaraguayen de 6 ou 7 grandes villes américaines représente aussi un coup dur au plan économique. C'étaient en effet ces consulats, aujourd'hui fermés, qui délivraient les autorisations d'importation de pièces de rechange. Une bonne partie des opérations commerciales va s'en trouver bloquée ou retardée de plusieurs mois. Sans compter que cela rendra encore plus compliqué la possibilité pour les touristes américains de se rendre au Nicaragua. Enfin, les pressions sont de plus en plus fortes sur les organismes bancaires pour assortir les prêts au Nicaragua de conditions draconiennes (taux d'intérêts et d'assurance particulièrement élevés notamment), alors que le montant de l'endettement de ce pays est déjà considérable. Les Etats-Unis ont même décidé, fin juin, de boycotter toute demande de crédit du Nicaragua auprès des banques internationales. « *L'influence négative des Etats-Unis sur l'attribution de crédits au Nicaragua a fait baisser ceux-ci, de 213 millions de dollars en 1979 à 21,8 millions de dollars actuellement* », a déclaré à ce propos le commandant Daniel Ortega (1). A la panoplie des mesures de boycott impérialiste, il faut aussi ajouter les pressions exercées sur les multinationales américaines installées dans les autres pays centro-américains pour qu'elles réduisent et limitent leurs livraisons au Nicaragua dans le but de stimuler la spéculation.

LA TACTIQUE DES « CONTRAS »

Les estimations concordent pour chiffrer à environ 7 000 le nombre des contre-révolutionnaires basés au Hondu-

1. *Agencia Nueva Nicaragua (ANN)*, Managua, 2 juillet 1983.

ras, dont la majorité sont des anciens gardes somozistes. La moitié d'entre eux auraient déjà participé à des actions à l'intérieur du Nicaragua, tandis qu'une proportion plus réduite s'y est établie en permanence. Globalement pourtant, les opérations de pénétration somozistes ont été contenues par les milices populaires sandinistes. Néanmoins, si certains noyaux contre-révolutionnaires peuvent se maintenir dans certaines régions, c'est qu'ils y disposent d'une base sociale, certes modeste, mais réelle. Il s'agit-là, dans le nord, de régions arriérées et traditionnellement marginales dans la vie politique nationale, où le poids de la dictature somoziste s'était traduit de façon indirecte. C'est par exemple dans la région de Jalapa que Somoza recrutait ses gardes nationaux. Réfugiés au Honduras après la victoire révolutionnaire de juillet 1979, ceux-ci ont conservé des liens personnels et familiaux dans cette zone. De plus, en quatre années de révolution sandiniste, la situation sociale de ces régions n'a pas changé de manière décisive.

Les autorités sandinistes estiment qu'environ 20 % des 2 000 somozistes opérant au Nicaragua sont des paysans recrutés. Certains ont été enlevés par les somozistes, mais d'autres ont été attirés par la paye qui leur est offerte, ou même enrôlés sur la base d'une propagande anti-communiste. Le vice-ministre de l'Intérieur, Luis Carrion, déclarait le 18 juin dernier : « La contre-révolution fait des efforts de propagande pour se créer une base d'appui à l'intérieur du pays. (...) La classe sociale visée par la propagande de contre-révolutionnaires est la paysannerie. Ils essayent de la gagner et ils tirent avantage de beaucoup d'éléments, y compris (...) de l'incapacité de la révolution à atteindre toutes les régions du pays par ses idées et ses réalisations. Ils tirent aussi avantage des problèmes concrets auxquels sont confrontés les paysans. (...) Les deux principaux problèmes sont la pénurie », c'est-à-dire les difficultés d'approvisionnement en certains produits de base, comme le lait ou le savon, « et les problèmes des paysans avec le système bancaire ». Ainsi, les contre-révolutionnaires affirment aux paysans « qu'à cause de leurs dettes, les banques vont leur prendre leurs terres (2) ».

Les dettes paysannes atteignent entre 25 et 35 millions de dollars et constituent donc un grave problème pour les petits et moyens propriétaires qui ont été victimes d'inondations l'année dernière et ne disposent que d'une faible productivité. C'est pour ces raisons que les dirigeants sandinistes, malgré la situation financière difficile dans laquelle se trouve le pays, étudient actuellement la revendication avancée par l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), qui propose que « toutes les dettes contractées par les petits et moyens paysans avant le 31 décembre 1982 et non encore réglées devraient être annulées par le gouvernement révolutionnaire ».

Parlant de l'influence des contre-révolutionnaires dans certaines régions arriérées du pays, et notamment sur la côte



Mobilisation du FSLN à Managua. (DR)

atlantique, le représentant du FSLN au Conseil d'Etat a récemment déclaré « que le principal objectif de la propagande contre-révolutionnaire aujourd'hui, c'est de réveiller le potentiel anti-populaire de ces couches sociales. (...) Elles représentent une réserve inconsciente pour leurs propres ennemis de classe (3) ». C'est en utilisant une telle base sociale que les « contras » voudraient occuper, comme l'a affirmé Tomas Borge, ministre sandiniste de l'Intérieur, « une portion du territoire nicaraguayen et proclamer un gouvernement pour se faire reconnaître », et ce probablement dans la région de Jalapa (4).

LE DANGER DE GUERRE AVEC LE HONDURAS

Un élément nouveau est intervenu ces dernières semaines, avec l'implication de plus en plus directe des forces armées honduriennes dans les actions d'agression contre la révolution sandiniste. Ainsi, l'artillerie hondurienne a participé à l'offensive menée dernièrement par 600 « contras » près de la ville de Teotecacinte, au nord du pays. Il ne s'agit plus là d'un simple appui tactique aux agresseurs somozistes, mais d'une provocation délibérée et consciente, afin de déclencher un affrontement ou une guerre entre les deux pays pouvant servir de prétexte à une intervention américaine directe.

Tomas Borge a d'ailleurs dénoncé, fin juin, la tenue d'une rencontre entre les dirigeants somozistes, le commandement de l'armée hondurienne et les services de la CIA pour mettre au point un plan préparant « une guerre rapide destinée à occuper une partie du territoire nicaraguayen ». D'après la dépêche de l'Agence Nueva Nicaragua (ANN) datée du 30 juin, qui rend compte de ce plan, « l'intervention pourrait être appuyée, selon les évaluations faites lors de cette réunion,

par l'Organisation des Etats américains, ainsi que par le gouvernement chilien, qui enverrait des unités navales d'appui aux envahisseurs. L'ex-sandiniste Eden Pastora et son groupe contre-révolutionnaire seraient intégrés aux plans d'agression, ce qui explique sa décision finale de poursuivre la lutte, prise après la tenue de la réunion tripartite au Honduras ».

Cela confirme par ailleurs le rôle attribué à Eden Pastora dans la stratégie d'ensemble de l'impérialisme US, même si celui-ci n'inspire pas encore entièrement confiance aux stratèges de Washington. La situation sur le front sud, à la frontière avec le Costa Rica, n'est toutefois pas aussi grave que celle qui existe dans le nord. Malgré la position de neutralité officielle du gouvernement de San José du Costa Rica, Pastora dispose cependant, dans la zone frontalière avec le Nicaragua, d'appuis ouverts des autorités locales et d'une partie de la bourgeoisie. Un reportage publié dans le quotidien nicaraguayen *Nuevo Diario*, du 14 juin dernier, donne des preuves de l'existence de bases militaires contre-révolutionnaires permanentes en territoire costaricain, notamment dans la région de Ciudad Quesada, et de la collaboration de la Garde rurale costaricaine avec les troupes de Pastora dans cette zone.

Sur le front nord, la situation s'est encore aggravée fin juin, avec l'annonce par les forces armées honduriennes de l'envoi dans la région frontalière de 1 500 soldats honduriens supplémentaires (6). En combinaison avec la construction de routes le long de la frontière entreprise récemment du côté hondurien et l'arrivée

2. *The Militant*, New York, 8 juillet 1983.

3. *Perspectiva Mundial*, New York, 11 juillet 1983.

4. *Le Monde*, Paris, 7 juillet 1983.

5. ANN, 30 juin 1983.

6. Voir *International Herald Tribune*, 2-3 juillet 1983.

de 150 marines américaines au Honduras pour assurer l'entraînement des troupes honduriennes et salvadoriennes, ceci constitue un pas en avant dans l'escalade impérialiste en Amérique centrale.

Parallèlement, on assiste aux Etats-Unis, dans les milieux officiels, à une intense préparation idéologique de l'opinion publique à la perspective de l'envoi de troupes nord-américaines en Amérique centrale. Le général E. C. Meyer, ancien chef d'état-major de l'armée américaine, a récemment affirmé : « Si le Nicaragua envahissait le Honduras, je ne vois pas comment nous pourrions ne pas y aller, conjointement avec des représentants de l'Organisation des Etats américains, pour rétablir les frontières. » Tirant les leçons de la guerre du Vietnam, le général américain rappelait que pour vaincre, il fallait frapper l'ennemi au cœur. Et lorsqu'il lui fut demandé si cela signifiait des attaques contre Managua, il répondit : « Cela n'est pas exclu. (7) » Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Caspar Weinberger, tout en rejetant l'éventualité de l'intervention imminente de troupes nord-américaines en Amérique centrale, a néanmoins précisé, de son côté, que le Pentagone avait « évalué tous les plans possibles pour répondre à n'importe quelle situation de crise ».

Le 28 juin enfin, c'est le président Ronald Reagan lui-même qui, répondant à une question sur l'éventualité de l'envoi de troupes nord-américaines en Amérique centrale, rétorqua par la formule suivante : « Il ne faut jamais dire "jamais". Vous savez qu'ils ont fait sauter le "Maine". » La référence à cet épisode historique — en 1898, les Américains accusèrent les Espagnols d'avoir fait sauter leur navire de guerre le Maine dans le port de la Havane — est très significative. Car, au terme de la guerre déclenchée grâce au prétexte de la destruction du Maine, les Américains avaient pris le contrôle de Cuba et de Porto Rico.

Le développement de l'agression impérialiste a trouvé sur son chemin un élargissement et un approfondissement de la mobilisation de masse au Nicaragua, où l'on se prépare à une escalade encore plus importante des menées contre-révolutionnaires. Parallèlement, cette situation a créé un clivage au sein même de la bourgeoisie nicaraguayenne, dont une fraction, tout en s'opposant à la politique sandiniste, ne soutient pas l'agression impérialiste et les actions militaires des ex-gardes somozistes. Aussi, de nombreux articles se font l'écho de ce sentiment jusque dans la *Prensa*, journal bourgeois qui, par le passé, a été plusieurs fois censuré pour ses campagnes contre le régime. Certains secteurs bourgeois vont encore plus loin en prenant position pour la défense de l'unité nationale contre l'agression et en dénonçant la tactique impérialiste actuelle d'étranglement du Nicaragua. C'est un problème auquel se trouve d'ailleurs aussi confrontée la hiérarchie ecclésiastique.

L'APPROFONDISSEMENT DE LA MOBILISATION

La forme la plus visible du nouvel élan de la mobilisation de masse est l'impulsion donnée au développement et à l'activité des milices populaires. L'accent est mis aussi sur le sérieux à apporter à la pratique d'entraînement militaire des milices. Car ce sont les milices qui assument la plus grande part des combats au nord du pays, en coordination avec des groupes de paysans acquis à la révolution, mobilisés et armés dans un dispositif d'auto-défense local. L'armée populaire sandiniste (EPS) reste pour l'instant globalement en retrait. La politique de défense du pays mise en place par le gouvernement sandiniste s'appuie donc délibérément sur la mobilisation des masses et évite un engagement direct de l'armée, pour ne pas la disperser inutilement. Le rôle des milices populaires sandinistes est donc tout à fait central, et on ne peut le réduire à son strict aspect militaire. Il s'agit d'un phénomène politique et social beaucoup plus profond qui commence avec la préparation de cette mobilisation entreprise sur les lieux de travail. Cette mobilisation est un important facteur d'éducation anti-impérialiste et de politisation des masses travailleuses. Elle prend aussi la forme des groupes de vigilance révolutionnaire mis en place dans les quartiers par les comités de défense sandinistes (CDS) pour s'opposer à l'activité des contre-révolutionnaires dans les villes. Cette mobilisation populaire doit aussi être mise en rapport avec l'adoption de mesures gouvernementales qui, même si elles ne sont pas spectaculaires, tendent néanmoins à l'approfondissement du processus révolutionnaire.

De nouvelles nationalisations ont eu lieu, touchant des entreprises dont les propriétaires spéculaient avec les prêts gouvernementaux et préparaient leur fuite à l'étranger. Pour les dirigeants sandinistes, ces nationalisations-sanctions vont de pair avec la réaffirmation du cadre de l'économie mixte. Elles n'en sont pas moins des coups portés à certains représentants de la bourgeoisie, comme ce fut le cas pour deux entreprises chimiques, dont l'un des patrons était l'ancien président de la chambre de commerce de Managua.

Pour célébrer le quatrième anniversaire de la révolution de juillet 1979, un nouveau lot de terres non cultivées ou abandonnées sera distribué à environ 8 000 familles, ce qui représente un élargissement de la réforme agraire déjà entreprise. Enfin, une loi sur l'habitat a été adoptée, qui légalise et systématise la confiscation des appartements locatifs, ce qui ne sera pas sans effets sur le niveau de vie des anciens locataires, en constituant un coup d'arrêt à la spéculation immobilière.

Malgré la situation d'agression impérialiste dont le Nicaragua est la victime, les droits démocratiques fondamentaux

des masses populaires s'élargissent. Le processus d'unité syndicale en cours depuis maintenant deux années avec la formation, en 1981, de la Coordination syndicale du Nicaragua, s'amplifie. Cet organisme de liaison permanent comprend, à l'exclusion des deux organisations dirigées par des forces bourgeoises — la Confédération du travail du Nicaragua (CTN) et le Comité d'unité syndical (CUS) qui s'en tiennent à l'écart —, tous les autres syndicats : la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et l'Association des travailleurs de la campagne (ATC), la « CGT-Indépendante » contrôlée par le Parti socialiste nicaraguayen pro-soviétique, le Comité d'action pour l'unification syndicale (CAUS) dirigé par le Parti communiste nicaraguayen, une autre fraction stalinienne, et le « Frente Obreiro » (Front ouvrier) du Mouvement d'action populaire (MAP).

Au niveau politique et institutionnel, ces dernières semaines ont été marquées par la clôture des discussions sur le statut des partis politiques au Conseil d'Etat, quelques semaines après l'adoption de décrets sur le rôle et la place des syndicats dans le processus révolutionnaire. Cette discussion a fait apparaître deux idées directrices : le maintien de l'échéance de 1985 pour l'organisation d'élections législatives générales, et la garantie des libertés démocratiques fondamentales dans le cadre d'un pays assiégré.

Les détails des droits des partis reconnus — qui sont aujourd'hui au nombre d'une douzaine —, concentrés dans l'article 6 de la Loi sur les partis, ne sont pas sans importance. Et ce, d'autant plus qu'il y a eu autour de cette loi un réel débat. Les partis politiques sont autorisés à organiser leur propagande et leur recrutement en permanence à travers tout le pays, à « tenir des réunions privées et des manifestations publiques », à accéder aux moyens de communication pendant les campagnes électorales, à « critiquer l'administration publique et à proposer des solutions constructives », à conclure des alliances entre eux, à « accrédi-ter des représentants à (ce qui s'appellera) l'Assemblée nationale des partis politiques, à solliciter leur intégration au Conseil d'Etat, à concourir dans les élections et à présenter leurs propres candidats aux charges électives, à avoir leur patrimoine propre et à maintenir des locaux dans tout le pays », et à « collecter les fonds nécessaires à leur fonctionnement (8) ».

Face à l'agression impérialiste, la solidarité avec une révolution vivante, en ce quatrième anniversaire de la chute de la dictature somoziste, est donc une tâche de toute première importance pour les militants anti-impérialistes de par le monde.

Claude DEVILLIERS,
Paris, 10 juillet 1983.

7. Interview accordée au *Washington Post*, 20 juin 1983.

8. *Barricada*, Managua, 16 juin 1983.



La junte de gouvernement du Nicaragua. (DR)

De quelques enseignements de la révolution sandiniste

AL'OCCASION du quatrième anniversaire du renversement de la dictature somoziste au Nicaragua, nous reproduisons ci-dessous l'essentiel d'un article publié dans *Perspectiva Internacional* (numéro 2, de mai-juin 1982), une revue marxiste-révolutionnaire éditée au Brésil en collaboration avec *Inprecor*.

Cet article ne reprend pas les analyses sur la trajectoire de la révolution sandiniste depuis juillet 1979, déjà développées notamment dans la résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale, publiée dans *Inprecor* numéro 87-88, du 30 octobre 1980. Il revient en revanche sur les problèmes qui se sont posés et les débats qui ont eu lieu dans le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à la veille de la victoire révolutionnaire.

Daniel BENSAÏD

La révolution nicaraguayenne est l'expression d'une combinaison particulière entre la lutte contre la dictature et le combat contre l'impérialisme. Depuis le retrait des troupes américaines du Nicaragua en 1933, la dictature somoziste est demeurée étroitement liée à l'impérialisme. La Garde nationale, formée au début des années 1930 par les conseillers américains pour assurer le maintien de l'ordre régnant après leur retrait, était l'incarnation brutale de ce lien. C'est dans ce cadre structurel que se sont inscrites les transformations profondes de la société nicaraguayenne au cours des vingt dernières années.

La formation du Marché commun centro-américain, au début des années 1960, a permis l'essor relatif des activités industrielles. Le taux d'industrialisation du pays a passé de 13 % en 1950 à 19 % en 1970. Cette évolution prolongeait une expansion brutale, à partir de 1950, de la production de coton (de 3 000 tonnes en 1950 à 125 000 tonnes en 1965) et d'autres produits agricoles d'exportation, tels

que le café, le sucre, la banane ou le tabac.

Ces mutations ont induit un élargissement sensible du marché intérieur et un développement du prolétariat agricole et urbain. A la veille de la révolution sandiniste, la population urbaine représentait plus de la moitié de la population totale. Le prolétariat agricole constituait cependant 40 % de la population active et la classe ouvrière 10 %, soit environ 75 000 personnes sur une population économiquement active d'environ 700 000 personnes en 1978. Une différenciation est apparue dans les rangs mêmes de la bourgeoisie, entre l'oligarchie liée au dictateur Anastasio Somoza et les secteurs bénéficiaires de l'expansion des années 1960.

A partir de 1967, le Nicaragua est entré dans une longue phase de dépression économique, pendant laquelle les rythmes de croissance furent inférieurs à ceux de la période 1948-1966. Il y eut cependant un mini-boom conjoncturel après le tremblement de terre de 1972. En effet, pendant les deux années qui ont suivi cette catastrophe, les investissements ont connu une brusque croissance due aux

prêts extérieurs et à l'aide internationale. Mais le programme de reconstruction a surtout alimenté la spéculation, en particulier sur les terrains. De sorte que, malgré la reprise éphémère de 1974, il y eut, entre 1969 et 1974, 292 fermetures d'entreprises, soit plus du tiers des entreprises existant dans le pays (1).

LA VICTOIRE DES « MUCHACHOS »

Les cinq années de lutte révolutionnaire qui aboutissent au renversement de la dictature de Somoza partent de cette situation.

En 1974, Somoza arrache frauduleusement sa réélection. Une partie de la bourgeoisie d'opposition, sous l'impulsion du propriétaire du quotidien *La Prensa*, Pedro Joaquín Chamorro, boycotte ces élections et forme, en décembre de la même année, l'Union démocratique de libération (UDEL). Parallèlement, le 27 décembre, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) réussit une spectaculaire prise d'otages. De nombreuses personnalités et des dignitaires du régime sont échangés contre des prisonniers politiques. Ce parallélisme résume avant l'heure la course de vitesse qui va s'engager quatre années plus tard entre la révolution sandiniste et les tentatives réformatrices de la bourgeoisie d'opposition.

En 1975 et 1976, la répression est féroce. En réponse au coup d'éclat sandiniste, Somoza a proclamé la loi martiale. Il se dote de moyens exceptionnels pour écraser le mouvement révolutionnaire. De nombreux militants et dirigeants, dont Carlos Fonseca Amador, le fondateur du FSLN lui-même, sont tués. Les difficultés extrêmes de la situation provoquent des dissensions et divisions dans le Front sandiniste, qui se scinde en trois tendances. Entre la tendance « guerre populaire prolongée » (« GPP ») et la tendance « prolétarienne » d'abord, puis apparaît la tendance « tercériste », ainsi dénommée parce qu'elle était la troisième.

En 1977, Somoza croit être venu à bout de la guérilla. Il lève l'état de siège et propose l'ouverture de négociations. C'est aussi une façon de s'adapter au cours de la politique américaine du président Jimmy Carter, qui tente de s'opposer à la montée révolutionnaire dans la région en poussant les dictatures et les oligarchies centro-américaines à opérer des réformes visant à améliorer leur image de marque internationale. Mais, dès le mois d'octobre, les sandinistes reprennent l'initiative d'actions militaires urbaines, notamment à Masaya et à San Carlos, au sud de la capitale, Managua. En novembre, douze personnalités indépendantes, connues comme étant le « Groupe des 12 », alors en exil, lancent un appel à une solution nationale du conflit intérieur, intégrant

1. Voir à ce sujet les articles d'Oscar René Vargas, parus dans la revue marxiste latino-américaine *Coyoacan*, publiée au Mexique : « Nicaragua, économie et révolution », numéro 10 d'octobre 1980, et numéro 12 d'avril-juin 1981.

l'aile « tercériste » des sandinistes (2).

En janvier 1978, l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro marque un tournant de la situation. Le patronat réplique par une grève générale, le « paro patronal », du 24 janvier au 6 février. Pendant cette grève, les forces sandinistes attaquent les garnisons de Rivas et de Grenade, près du lac Nicaragua. En février, le quartier indigène de Monimbo, près de Masaya, se soulève presque spontanément.

Au fur et à mesure que les masses opprimées entrent en scène et que les forces révolutionnaires gagnent du terrain, la bourgeoisie d'opposition va rechercher davantage la conciliation et le compromis avec la dictature.

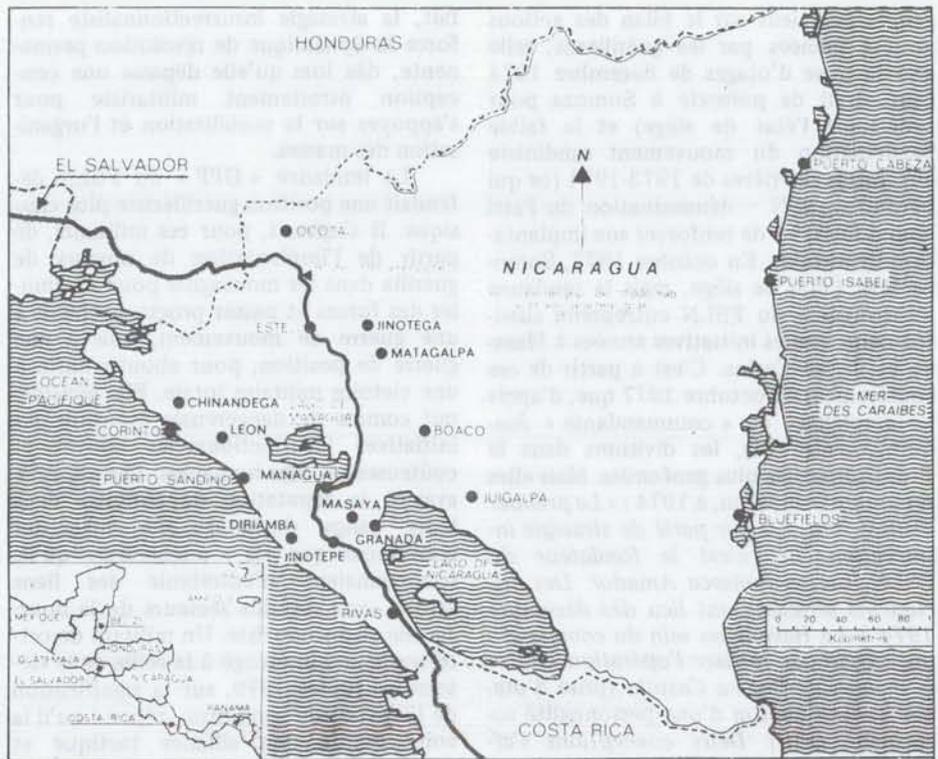
En juillet, les « 12 » rentrent au pays. Un Front large d'opposition (FAO) est constitué entre l'UDEL, le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN, formation bourgeoise libérale d'Alfonso Robelo), le Parti socialiste nicaraguayen (parti communiste traditionnel) et l'aile « tercériste » du FSLN. Parallèlement se forme également le Mouvement populaire unifié (MPU), qui regroupe les organisations populaires de masse : syndicats, mouvement étudiant, mouvement des femmes, comités, etc.

En août, le FAO lance un nouvel appel à la grève générale et, toujours parallèlement, sous la direction d'Eden Pastora (le commandant « Zéro »), un détachement sandiniste occupe le Palais national et obtient la libération de 83 prisonniers politiques, dont Tomas Borge, membre de la direction nationale du FSLN. En septembre, le FSLN appelle à l'insurrection. Plusieurs villes se soulèvent simultanément, mais les troupes de choc de la Garde nationale somoziste écrasent les foyers insurrectionnels les uns après les autres. La répression est terrible et fait environ 10 000 victimes.

Somoza pense alors avoir infligé une défaite durable aux forces révolutionnaires et pouvoir ouvrir des négociations avec la bourgeoisie d'opposition regroupée dans le FAO. L'Organisation des États américains (OEA), avec l'appui de l'impérialisme américain, envoie une commission de médiation pour jouer les intermédiaires. En novembre 1978, le « Groupe des 12 » et l'aile « tercériste » du FSLN dénoncent ces manœuvres et se retirent du FAO.

Cette rupture élimine en pratique l'un des principaux motifs de division au sein des forces sandinistes : le type d'alliance avec la bourgeoisie. Un rapprochement entre les trois composantes du FSLN est aussitôt amorcé, qui aboutira, en janvier 1979, à la formation d'une direction unifiée et, en mars, à la fusion des trois tendances.

Entre temps, en février 1979, voit le jour le Front patriotique national (FPN). A la différence du FAO, l'UDEL n'en fait plus partie. Le passage du FAO au FPN traduit une modification des rapports de forces, un déplacement du centre de gravité de la lutte, de la bourgeoisie d'opposition vers les masses prolétariennes et populaires, et une hégémonie croissante du



Front sandiniste dans la direction de la lutte.

En avril, la dévaluation de 42 % du cordoba illustre la gravité de la crise économique et aggrave la situation sociale, y compris pour les couches petites-bourgeoises. Dès mai 1979, c'est l'amorce de l'offensive finale. Pour s'y opposer, l'impérialisme américain, sentant la situation lui échapper, cherche alors la caution de l'OEA pour couvrir une intervention militaire directe au Nicaragua. Un responsable US, Cyrus Vance, annonce que « les États-Unis envisagent de dépêcher des troupes nord-américaines au Nicaragua si la situation l'exige ». Seule l'Argentine donne son accord à l'envoi d'une telle « force de paix ». L'impérialisme ne parvint donc pas à obtenir l'aval de l'OEA ou d'un nombre significatif d'États latino-américains pour une intervention militaire directe. Dès lors, c'en était fini de Somoza.

Le 4 juin, le Front appelle à la grève générale. Le 10 juin, le peuple de Managua se soulève. Le 16 juin, le Gouvernement provisoire de reconstruction nationale est formé. Le 17 juillet, Somoza s'enfuit. Urcuyo, qu'il a nommé pour assurer la transition, demande aux insurgés de rendre les armes et prétend rester en place jusqu'en 1981. Un ultime élan populaire le chasse aussi et précipite l'effondrement de ce qui reste de la Garde nationale.

Le 19 juillet, le Gouvernement de reconstruction nationale s'installe à Managua.

L'ÉVOLUTION STRATÉGIQUE DU FSLN

Se réclamant à l'origine de l'héritage d'Augusto César Sandino, le général des hommes libres qui mena la lutte armée contre l'occupant américain dans les années 1930, avant d'être assassiné par Somoza, en février 1934, le Front sandiniste peut

apparaître comme une organisation anti-impérialiste ou nationaliste petite-bourgeoise. Pourtant, son profil est beaucoup plus précis et dessiné. Il ne s'agit pas d'une organisation anti-impérialiste comparable à ce que fut le Front de libération national (FLN) algérien ou à ce que sont de nombreux mouvements de libération africains.

Par sa référence à la révolution cubaine, le Front sandiniste est relié à un courant du mouvement ouvrier international. Sa contribution à la conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), à la Havane, en 1967, fut l'une des plus radicales. L'interprétation même de l'héritage sandiniste met l'accent sur le contenu de classe de la lutte anti-impérialiste : « Seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout », disait le général des hommes libres.

Les témoignages et les reportages dans les rangs du Front sandiniste à la veille du renversement de Somoza montrent que, non seulement la direction centrale, mais encore une majorité de cadres intermédiaires du Front, se réclamaient ouvertement du marxisme et du socialisme, avec une clarté et dans une proportion sans comparaison avec ce qui fut le cas pour le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro, en 1958, à Cuba (3).

Des divisions importantes se sont produites dans le Front, en 1974, et ont abouti à l'éclatement du FSLN, en 1975, sous les coups de la répression. Les diver-

2. Le dirigeant sandiniste Bayardo Arce parle aujourd'hui du « groupe sandiniste connu comme "les 12" » (« Nicaragua : révolution », in *Cuba Socialista*, numéro 1, décembre 1981).

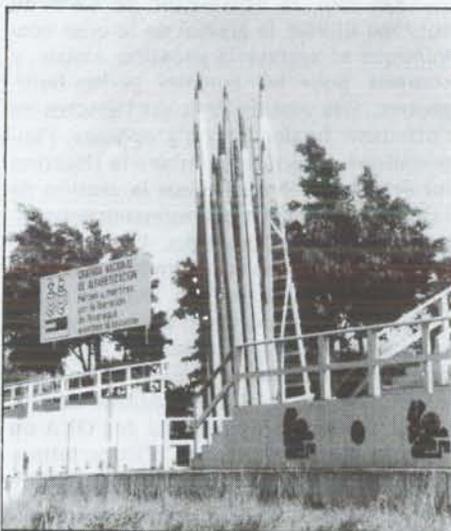
3. C'est ce qui ressort notamment des nombreux témoignages recueillis par Francis Pisan, journaliste français du quotidien *Le Monde*, qui a accompagné l'offensive sandiniste à partir de la frontière hondurienne jusqu'au renversement de Somoza. Ces témoignages sont publiés en français dans un livre intitulé *Muchachos : journal d'un témoin de la révolution sandiniste*, édition Encre, Paris, 1980.

gences portaient sur le bilan des actions armées menées par les guérilleros, telle que la prise d'otages de décembre 1974 (qui servit de prétexte à Somoza pour proclamer l'état de siège) et la faible participation du mouvement sandiniste aux luttes ouvrières de 1973-1974 (ce qui permit au PSN — dénomination du Parti communiste — de renforcer son implantation syndicale). En octobre 1977, Somoza lève l'état de siège, mais la tendance « tercériste » du FSLN entreprend aussitôt de nouvelles initiatives armées à Masaya et à San Carlos. C'est à partir de ces soulèvements d'octobre 1977 que, d'après le témoignage du « commandante » Joaquín Cuadra (4), les divisions dans le Front seront les plus profondes. Mais elles remontent, selon lui, à 1974 : « *Le premier d'entre nous à avoir parlé de stratégie insurrectionnelle, c'est le fondateur du FSLN, Carlos Fonseca Amador. Des discussions sérieuses ont lieu dès décembre 1974 à La Havane au sein du commando qui venait de réaliser l'opération contre la maison de Chema Castillo (prise d'otages dans la maison d'une personnalité somoziste, ndr.). Deux conceptions s'affrontaient nettement. Les uns voulaient continuer à accumuler des forces et constituer une armée de guérilla dans les montagnes du nord, suivant l'idée générale de la guerre populaire prolongée. Les autres, principalement autour de Carlos Fonseca, Humberto Ortega et Jaime Wheelock, voulaient passer à l'offensive et se rapprocher des zones habitées. Pour maintenir la cohésion, on adopta une ligne bâtarde qui disait que "dans la lutte pour le socialisme", il était correct de retenir le concept de guerre populaire prolongée, mais que dans la lutte contre la dictature, il était permis de parler de processus insurrectionnel.* »

Ce compromis est pour le moins paradoxal. En effet, l'idée de la « guerre populaire prolongée » était partagée par de nombreuses organisations politico-militaires au début des années 1970, y compris dans des pays comptant une forte classe ouvrière industrielle, comme l'Argentine et le Chili. Elle découlait d'un raisonnement logique mais formel, que l'on peut résumer ainsi : « *En cas de victoire contre la dictature, l'impérialisme interviendra pour empêcher la marche au socialisme, il faut donc commencer dès aujourd'hui la guerre prolongée contre l'ennemi de demain.* » Le problème reste pourtant que la seule préparation des batailles du lendemain n'est pas une condition suffisante pour assurer la victoire de la lutte en cours. Dans le débat de 1974, ceux qui allaient se diviser en « prolétaires » (Wheelock) et en « tercéristes » (Ortega) sont alors unis autour d'une perspective insurrectionnelle qu'ils justifient au nom d'une première étape anti-dictatoriale de la lutte. Mais le rapprochement des lieux du combat militaire contre la dictature des zones urbaines et habitées implique un appui croissant des forces de guérilla sur les couches prolétaires, dont les aspirations antidictatoriales et anticapitalistes sont difficilement scindables en deux. En

fait, la stratégie insurrectionnaliste renforce la dynamique de révolution permanente, dès lors qu'elle dépasse une conception étroitement militariste pour s'appuyer sur la mobilisation et l'organisation des masses.

La tendance « GPP » du FSLN défendait une position guérillériste plus classique. Il s'agissait, pour ces militants, de partir de l'implantation de noyaux de guérilla dans les montagnes pour accumuler des forces et passer progressivement à une guerre de mouvement, puis à une guerre de position, pour aboutir enfin à une victoire militaire totale. Elle considérait comme de dangereuses aventures les initiatives insurrectionnelles hâtives et coûteuses en vies humaines. Les « GPP » avaient la réputation de compter dans leurs rangs davantage de marxistes convaincus que les « tercéristes » qu'ils soupçonnaient d'entretenir des liens étroits avec certains secteurs de la bourgeoisie anti-somoziste. Un militant de cette tendance, interrogé à la veille de la victoire de juillet 1979, sur la signification de l'unification sandiniste, répond qu'il la voit comme une alliance tactique et momentanée, parce que « *la bourgeoisie, on la trouve déjà chez les "tercéristes", alors ...* »



Campagne d'alphabétisation. (DR)

La tendance « prolétarienne » présentait, quant à elle, une orientation liant explicitement la lutte contre la dictature au combat pour le socialisme. Elle tirait des conclusions concrètes de sa perspective insurrectionnaliste, notamment l'importance de construire des organisations de masse (syndicales, étudiantes, de femmes ...) dans les villes. Wheelock est très clair sur la critique fondamentale qu'il fait à l'orientation de la tendance « GPP ». Il admet que la révolution nicaraguayenne a revêtu un aspect de lutte de libération nationale : « *Nous n'avons pas connu, au Nicaragua, une lutte des classes sanglante, comme celle du Salvador par exemple. Il n'y a pas eu de guerre civile. Ici, tout le monde a lutté contre la dictature, même si celle-ci affectait particulièrement les ouvriers et les paysans. Le contenu de la lutte politique ressemblait à celui d'une guerre de libération nationale, dans le sens où nous étions dominés par la*

Garde nationale qui, créée par les Etats-Unis lors de leur intervention directe, continuait à se comporter comme une véritable armée d'occupation. (5) »

Il y a, comme le dit Wheelock, une « ressemblance ». Mais pas une équivalence. La Garde nationale se comportait certes comme une armée d'occupation. Mais elle n'était pas une armée étrangère. Le résultat n'est pas le même. C'est ce que comprend parfaitement Wheelock du point de vue des tâches pratiques, lorsqu'il déclare : « *On disait à l'époque (1975-1976) que l'ennemi principal était l'impérialisme, que la lutte allait être longue et que donc, il fallait s'établir dans les coins les plus retirés de la montagne pour entreprendre la guerre depuis là-bas. C'est correct dans un processus de libération nationale avec intervention étrangère, quand on doit faire face à une puissance gigantesque venue de l'extérieur avec un potentiel historique puissant mais un pouvoir réduit de forces alliées. Dans ce cas-là, le terrain géographique doit être effectivement la montagne et la méthode doit être la guerre de guérilla. Mais qui allait nous suivre dans les montagnes ? Personne. Pour que le peuple lutte contre l'impérialisme, il doit voir les gringos dans le pays en train de faire le coup de feu. (...)*

« *Le repli dans les montagnes avait en outre l'inconvénient de nous éloigner des travailleurs et de laisser en suspens une série de tâches d'importance extrême, telles que l'organisation des ouvriers sur les lieux de travail, l'organisation des paysans là où ils se trouvent. Parce que dans les zones du nord où nous avons établi des campements, il y a très peu de paysans. Nous en étions presque arrivés à former une réalité militaire contraire au processus révolutionnaire. On ne parlait pas de la dictature. On disait : l'impérialisme est l'ennemi immédiat. Une réalité lointaine en quelque sorte. Or, il fallait montrer l'ennemi concret et pas l'ennemi en général, l'impérialisme en général. Nous étions capables de parler aux militants des finalités de la lutte, mais pas de trouver les consignes du moment. Nous n'apportions pas de réponse aux tâches à effectuer sur le champ : organiser les travailleurs, leur faire prendre conscience, les armer, organiser la logistique, accumuler des forces. Alors, nous sommes descendus dans les villes et nous avons réuni toutes les classes sociales dans la grève, car nous avons toujours été partisans de faire converger les trois formes de lutte qui se combinent magistralement dans l'offensive finale : la grève, le soulèvement des villes et la lutte armée, de guérilla ou régulière. Trois formes de lutte historiques et non inventées par nous. On ne résoud pas les problèmes d'une révolution en disant : "Soyons tous guérilleros !" C'est contre cela que nous nous sommes élevés. (6) »* Ce qui peut paraître à postériori une évidence n'était pas une banalité dans les mouvements révolutionnaires armés du début des années 1970, où le fusil était

4. Texte publié in Muchachos, p. 81.

5. Muchachos, p. 183.

6. Muchachos, p. 73.

devenu la ligne de partage absolue entre réforme et révolution, avant qu'il ne soit découvert qu'il pouvait exister un réformisme armé, et que le fusil ne vaut que par les forces sociales qui s'en saisissent.

En même temps, on comprend à travers le discours de Wheelock ce qui pouvait éveiller la méfiance des partisans de la « guerre populaire prolongée ». Il parle de réunir dans la grève et l'insurrection toutes les classes sociales opposées à la dictature somoziste. Mais, en pratique, ces formes de lutte sont par excellence celles des couches prolétariées. Tout le cours de la lutte, depuis la grève patronale de janvier 1978 jusqu'à l'offensive finale de juin 1979, va le vérifier, en même temps que s'affirmera l'hégémonie croissante du Front sandiniste sur le processus.

La tendance « tercériste » est apparue avec les mouvements insurrectionnels d'octobre 1977. Jusque-là, le FSLN était divisé entre les tendances « GPP » et « prolétarienne ». Sa démarche part d'une critique de l'orientation de la tendance « GPP », considérée comme une tactique stérile d'« accumulation passive » de forces : « J'appelle politique d'accumulation passive de forces, a précisé Humberto Ortega, un représentant des "tercéristes", la politique qui consiste à ne pas intervenir dans les conjonctures, à accumuler des forces à froid. Cette passivité se manifestait au niveau de la politique des alliances. Il y avait aussi de la passivité dans le fait que nous pensions qu'on pouvait accumuler des armes, s'organiser, réunir les ressources humaines, à froid, sans combattre l'ennemi, sans faire participer les masses, et ce n'est pas que nous ne voulions pas le faire ; nous pensions seulement que si nous sortions trop les griffes, cela nous vaudrait d'être attaqués et écrasés. (7) »

Dans la même interview, Humberto Ortega précise que le débat stratégique qui s'était développé à la suite du coup d'Etat du général Pinochet au Chili en septembre 1973, tournait autour de deux propositions : « La guerre de guérilla dont l'axe serait la montagne, ou la lutte armée dont l'axe serait les masses. (...) En vérité, on a toujours pensé aux masses mais on voyait en elles un appui à la guérilla, qui devait permettre d'asséner des coups à la Garde nationale. La réalité a été tout autre ; c'est la guérilla qui a servi d'appui aux masses pour que celles-ci, au moyen de l'insurrection, écrasent l'ennemi. C'était pourtant l'idée que nous avions tous. La pratique nous a fait changer d'avis. Nous avons compris que pour vaincre, nous devons non seulement faire passer à l'action nos contingents de guérilleros, mais aussi faire en sorte que les masses participent activement à la lutte armée, car le mouvement armé d'avant-garde n'allait jamais réunir assez d'armes pour écraser l'ennemi. » D'où la conclusion : « Notre stratégie insurrectionnelle a toujours gravité autour des masses et non autour d'un plan militaire. Ceci doit être clair. (8) »

L'autre aspect de l'orientation « tercériste », c'est son ouverture à la possibilité d'alliances avec la bourgeoisie anti-somoziste. Cette perspective est soulignée

par Ortega lui-même comme le corollaire de l'offensive militaire : « Le FSLN a seulement changé de modalité de lutte à partir d'octobre 1977, passant d'un style défensif à un style offensif dans le domaine militaire. Il s'est lancé parallèlement et pour la première fois dans des alliances politiques tactiques, ce qui à l'époque était audacieux. (9) » Cette « audace » fut d'ailleurs l'un des points de divergence avec les « prolétariens » et les « GPP » jusqu'à la rupture du FAO, en octobre 1978.

Dans sa formulation, la ligne « tercériste » apparaît donc fortement marquée de volontarisme et d'avant-gardisme militaire. Elle part de l'idée que la conquête de l'initiative militaire crée un rapport de force permettant sans grand risque des alliances larges avec la bourgeoisie d'opposition sur le terrain politique. Sa faiblesse, c'est qu'elle s'accommode mal de l'initiative propre des masses susceptible de contrarier aussi bien ses plans militaires que les alliances avec la bourgeoisie.

C'est pourquoi, l'une des différences essentielles entre les « tercéristes » et les « prolétariens » porte sur leur conception du mouvement de masse. Alors que les « prolétariens » voient dans l'organisation du mouvement populaire la base même du projet insurrectionnel, les « tercéristes » développent une position substitutive qui risque toujours de dériver vers des pratiques militaristes manipulateurs ou paternalistes dans leurs rapports avec les masses. Ortega le reconnaît d'ailleurs crûment, à propos des actions militaires d'octobre 1977 qui ont bouleversé le scénario électoral prévu par Somoza : « Quelques secteurs de la gauche qui se consacraient au travail syndical ont dit que ces actions allaient bouleverser l'organisation et le regroupement du mouvement des masses, mais il n'en a pas été ainsi. Il est certain que la répression allait frapper l'organisation visible, légale, des masses, mais elle n'allait pas détruire l'organisation dans sa dimension réellement révolutionnaire. Accepter ce point de vue, c'était tomber dans le piège de l'impérialisme qui consistait à offrir une ouverture démocratique bourgeoise à laquelle le mouvement syndical devait participer. Pour nous, il était préférable que ce mouvement syndical castré ne voie pas le jour. (10) » L'initiative militaire a donc alors pour but explicite de faire échouer l'ouverture démocratique tentée par la dictature.

Le cours concret du processus révolutionnaire dans sa phase finale a surmonté les divergences passées et remanié les positions préétablies. Lors de la grève patronale de janvier 1978, les « tercéristes » répondent comme à l'accoutumée en prenant parallèlement l'initiative d'actions armées sur les villes de Rivas et de Granada. Mais le soulèvement spontané du quartier indigène de Monimbo, en février, marque un tournant de la situation. Il annonce l'entrée en scène des masses populaires elles-mêmes. C'est leur radicalisation qui effraie la bourgeoisie d'opposition et la repousse de plus en plus du côté

des solutions de compromis avec l'impérialisme et la dictature.

Humberto Ortega reconnaît lui-même que l'insurrection de septembre 1978 fut déclenchée sous la pression du mouvement des masses : « En fait, nous ne pouvions pas dire "non" à l'insurrection. Le mouvement des masses avait pris une telle ampleur que l'avant-garde était incapable de la diriger. Nous ne pouvions pas nous opposer à ce mouvement des masses, à ce fleuve. Tout ce que nous pouvions faire, c'était d'en prendre la tête pour le conduire à peu près et lui donner une direction. (11) »

Cette insurrection de septembre 1978 coûta pourtant la vie à plusieurs milliers de personnes. Somoza crût avoir remporté une victoire décisive. Il s'agissait plutôt, en quelque sorte, des « journées de juillet » de la révolution nicaraguayenne — à l'image de celles de juillet 1917, qui annoncèrent la révolution d'Octobre en Russie —, et d'une répétition générale dont les leçons politiques et militaires furent tirées pour la préparation de l'offensive finale de juin 1979. A la question : « Pourquoi avez-vous lancé l'appel à l'insurrection finale en mai ? », Ortega répond : « Parce qu'il se présentait toute une série de conditions objectives toujours plus favorables : la crise économique, la dévaluation du cordoba, la crise politique. Et parce qu'après les événements de septembre, nous avions compris qu'il était nécessaire de conjuguer en même temps et dans un même espace stratégique le soulèvement des masses au niveau national, l'offensive des forces militaires du front, et la grève nationale dans laquelle était engagé ou qu'approuvait de fait le patronat. Si nous n'avions pas conjugué ces trois facteurs stratégiques en un même temps et dans un même espace, la victoire n'aurait pas été possible. On avait déjà appelé plusieurs fois à la grève nationale, mais sans la conjuguer avec l'offensive des masses. Les masses s'étaient déjà soulevées, mais sans que cela soit conjugué avec la grève et alors que la capacité militaire de l'avant-garde était trop faible. Et l'avant-garde avait déjà porté des coups à l'ennemi, mais sans que les deux autres facteurs soient présents. C'est en septembre que l'on est parvenu à conjuguer ces trois facteurs, dans une certaine mesure, mais pas complètement, parce que nous ne contrôlions pas encore totalement le processus. C'est après septembre que nous avons exposé clairement dans une circulaire interne que si nous ne parvenions pas à conjuguer ces trois facteurs, il n'y aurait pas de triomphe. (12) »

L'axe stratégique, c'était la grève insurrectionnelle, bien exprimé par l'apparition d'un nouveau dicton populaire dans les derniers mois de lutte : « La grève sent

7. Interview d'Humberto Ortega avec Marta Harnecker, publié dans *Granma*, édition française du 27 janvier 1980.

8. *Ibidem*.

9. *Muchachos*, p. 98.

10. Discussion avec Marta Harnecker.

11. *Ibidem*.

12. *Ibidem*.



la violence et la poudre. » En clair : la grève annonce l'insurrection.

DU RENVERSEMENT DE LA DICTATURE A LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Pour la majorité des dirigeants sandinistes, il ne fait aucun doute que la lutte ne s'arrête pas au renversement de la dictature somoziste. Il s'agit d'une lutte pour le socialisme. Toute leur éducation à la lumière de la révolution cubaine et des thèses de la conférence de l'OLAS va dans ce sens. « Ou révolution socialiste, ou caricature de révolution », comme le proclamait Ernesto « Che » Guevara. L'interprétation de la fameuse phrase de Sandino sur le rôle des ouvriers et des paysans le confirme aussi.

Historiquement, le prolétariat industriel est la force motrice de la lutte pour le socialisme. Mais il ne faut pas oublier les particularités du Nicaragua de Somoza. La classe ouvrière n'y représente que 10 % de la population active, et parmi eux, 10 % seulement (soit 1 % de la population active) étaient syndicalement organisés à la veille du renversement de Somoza.

Les premiers objectifs de la lutte sont donc l'obtention des libertés démocratiques et d'une réforme agraire radicale. La révolution doit se transformer en une révolution socialiste, mais elle commence comme une révolution démocratique et anti-impérialiste.

Dans ce cadre, les dirigeants sandinistes n'ont jamais caché qu'ils concevaient l'alliance avec la bourgeoisie d'opposition comme tactique et limitée dans le temps. Ainsi, Wheelock met-il clairement en garde contre les buts véritables des alliés bourgeois du FSLN. Il les accuse d'avoir cherché à « pactiser avec le pouvoir », puis « d'avoir essayé de trahir, après l'échec de l'insurrection de septembre 1978, à l'occasion de toutes les manœuvres qui ont eu lieu autour de la médiation ». Plus directement encore, il les accuse d'avoir essayé de monter leur propre guérilla avec l'aide du Venezuela et du Pérou, mais, poursuit-il, « ils n'avaient pas les moyens de mettre les masses en mouvement pour la guerre. Ils interdisaient les lectures révolutionnaires à leurs combattants. Ils étaient incapables de faire une révolution comme celle que nous sommes en train de mener à bien. Historiquement, ils étaient déjà liquidés comme avant-garde. Il est faux de dire qu'ils ont toujours été à nos

côtés. On peut même dire que certains secteurs en tout cas ont lutté jusqu'au bout pour que l'alternative que nous représentions ne l'emporte pas. Trois jours avant que nous ne prenions le pouvoir, il y avait encore au Venezuela trois ou quatre messieurs qui cherchaient à amortir le triomphe et essayaient de mettre au point des manœuvres pour escamoter la victoire (13) ».

De même, pour Humberto Ortega, l'hégémonie sandiniste est la question clef. Les alliances y sont subordonnées. Plus que d'alliances, il s'agit, dit-il, de « manœuvres intelligentes. (...) Nous ne sommes parvenus à aucune alliance avec personne. Utiliser ce concept serait céder à la facilité du cliché. J'illustrerai mon propos en prenant le problème au niveau international. Un pays dont le processus est sérieusement consolidé, comme Cuba par exemple, doit pourtant tenir compte du rapport des forces extérieur pour se développer. Il doit maintenir ses relations avec le Mexique et les étendre avec l'Amérique latine et les pays non socialistes. Il en est de même pour des pays plus puissants. Il en est de même pour tout le monde. Nous avons seulement mené une politique permettant de nous développer. Pour y parvenir, nous avons établi des alliances de fait. Notre problème était de renverser le somozisme pour prendre le pouvoir et, de là, faire la révolution (14) ».

Le renversement de la dictature n'est pas l'aboutissement, mais le point de départ de la révolution sociale. Avec la chute du tyran Somoza, la situation de dualité de pouvoir se transforme, elle n'est pas surmontée. Il y avait auparavant une dualité de pouvoir entre la dictature et la Garde nationale d'un côté, le mouvement révolutionnaire de l'autre. Après le 19 juillet 1979, la dualité de pouvoir prend un sens de classe plus précis, entre la bourgeoisie appuyée sur la propriété privée, qui représente alors encore 70 % du secteur agricole et 80 % du secteur industriel, et la révolution prolétarienne derrière son avant-garde sandiniste.

A l'approche de la victoire, les sandinistes avaient conclu un accord avec la bourgeoisie d'opposition, lui donnant des garanties sur l'organisation du futur pouvoir. La prise de Managua en 1979. (DR)



voir politique, autour de trois questions fondamentales :

— la création d'une Junte de reconstruction nationale de cinq membres, comprenant deux sandinistes (Daniel Ortega et Moises Hassan), deux bourgeois (Alfonso Robelo et Violetta Chamorro) et Sergio Ramirez pour le « Groupe des 12 » ;

— la fusion de l'Armée populaire sandiniste (EPS) et des restes de la Garde nationale ;

— la constitution d'un conseil d'Etat dans lequel les organisations bourgeoises auraient la majorité.

Qu'il se soit initialement agi d'un compromis sincère ou « d'une manœuvre intelligente », pour parler comme Humberto Ortega, le fait est que les rapports de forces réels ont balayé cet accord en quelques jours. Tout d'abord, il s'est rapidement révélé que le Front sandiniste s'était assuré une majorité dans la Junte de gouvernement avec la présence de Sergio Ramirez, qui n'était pas un simple arbitre entre les représentants du Front et ceux de la bourgeoisie.

Ensuite, la fausse manœuvre d'Urcuyo, s'accrochant au pouvoir le 18 juillet 1979, a précipité la radicalisation des masses et la désagrégation finale de la Garde nationale. Elle répète presque point par point la vaine tentative du général Cantillo pour empêcher la révolution à Cuba, le 1er janvier 1959. Cette tentative pour voler la victoire aux révolutionnaires cubains par un coup militaire de dernière minute provoqua une grève nationale de près d'une semaine, qui joua un rôle décisif dans le renversement de la dictature. Lorsqu'il entreprit sa tentative réactionnaire, Cantillo disposait encore d'une armée presque intacte, de la police, de la presse traditionnelle, de multiples appuis politiques. C'est la grève qui a fait basculer le rapport de forces. Au Nicaragua, la poussée populaire finale contre Urcuyo a balayé toute perspective concrète d'une quelconque fusion entre l'EPS et la Garde nationale.

Enfin, le Front sandiniste a pris lui-même, en 1980, l'initiative de modifier la composition du Conseil d'Etat en faveur d'un nouveau dosage donnant une majorité aux organisations de masse sous son influence. Cette décision provoqua la démission de Robelo et Chamorro de la Junte de gouvernement, en mars 1980, et leur remplacement par Arturo Cruz et Rafael Cordoba, deux autres représentants bourgeois choisis et désignés par la direction sandiniste elle-même. Ce simple exemple ne laisse aucun doute sur la source du pouvoir effectif au sein de la Junte de gouvernement.

De fait, la politique sandiniste après le renversement de Somoza consiste à s'assurer le contrôle du pouvoir politique et militaire et à passer des alliances avec la bourgeoisie sur le plan économique, sous la forme notamment du maintien de l'« économie mixte ». Mais, à chaque

13. Muchachos, p. 224.

14. Ibidem., p. 145.

Le FSLN et les problèmes de la côte atlantique

épreuve de force avec la bourgeoisie, le Front sandiniste s'est montré intransigeant sur le plan politique : création des milices populaires au début 1980, rectification de la composition du Conseil d'Etat, refus des élections réclamées par Robelo et son organisation, le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), en août 1980. A condition d'avoir le pouvoir solidement en main, les sandinistes considèrent possible de faire des concessions à la bourgeoisie sur le terrain économique, et de se montrer souples sur le rythme du processus révolutionnaire.

Nous voici au cœur du débat. Certes, aucune loi ne prescrit par avance ce que doit être le rythme exact des expropriations des intérêts bourgeois pour aller vers la socialisation de l'économie. En Russie, les bolcheviks eux-mêmes ont été amenés à aller plus vite qu'ils ne l'avaient initialement envisagé, du fait de la guerre civile.

Mais ce qui est illusoire, c'est de croire que la confiance des masses populaires conquise dans la lutte contre la dictature est un capital invariable, acquis une fois pour toutes. Aussi longtemps que la bourgeoisie réussit à préserver la base de son pouvoir économique, la propriété privée des moyens de production, elle ne renoncera pas à utiliser ses possibilités nationales, et surtout ses énormes appuis internationaux, pour saper l'autorité du pouvoir révolutionnaire et tenter de le diviser. Il est significatif que Robelo, au moment où il lançait les plus furieuses attaques contre le pouvoir sandiniste à propos du pluralisme, reprochait aux Etats-Unis de suspendre leurs subsides, car ces apports financiers contribuaient à renforcer le secteur privé.

Il est donc normal de dire, surtout dans un pays appauvri à l'extrême et saigné par une guerre civile dont le bilan est de 40 000 morts et 100 000 infirmes, que la réalisation du socialisme n'est pas possible tout de suite. Mais il faut ajouter que la révolution socialiste est l'aboutissement nécessaire pour consolider les conquêtes démocratiques et l'indépendance nationale. Toutefois, il ne faut pas confondre les termes « aboutissement » et « point de départ ». On ne peut sauter par-dessus l'évolution du niveau de la conscience des masses. Ceux qui étaient prêts au sacrifice pour chasser Somoza peuvent en même temps conserver de nombreux préjugés, notamment religieux. L'expérience quotidienne de la lutte, la campagne d'alphabétisation, comptent davantage pour faire avancer le niveau de conscience des masses populaires qu'un radicalisme verbal abstrait.

Mais, s'il ne faut pas brûler les étapes dans le développement de la conscience politique des masses, il faut ajouter aussitôt qu'il n'y a aucune muraille de Chine, aucune discontinuité entre l'accomplissement des tâches démocratiques et le début de l'accomplissement des tâches socialistes de la révolution. ■

Daniel BENSARD,
article publié dans

Perspectiva Internacional, numéro 2,
Sao Paulo, mai-juin 1982.

LA révolution sandiniste aura fait apparaître, à travers les difficultés qu'elle rencontre pour s'implanter sur la côte atlantique du pays, l'existence de deux entités bien distinctes au Nicaragua. Du côté de l'océan Pacifique, 2,5 millions de Nicaraguayens catholiques et hispanophones qui ont souffert de la dictature somoziste et dont nombre ont participé à la mobilisation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) ou, du moins, ont ressenti cette lutte comme l'espoir d'une vie meilleure. Du côté de l'Atlantique, sur une superficie immense représentant la moitié du territoire national, dans une région à faible densité de population, colonisée depuis le XVI^e siècle par les Anglais et rattachée au Nicaragua seulement en 1894, une population de 250 000 personnes d'origine différente, composée notamment de Miskitos, de Sumos, de Ramas et de Criollos (voir encadré page suivante).

A cette différence de peuplement et aux conséquences de la colonisation espagnole et britannique s'ajoute le fait que durant la dictature somoziste, les habitants de la côte atlantique, qui ne constituaient pas une opposition organisée, sont restés isolés et relativement à l'abri de la répression qui sévissait dans le reste du pays. Cet isolement s'est aussi maintenu du fait que la dictature n'avait nul projet d'exploitation économique intensive et de désenclavement de cette région.

Face à une population encore partiellement attachée à ses coutumes ancestrales, éduquée par les Anglais dans la haine des hispanophones, évangélisée par les pasteurs protestants moraves alors que le reste du pays est catholique, sans voie de communication routière facilitant les échanges avec l'autre versant du pays, et vivant encore, pour une bonne part, dans une économie d'autosubsistance, les dirigeants sandinistes, qui défendaient pourtant une problématique d'intégration de ces populations à la dynamique révolutionnaire nationale dans le respect des droits des communautés locales (voir encart p. 13), n'ont pas toujours réussi à emporter l'assentiment de ces communautés.

L'impérialisme, tout comme avant lui l'avaient fait les différents colonisateurs, en profita pour tenter d'entraîner la communauté des Miskitos dans une opposition armée à la révolution, y réussissant partiellement dans certains cas.

Les dirigeants sandinistes ont donc été contraints, au fur et à mesure que l'agression des somozistes à partir du Honduras se faisait plus pressante, de déplacer des populations Miskitos des régions frontalières avec le Honduras vers le sud du Nicaragua, afin de créer, dans la région frontalière du Nord, une zone où les forces militaires révolutionnaires pourraient plus facilement contrôler et combattre les incursions somozistes.

A plusieurs reprises, dans leurs déclarations, les dirigeants sandinistes ont aussi reconnu qu'au-delà des conditions spécifiques d'isolement de la population de la côte atlantique, quelques erreurs de leur part avaient contribué à rendre la situation encore plus délicate.

Il n'est donc pas étonnant que le dirigeant sandiniste Ray Hooker, membre du gouvernement régional du département de Zelaya-Sud, débattant en février dernier avec une délégation de militants révolutionnaires américains en visite à Bluefields, la plus grande ville de cette région, ait surtout insisté sur le fait que pour gagner le soutien de la population de la côte atlantique à la révolution, il fallait de la patience, de la souplesse, de la conviction et du temps. C'est ce défi que les dirigeants sandinistes ont relevé.

L'article ci-dessous, paru dans le numéro du 24 juin dernier du *Militant*, hebdomadaire publié à New York et reflétant les vues du Socialist Workers Party (SWP), est un reportage sur la situation sur la côte atlantique du Nicaragua, rédigé à partir d'une visite de militants révolutionnaires dans cette région, et d'une longue discussion avec le dirigeant sandiniste Ray Hooker. ■

Jane HARRIS

L'isolement dont la côte atlantique commence à sortir aujourd'hui date de l'arrivée des Anglais en 1631. Durant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, le but des Anglais fut d'affaiblir l'empire espagnol qui dominait la côte pacifique du Nicaragua à cette époque. Contrairement aux Espagnols, qui exterminèrent la plus grande partie de la population indienne, la politique britannique a consisté à utiliser les peuples indigènes pour implanter leur commerce, les faire pêcher pour eux et les

faire combattre pour l'empire britannique.

Ainsi, les Britanniques apprirent à la population indigène de la côte atlantique à haïr les Espagnols, tout comme les Espagnols inculquèrent à la population de la côte pacifique la haine des habitants de la côte atlantique. « Nous avons eu deux puissances européennes qui enseignaient aux populations locales à se haïr mutuellement », explique le dirigeant sandiniste Ray Hooker, originaire de Bluefields, et qui a suivi les classes de l'école morave locale.

LA POPULATION DE LA CÔTE ATLANTIQUE

Les 250 000 habitants de la côte atlantique se divisent d'après leurs origines selon les groupes suivants :

— Les Miskitos (de 100 000 à 150 000), peuple indigène complètement métissé, qui a perdu beaucoup de sa culture originelle. Les Anglais s'appuyèrent sur eux pour coloniser la côte atlantique et soumettre les autres peuples. Ils vivent essentiellement dans le département du Zelaya-Nord.

— Les Sumos (10 000), ethniquement séparés, possèdent des traditions culturelles très fortes et sont établis dans la région des mines.

— Les Ramas (1 000) qui, pour la plupart, ne connaissent plus leur langue originelle, se trouvent dans le département du Zelaya-Sud.

— Les Criollos (50 000), localisés dans les départements du Zelaya-Sud et de Rio San Juan, sont des descendants d'esclaves africains amenés de Jamaïque pour cultiver les plantations de la côte. Ils parlent le créole anglais de la Caraïbe et sont alphabétisés à 90 %. Ils occupèrent, peu à peu, depuis l'abolition de l'esclavage jusqu'à la « réincorporation » de 1894, la plupart des emplois administratifs.

Au milieu du XIXe siècle, la population indienne et noire fut entièrement évangélisée par l'Eglise protestante morave. Peu à peu, les pasteurs moraves devinrent les véritables leaders des communautés, supplantant les structures hiérarchiques traditionnelles.

La « réincorporation » marginalisa économiquement et politiquement les Criollos ainsi que les Miskitos, qui n'acceptèrent jamais l'invasion « espagnole » et ne se mêlèrent jamais aux luttes nationales.

— Quelques centaines de commerçants chinois s'installèrent alors, qui monopolisèrent tout le commerce de la côte.

— Enfin, les Meztisos (50 000), sont des Nicaraguayens du Pacifique, paysans chassés par la surpopulation des minifundias, dont le gouvernement se débarrassait en les envoyant coloniser la côte atlantique, souvent sur des terres appartenant aux indigènes. ■

Extraits de *Nicaragua, du rêve à la révolution*, brochure du Comité de solidarité avec le Nicaragua (France).

DIVISER POUR RÉGNER

Avant 1894, date à laquelle les troupes et les navires de guerre américains vinrent aider le gouvernement de la côte pacifique à intégrer la côte atlantique au Nicaragua, cette région était encore en partie régie suivant certaines de ses propres coutumes et traditions. De ce fait, non seulement les « Costenos » (les habitants de la côte atlantique) perdirent leurs traditions et leurs coutumes, mais ils se trouvèrent aussi dépouillés de presque toutes leurs ressources naturelles, à travers le pillage de la côte atlantique au nom des intérêts du « business » américain. Ainsi, la Standard Fruit, qui avait carte blanche pour abattre du bois, a littéralement transformé, au cours des ans, la riche forêt du nord-est du Nicaragua en une prairie.

Dans les années 1940 et 1950, le petit Nicaragua devint l'un des dix plus grands producteurs d'or du monde. « Mais, explique Hooker, si vous allez à présent dans la région des mines, que trouvez-vous ? Vous ne trouverez rien. Ou plutôt, vous n'y trouverez qu'un équipement hors d'usage, des bidonvilles, des villages en grande partie fantômes, et beaucoup de personnes souffrant de la tuberculose et de la silicose. »

Des compagnies de pêche (américaines ou appartenant à Somoza) s'installèrent dans cette région pour exporter de la crevette et du homard sur le marché américain. Pour pouvoir attraper un seul kilo

de crevettes, il fallait pêcher de nombreux kilos d'autres poissons en même temps. Cependant, comme seul le marché de l'exportation intéressait les compagnies de pêche, celles-ci ordonnaient aux pêcheurs de rejeter à l'eau les autres poissons, privant ainsi systématiquement les « Costenos » d'une importante source de protéines dans leur alimentation.

A cette époque il n'existait pratiquement pas d'écoles ni d'hôpitaux, et le contact avec le monde extérieur était extrêmement difficile. « Somoza a maintenu cet isolement, en gardant la côte atlantique isolée de la côte pacifique. Son idée était de diviser et de conquérir. Aussi n'est-il pas intervenu dans les affaires des trafiquants et utilisateurs de drogue. La côte atlantique devint donc un centre international de trafic de drogue. (...) Alors, poursuivit Ray Hooker, après la révolution de juillet 1979, tout ceci (la situation sur la côte atlantique) était dans une certaine mesure un drôle d'embrouillemeni. Que s'est-il donc passé ? Les habitants de la côte atlantique appartiennent à des cultures différentes : les Miskitos, les Sumos, les Ramas, les Caraïbes, la population anglophone. Sur la côte pacifique, la population est pour l'essentiel hispanophone. Deux populations, des gens qui en savent très peu les uns sur les autres. Et c'est lorsqu'on manque de connaissances que l'on commet des erreurs. Si on veut gouverner une région, il faut comprendre cette région, il faut comprendre cette culture. (...) Et ce man-

que de compréhension, ce manque de connaissance mutuelle, a créé des problèmes que nous essayons encore aujourd'hui de résoudre. »

Un problème important est de faire comprendre davantage aux « Costenos » comment les compagnies ont détruit la côte.

L'EXPLOITATION IMPÉRIALISTE

« Le type de contrat que les compagnies avaient passé avec le gouvernement national stipulait qu'elles pouvaient introduire dans le pays toute quantité de bière, d'alcools, de biens étrangers, sans payer aucune taxe. Chacune de ces compagnies s'était bien assurée qu'elle avait des dépôts de viures bien approvisionnés — l'équivalent de vos supermarchés —, qui fonctionnaient dans ces régions. Qu'est-il donc arrivé ? Les salaires touchés par les employés retournaient tout droit à la compagnie étrangère. Ils amenèrent ici jusqu'à du fromage américain et beaucoup d'aliments en conserves, auxquels nous ne sommes pas habitués. Ici, les gens trouvaient de la bière américaine — comme Pabst Blue Ribbon, Schlitz, Budweiser, qui étaient très réputées à cette époque —, et des produits similaires. Et qu'ont-ils laissé aux gens ?

« Allez regarder dans le Nord, vous ne trouverez plus rien. Quand les arbres furent arrachés, les compagnies ont plié bagage et sont parties. Et à présent, les gens n'ont même plus leurs arbres, leur forêt, qui était la source traditionnelle de leur nourriture, parce que dans de nombreux cas ils dépendaient de la chasse pour leur subsistance. Mais quant les arbres furent abattus, les animaux disparaurent aussi.

« Mais vous trouverez pourtant certaines personnes de la vieille génération pour vous dire : "Oh, si seulement une autre compagnie venait au Nicaragua !" Le caractère tragique de la situation, c'est qu'ils n'ont jamais réellement compris ce qui se passait, ce qui advenait de leurs moyens de subsistance, et que la génération future était mise en danger, que l'avenir de leurs enfants pouvait être compromis. »

Un facteur qui compliqua la tâche de reconstruction fut le fait qu'après le triomphe de 1979, les dirigeants sandinistes, peu familiers de l'ampleur de la dévastation impérialiste de la région, établirent des projets peu réalistes concernant la rapidité avec laquelle une amélioration économique pouvait être réalisée. « Si vous voulez rendre cette terre productive, explique Hooker, les cocotiers vont nécessiter huit ans, les palmiers africains de huit à neuf ans. Pour réellement transformer l'industrie de la pêche, il faut du temps. Alors, quand immédiatement après la révolution on promet tous ces progrès pour bientôt, on crée des espérances qu'on ne peut satisfaire. Et non seulement on crée des attentes que l'on ne peut satisfaire, mais on crée la base d'antagonismes futurs. Voilà quelques-unes des situations difficiles que cette révolution a traversées. Et le manque de connais-

sance, par quelques dirigeants, de certaines cultures de la côte atlantique a compliqué la situation. »

LES OBJECTIFS DU FSLN ET DU GOUVERNEMENT

Etant donné l'ampleur des problèmes hérités par le présent gouvernement, nous étions curieux de savoir quels étaient les buts du gouvernement régional du Zelaya-Sud, à court, à moyen et à long terme. « Notre objectif à court terme, commença par déclarer Hooker, c'est d'essayer de satisfaire les besoins élémentaires des gens. »

En premier lieu, cela signifie de la nourriture en quantité suffisante, riche et pas chère, un système scolaire pour toute la région, ainsi que des soins sanitaires. Pour satisfaire ces besoins élémentaires, chaque région du département du Zelaya-Sud essaye de cultiver localement plus de denrées de base pour économiser sur les coûts très élevés de transport de l'alimentation depuis la côte pacifique.

Quant aux objectifs à moyen terme, le gouvernement étudie un programme accéléré pour former des techniciens et des experts. « Cela peut prendre environ huit années, 5 ans d'université plus 3 ans d'expérience pratique, parce qu'un étudiant à sa sortie de l'université ne connaît toujours rien, poursuit Hooker, qui ajoute que les experts ont besoin de l'expérience de la vie quotidienne avant qu'on puisse réellement dire qu'ils ont acquis une connaissance ».

Ce but est vraiment essentiel pour cette région, alors que de nombreux techniciens ont quitté le pays. Notre interlocuteur ajoute à ce sujet : « Ce sont des personnes qui veulent gagner de l'argent grâce aux qualifications acquises par leurs études. Si vous travaillez dans le Nicaragua révolutionnaire, vous ne deviendrez certainement pas riche en termes de bénéfices matériels ou de salaire. En termes de conviction, oui. En termes de satisfaction de soi-même, oui. Ici on peut obtenir beaucoup de richesses, mais si vous recherchez des dollars, vous n'allez pas en obtenir ici. »

En ce qui concerne les objectifs à long terme, l'accent sera mis sur la plantation de cultures résistantes qui conviennent mieux à la côte atlantique, où il pleut dix mois par an. La plantation d'environ 4 300 hectares de cocotiers et de 24 000 hectares de palmiers africains a commencé. Ces arbres mettent huit ou neuf ans avant de porter des fruits, mais dès ce moment-là, ils continuent durant 75 à 80 ans.

Les autres objectifs sont les suivants :

— faire d'El Bluff, le port voisin de Bluefields, le port le plus important du Nicaragua, réduisant ainsi l'utilisation du canal de Panama, dont le droit de passage est cher pour le commerce avec l'Europe et les Etats-Unis ;

— organiser un système de grandes voies de communications routières reliant Managua aux deux villes de la côte atlantique, Puerto Cabezas et Bluefields ;

— moderniser l'industrie de la pêche pour la consommation intérieure et extérieure ;

— reboiser la région ;

— attribuer des bourses scolaires aux élèves qui viennent de petites villes dans lesquelles il n'y a pas d'école secondaire.

Pour finir, Hooker précise ceci : « Nous tentons d'inculquer à la nouvelle génération le respect de l'être humain, de l'autre, des droits et des privilèges de chaque personne. »

La révolution nicaraguayenne a connu certains problèmes spécifiques sur la côte atlantique. A cause de l'ampleur de ces difficultés, la résolution des problèmes de la côte atlantique est une priorité de la révolution dans son ensemble, et pas seulement des gouvernements régionaux de cette côte. Citons quelques exemples de réalisations qui concrétisent cette priorité :

— La construction d'une route qui relie, en toute saison, Managua à Puerto Cabezas, sur le nord-est de la côte atlantique. C'est le plus important projet du Nicaragua depuis le triomphe de 1979. Ensuite, ce sera la construction d'une route qui reliera Bluefields à Managua. Construire de grandes routes sur la côte atlantique revient à trois fois plus cher que sur la côte pacifique, en raison des fortes chutes de pluies propres à cette région.

— Depuis le triomphe de la révolution, les visites médicales ont augmenté de 400 %. L'hôpital de Bluefields, qui n'était ouvert que quatre ou cinq heures par jour, est à présent ouvert 24 heures sur 24. Un nouvel hôpital est en train d'être construit à Bluefields. L'actuel hôpital sera vraisemblablement transformé

en polyclinique.

— Les mineurs qui furent licenciés par les compagnies américaines parce qu'atteints de tuberculose reçoivent à présent une pension mensuelle.

En même temps, il est évident que le gouvernement régional a adopté une approche souple pour adapter les organisations de masse existantes sur la côte pacifique aux besoins et traditions différents de la côte atlantique. Se référant aux Comités de défense sandinistes (CDS, associations de quartier sur la côte pacifique), Hooker explique ceci : « Nous nous sommes aperçus que certaines choses qui marchaient sur la côte pacifique ne marchaient pas sur la côte atlantique. Nous sommes arrivés à la conclusion que nous devions partir des situations concrètes des différentes communautés, de la majorité des membres de la communauté, et travailler avec les membres de ces communautés pour essayer de trouver des solutions à leurs problèmes. Mais si nous allons dans les communautés et essayons d'imposer des modèles qui leur sont étrangers, nous n'obtiendrons aucun résultat. » Plus tard, se référant aux changements intervenus dans le gouvernement régional depuis la révolution, Hooker nous déclara : « Dans une révolution, il y a des choses qui sont faites de manière pragmatique et erronée. Ce n'est pas toujours la meilleure approche ou l'approche la plus scientifique qui est choisie. Mais parfois on ne peut pas faire autrement. »

Jane HARRIS,

The Militant, New York, 24 juin 1983.

LE PROJET DU FSLN POUR LA COTE ATLANTIQUE

Le Front poursuit un double but : réduire les menaces que la situation régionale fait peser sur la révolution nicaraguayenne et susciter l'appui à la révolution et l'adhésion à la communauté nationale chez les habitants de la côte atlantique.

Un effort spécial de développement est fait pour rattraper le retard économique de la côte : subventions pour l'agriculture, amélioration des moyens de transport, adaptation aux réalités de la côte des programmes nationaux de relance économique et d'amélioration des conditions sanitaires et sociales.

L'intégration politique est tentée selon deux axes : intégration à la problématique nationale et respect des droits des communautés de la côte.

Le Front sandiniste impulse l'implantation des organisations de masse nationales, syndicats, associations et milices populaires. Le réseau de radio et de télévision national est étendu à la côte, avec des émissions dans les diverses langues. *Barricada*, le journal du Front, sort une édition spéciale en miskito.

En 1980, 12 500 indigènes ont été alphabétisés dans leur propre langue. L'enseignement primaire sera bilingue. La recherche, la transcription des langues, des coutumes et du folklore deviennent une priorité culturelle.

Le 12 août 1981, le Front sandiniste publie sa *Déclaration des principes sur la côte atlantique*. Il réaffirme l'unité de la nation et du territoire nicaraguayen, la propriété de l'ensemble du peuple nicaraguayen sur toutes les ressources naturelles du territoire géré par l'Etat révolutionnaire, le lien nécessaire entre l'amélioration des conditions de vie et le développement économique. Il reconnaît aux communautés indigènes le droit de conserver leurs langues, leurs cultures et leurs traditions, leur droit à la propriété communautaire des terres sur lesquelles elles vivent, leur droit à recevoir un quota des bénéfices de l'exploitation forestière, leur droit d'auto-organisation et celui de participer à l'administration de la côte et de l'ensemble du Nicaragua. ■

Extraits de *Nicaragua, du rêve à la révolution*, brochure du Comité de solidarité avec le Nicaragua (France).

Les premières compromissions de l'opposition libérale

Le général Figueredo a lancé un appel entendu à la "trêve politique"

C'EST dans le contexte d'une situation financière particulièrement délicate et de négociations serrées avec le Fonds monétaire international (FMI) pour obtenir un réajustement de sa dette, que le gouvernement brésilien du général Joao Baptista Figueredo a réclamé une « trêve politique » aux formations de l'opposition. Les appels des sirènes de l'unité nationale sont parvenus jusqu'aux oreilles d'amples fractions de l'opposition bourgeoise libérale. Certains, comme le Parti travailliste brésilien (PTB) se sont purement et simplement ralliés au parti gouvernemental pour former une coalition majoritaire à la chambre des députés. D'autres, comme le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), ou le Parti démocratique du travail (PDT) de Leonel Brizola, envisagent plutôt leur alignement sous une forme quelque peu différente, et surtout en adaptant à la politique du gouvernement fédéral

gestion des gouvernements des Etats qu'ils dirigent depuis les élections de novembre 1982.

Au sein du Parti des travailleurs (PT) lui-même, des remous se sont produits auxquels ces pressions politiques et sociales ne sont pas totalement étrangères, les élus parlementaires essayant ainsi de « parlementariser » le parti et de le vider de son contenu de classe. L'opposition de la direction historique du Parti des travailleurs à une telle perspective a marqué un net rejet de ces manœuvres.

C'est aujourd'hui autour de l'évolution en cours dans le mouvement syndical, confronté à une politique anti-ouvrière et au lâchage de l'opposition bourgeoise libérale, que se profilent donc à la fois un mouvement de luttes sociales et de nouvelles perspectives pour la construction du Parti des travailleurs.

Daniel JEBRAC

Les résultats des élections de novembre 1982 ont finalement donné satisfaction à beaucoup de monde (1). L'opposition libérale bourgeoise s'est réjouie parce qu'elle remportait une indiscutable victoire en nombre de voix et accédait au gouvernement des principaux Etats du pays (à l'exception du Rio Grande do Sul et du Pernambouc), et le pouvoir parce qu'il évitait la déroute électorale tant redoutée, et gardait ainsi les moyens de désigner, en 1985, le prochain président de la République. Par ailleurs, et malgré la défaite électorale du Parti démocratique et social (PDS) gouvernemental, le pouvoir pouvait puiser dans le fait même de la tenue de ces élections le semblant de légitimité qui lui était particulièrement nécessaire, au moment où il devait affronter des négociations internationales ardues.

En effet, avec une dette extérieure dépassant désormais les 90 milliards de dollars, soit environ 680 milliards de francs français, dont près de 1/5e à court terme, et une réserve de devises étrangères fondant à vue d'œil, le gouvernement brésilien devait bien reconnaître son insolvabilité, et se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI) pour négocier de nouveaux crédits et un réajustement du remboursement de sa dette. Dans la presse, cette démarche inévitable du président de la Banque centrale brésilienne, Carlos Langoni, fut présentée comme une humiliation nationale.

LE RECOURS AU FMI

Le FMI accordait, en décembre 1982, un ballon d'oxygène et un sursis aux finances brésiennes. Les plus cyniques, ou les plus francs, des banquiers brésiliens ne se gênaient d'ailleurs pas pour déclarer que leurs collègues améri-

cains n'avaient guère le choix : vu le niveau d'endettement atteint auprès des banques américaines, un krach financier du Brésil risquerait d'avoir des conséquences en chafne, sans parler des répercussions politiques dans la région.

En échange de ses concessions, le FMI faisait pression pour obtenir une remise en cause du système de réajustement semestriel des salaires et un assainissement des dépenses publiques. Ces dernières étaient aussitôt réduites de 20 %. Ainsi, début janvier 1983, le gouvernement annonçait-il l'ajournement *sine die* de la construction des réacteurs nucléaires Iguape I et II sur la côte, près de Sao Paulo. Le système salarial faisait l'objet d'attaques visant au blocage pur et simple des salaires. Plusieurs gouvernements d'Etats fixaient arbitrairement l'augmentation annuelle des salaires des fonctionnaires en vertu du taux d'inflation escompté. Parallèlement, ils se livraient à une manipulation des indices du coût de la vie, en retirant de la liste des éléments qui servaient à calculer cet indice certains postes dont les prix connaissaient une hausse particulièrement importante, pour justifier un ralentissement des salaires et un recul du pouvoir d'achat aussi spectaculaire qu'au début des années 1970 ...

Enfin, le 18 février, le gouvernement annonçait une « maxi-dévaluation » de 30 % du cruzeiro par rapport au dollar, ce qui eut pour effet immédiat un renchérissement de 12,5 milliards de dollars de la dette. Les dirigeants de l'économie escomptaient en revanche un excédent commercial de 6 milliards de dollars pour l'année en cours au lieu de 1 milliard l'an passé.

Pourtant, dès les mois de mars et avril, il devenait clair que les mesures prises seraient insuffisantes et que le gouvernement devrait retourner à la table des

négociations avec les représentants de la finance impérialiste.

Pour la première fois, le président Joao Baptista Figueredo admettait publiquement la perspective d'une récession de 3 à 4 % sur l'année. Le taux d'inflation du mois de mars atteignait 10 % et faisait craindre une inflation annuelle dépassant les 150 %. Enfin, un responsable de l'Institut brésilien d'analyses économiques et de statistiques présentait une perspective peu optimiste sur la situation financière brésilienne en déclarant : « *En supposant que nous arrivions à dégager les 6 milliards de dollars d'excédent dans nos échanges commerciaux, il nous faudra, cette année, 15 milliards de crédits pour faire face à nos échéances. Or, seuls 11 milliards sont pour l'instant assurés ... Si les 4 milliards manquants sont financés par des prêts-relais, nous nous retrouverons devant le même problème l'an prochain.* (2) » Or, au premier trimestre 1983, le commerce extérieur n'a dégagé que la moitié de l'excédent nécessaire pour atteindre les 6 milliards prévus sur l'année ...

Au moment même où l'on commençait à constater l'échec des mesures prises depuis le début de l'année, les émeutes de chômeurs dans le quartier populaire de Santo Amaro, à Sao Paulo, constituaient, au début avril, un signal d'alarme pour les gouvernants. D'après un sondage effectué

1. Les élections brésiennes du 14 novembre 1982 ont marqué une claire défaite du parti gouvernemental PDS, qui ne remporta qu'une douzaine de postes de gouverneurs d'Etat, tandis que les plus grands Etats revenaient aux partis d'opposition libérale, le PMDB et le PDT. Le Parti des travailleurs, quant à lui, n'eut que des scores relativement modestes, soit une moyenne nationale d'environ 3 %, sauf à Sao Paulo, où il remporta 10 % des suffrages. Pour une analyse plus détaillée de ces résultats électoraux, se reporter à *Inprecor* numéro 139, du 20 décembre 1982.

2. *Le Monde*, 3 mai 1983.

au premier trimestre auprès des syndicats patronaux et de 620 entreprises, Sao Paulo aurait perdu sur ces trois mois près de 4 % de ses emplois industriels, et 19 % sur les 27 derniers mois. Pour favoriser l'exportation, la consommation de viande bovine par habitant va être réduite de 17 kilos en moyenne par an à 12 kilos. Enfin, le retrait des subventions à certains produits agricoles (comme les céréales ou le sucre) va provoquer une augmentation des prix du pain.

Le gouvernement et les gouverneurs des grands Etats vivent donc dans la crainte d'une explosion sociale. Pour le moment, ils accumulent les trains de mesures par petits paquets (les fameux « pacote »), de semaine en semaine, s'efforçant de répondre aux contraintes des créanciers sans acculer le mouvement de masse au désespoir. Mais la voie est de plus en plus étroite.

L'OPPOSITION LIBÉRALE A LA RESCousse DU RÉGIME

Dans cette situation, il n'aura fallu que quelques mois pour que les partis de l'opposition bourgeoise, qui sont à la tête de gouvernements d'Etats comme ceux de Rio, de Sao Paulo ou du Minas Gerais (Belo Horizonte), révèlent leur véritable visage.

Tous ont répondu « présent » à l'appel à la trêve nationale réclamée par le président Figueiredo en mars. Le Parti travailliste du Brésil (PTB), dirigé par Ivetta Vargas (fille de l'ancien dictateur Getulio Vargas) et par l'ancien président Janio Quadros, a carrément conclu un pacte parlementaire avec le PDS, parti au pouvoir. Les 13 députés du PTB faisant l'appoint, cette coalition s'assure ainsi une majorité à la chambre des députés, de 248 sièges sur un total de 479, contre 231 à l'opposition dans son ensemble.

Le PMDB, principal parti de l'opposition libérale, fait le dos rond et met une sourdine à son exigence d'élection directe du président de la République. Tancredo Neves, l'un de ses principaux dirigeants et gouverneur du Minas Gerais, invoque les impératifs de la crise : « *La crise aujourd'hui est plus grave que celle de 1954. En 1954, il y avait une crise du gouvernement et non du régime. Il y avait des problèmes économiques. Mais nous n'avions pas, comme aujourd'hui, un contexte international aussi chargé d'appréhension.* »

Brizola lui-même, encore présenté par les militaires comme un trublion incendiaire à la veille de son élection comme gouverneur de Rio, devait déclarer après une entrevue avec Figueiredo : « *L'important, maintenant, n'est pas d'explorer les divergences, mais ce qui peut nous unir.* » Son parti, le Parti démocratique du travail (PDT), a voté avec le PDS au Rio Grande do Sul et il a conclu un pacte national avec lui. Non sans arrière-pensées : Brizola, qui brigue d'ores et déjà la présidence de la République et bénéficie de la faveur des sondages, considère prématurée l'échéance présidentielle de 1985. C'est pourquoi il a proposé une

prolongation de deux ans (jusqu'à 1987) du mandat de Figueiredo, en échange d'une élection directe au suffrage universel, du président, à cette date. Si les modalités d'élection et les délais n'étaient pas modifiés, le prochain président serait en effet désigné en 1985 par un vote des grands électeurs, qui assurerait pratiquement une majorité automatique au PDS, à moins d'une crise de décomposition toujours possible de ce dernier.

Plus concrète encore que la conciliation au sommet, la politique des partis d'opposition dans les Etats qu'ils gouvernent les démasque aux yeux des travailleurs. L'Etat de Sao Paulo compte à lui seul une dette publique de 4 milliards de dollars. A Sao Paulo comme à Rio, les promesses sociales de la campagne électorale, les créations d'emplois, se font atten-

où il était le plus fragile, ce parti a pratiquement disparu. Même à Sao Paulo, les noyaux de base ont du mal à fonctionner, et les congrès qui se sont tenus ces derniers mois indiquent une difficulté générale à réunir un quorum de participants dans les réunions préparatoires à ces congrès. En gros, la moitié seulement des noyaux de base y sont parvenus.

Il y a là un danger évident de voir le Parti se réduire aux courants et militants déjà organisés dans des organisations d'extrême gauche et perdre ainsi son caractère de masse. S'il est réel, ce danger a surtout servi de prétexte, dans un premier temps, à une offensive de la droite modérée du Parti visant à le transformer en une simple machine parlementaire. Cette offensive est venue, pour l'essentiel, de certains députés du PT tentés par une



La devise du PT : « Le travail, la terre et la liberté ! » (DR)

dre, tandis que les gouverneurs de ces Etats, Franco Montoro et Leonel Brizola, travaillent la main dans la main avec les puissantes fédérations patronales. A Sao Paulo, c'est Montoro qui a envoyé la police contre les chômeurs en révolte de Santo Amaro.

Conformément à ses options fondamentales, seul le Parti des travailleurs (PT) a rejeté fermement la proposition de trêve émanant de Figueiredo, de même qu'il s'est récusé (non sans hésitations de la part de certains de ses élus) à participer aux gouvernements d'« opposition » des Etats de Rio et de Sao Paulo.

LA DROITE DU PT VEUT « PARLEMENTARISER » LE PARTI

Le PT s'est constitué dans une phase ascendante du mouvement de masse, à partir des grandes grèves de la métallurgie de 1979 et 1980 dans la banlieue de Sao Paulo. Cet élan lui a permis d'arracher sa légalisation en 1981 et de dépasser les 300 000 adhérents. Il est alors entré directement dans la campagne électorale, sans avoir pu se consolider comme parti militant ni s'enraciner dans une véritable pratique de masse.

Les résultats électoraux de novembre 1982 ont mis un terme à cette période euphorique. En dehors de son berceau, l'Etat de Sao Paulo, où il a atteint 10 % des suffrages, le PT est resté un parti minoritaire, toujours à construire. La déception a fait son œuvre. Dans certains Etats

coalition avec les partis bourgeois et par une participation aux gouvernements d'opposition, notamment à Rio. Elle s'est concrétisée par la proposition de calculer à l'avenir les mandats des congrès du PT non sur la base du nombre de militants, mais sur la base des suffrages recueillis aux élections ! Quand on sait à quel point le système électoral favorise le clientélisme et les inégalités de moyens entre candidats, il est clair que l'acceptation d'une telle proposition reviendrait à couler le PT dans le moule de la Loi organique édictée par la dictature pour contrôler les partis politiques.

Cette tentative semble toutefois s'être brisée sur une double résistance : d'une part, celle de la base militante du Parti, qui s'est exprimée dans les congrès des grands Etats (Sao Paulo, Rio, Minas Gerais ...) et, d'autre part, celle du noyau dirigeant historique des syndicalistes du PT, à commencer par son président, Luis Inacio Da Silva « Lula » et par son secrétaire général, Jaco Bittar.

Lors d'une réunion de la direction nationale du Parti, le 16 avril dernier, « Lula » déclarait en effet : « *Notre parti ne peut se contenter de courir derrière ce que font l'Eglise ou le mouvement syndical, et de trimballer ses banderoles colorées dans les manifestations. Nous devons mettre directement la main dans la masse, sans intermédiaires, en organisant et dirigeant les luttes. Nous devons organiser des noyaux par quartiers et par catégories professionnelles. Nous avons besoin*

d'avancer nos propres propositions d'action et de sortir du rôle de simple assistants que nous tenons actuellement. »

Cette réaction contre une dérive parlementaire s'est traduite par des progrès réels dans l'organisation de l'activité syndicale du Parti autour de la perspective de grève générale contre les mesures du gouvernement. Une circulaire du secrétariat du Parti rappelant les élus à leurs devoirs de discipline envers le Parti a fait grand bruit (« Lula » s'en explique dans l'interview publiée ci-après). Elle a même valu à son auteur, Jaco Bittar, d'être dénoncé comme stalinien, dans la presse bourgeoise. Enfin et surtout, le PT a réussi à maintenir, malgré la tentation de certains de ses élus, son indépendance face aux gouvernements d'« opposition ».

LES AMBIGUITÉS DE LA RIPOSTE DE LA DIRECTION DU PT

Mais, dans le cours même de cette réaction salutaire de défense des principes initiaux du Parti, le noyau dirigeant tend à se constituer lui-même, de fait, en une fraction au-dessus de la mêlée. Certains indices laissent craindre qu'un souci de fausse symétrie entre les différentes sensibilités du PT ne se traduise par une restriction de la vie démocratique du Parti, au détriment des courants de gauche, qui ont pourtant activement contribué à sa construction.

Le premier de ces indices, c'est le coup de force opéré par la direction nationale du PT dans la municipalité de Diadème. En l'emportant dans cette municipalité ouvrière de 300 000 habitants, le PT avait obtenu son principal succès électoral. De plus, la direction du PT de Diadème était connue comme combative et radicale, à l'image du nouveau maire, Gilson Luis Correia de Menezes, ouvrier métallurgiste, qui s'était engagé à organiser un vaste réseau de conseils populaires en soutien au nouveau conseil municipal (3).

Au moment de désigner la nouvelle équipe municipale, Gilson sortait pourtant de sa manche une liste de personnes soutenue en coulisses par la direction nationale contre la volonté de la majorité locale du parti. Depuis ce coup de force du 4 janvier, le conflit ne s'est pas apaisé, et Gilson a été de nouveau mis en minorité lors du récent congrès local du parti.

Le second indice, c'est le lancement, au début juin, d'un Manifeste signé par 113 personnalités du PT, de Sao Paulo, parmi lesquelles « Lula », Djalma Bom (député fédéral), Irma Passoni (député d'Etat), Gilson (maire de Diadème), etc. Ce Manifeste a le mérite de réaffirmer fermement la fidélité du PT à ses origines et à son programme (« Travail, terre et liberté ») (4). Il confirme également l'option d'un parti militant, d'un parti de lutte, d'un parti de classe, contre les tentations parlementaristes. Mais il établit une symétrie dangereuse entre « le comportement individualiste » de certains députés, et les militants qui « se soumettent à des directions parallèles et donnent la priorité à la propagation de leurs propres propositions politiques au détriment de celles



du Parti ». L'accusation est assez malvenue de la part de responsables qui fonctionnent souvent eux-mêmes comme un réseau informel, parallèle aux organes de direction élus, et qui ont soutenu le coup de force de Diadème contre les organes locaux réguliers. Il n'empêche que ce Manifeste marque la volonté de consolider un noyau de direction, délimité sur sa droite par rapport aux députés qui l'orientent vers Brizola, et sur sa gauche par rapport aux courants révolutionnaires locaux ou nationaux plus définis.

La faiblesse de cette opération organisationnelle tient précisément à son manque de perspectives politiques. S'il réaffirme les acquis, le Manifeste des 113 pêche en effet par la faiblesse de ses propositions. Or, dès que l'on passe des combinaisons de sommet à de réelles options d'action, on retrouve la réalité militante de l'ensemble des composantes qui font la richesse et la vitalité du PT. Le déroulement des congrès du PT dans chaque Etat tend à prouver que cette réalité est difficilement contournable par quelque opération d'appareil que ce soit, aussi long-

temps qu'elle s'enracine dans une mobilisation de masse, dans les syndicats, et dans la résistance aux mesures gouvernementales.

Or, face aux effets de la crise, au chômage et au blocage des salaires, le processus de recomposition se poursuit dans les syndicats, et un mouvement de lutte se dessine contre le blocage salarial. C'est en restant fidèle à ses sources que le PT y puisera de nouvelles forces pour franchir une étape supérieure dans la construction d'un parti de classe.

Daniel JEBRAC,
Paris, 25 juin 1983.

3. Voir l'interview de Gilson Menezes, publiée dans *Inprecor* numéro 140, du 3 janvier 1983.

4. Elaboré comme plate-forme électorale du PT pour les consultations de novembre 1982, le document intitulé « Travail, terre et liberté », dont nous avons publié de larges extraits dans *Inprecor* numéro 126, du 17 mai 1982, est devenu, depuis, le véritable programme de référence du PT.



Lula "La grève générale est la riposte de l'heure ..."

POUR illustrer la physionomie actuelle des débats dans le mouvement ouvrier brésilien et préciser les problèmes que rencontre le Parti des travailleurs (PT), dont quelques-uns sont abordés dans l'article précédent, nous publions ci-après deux documents extraits d'*Em Tempo*, journal bimensuel marxiste et révolutionnaire engagé dans la construction du PT.

Le premier de ces documents est une entrevue accordée par Luis Inacio Da Silva « Lula » à Flavio Andrade, responsable d'*Em Tempo*, et publiée dans le numéro 172 du 2 juin 1983 de ce journal. Dans cet entretien, le président du PT, « Lula », affirme la nécessité de la préparation d'une grève générale comme riposte permettant aux travailleurs de faire face à la politique gouvernementale, et réaffirme un certain nombre des principes de base du PT, à l'encontre des attaques de certains élus de ce parti membres de la chambre des députés.

Le second document est l'éditorial d'*Em Tempo*, du 23 juin dernier (numéro 173), rédigé par Raul Pont, vice-président du PT du Rio Grande do Sul, membre du directoire national du PT et également membre du comité éditorial d'*Em Tempo*. Dans cet éditorial, Raul Pont pose le problème central de la nature du mot d'ordre qui devrait être proposé dans le cadre de la perspective d'une élection présidentielle pour 1985. Il s'oppose aux partis d'opposition bourgeois, qui se focalisent sur la revendication de l'élection directe, au suffrage universel, au président de la République, et à ceux qui, au sein du PT, voient déjà se profiler une perspective de collaboration avec les formations d'opposition de la bourgeoisie libérale. Raul Pont, au contraire, affirme la nécessité pour le PT de développer une politique de front unique en direction des secteurs qui se réclament du socialisme ou du communisme au sein du PMDB et du PDT, en vue de constituer, sur la base d'une orientation globale de rupture avec le régime et ses institutions, un « bloc ouvrier et populaire qui écarte les libéraux et les conciliateurs de la direction de l'opposition au régime ».

Flavio ANDRADE : — Comment analyses-tu la période que traverse actuellement le Parti des travailleurs (PT) ?

« **LULA** » : — Nous sommes actuellement dans un moment de rénovation des directions, et ce processus ravigote le parti. J'ai vu, dans diverses municipalités, des camarades disposés à la lutte. Je crois donc que la tendance est à la sortie de la situation où nous nous trouvons, avec un PT plus fort, engagé dans les luttes de masse, dans les rues, les usines et les quar-

tiers. Pour cela, l'organisation en noyaux de base est indispensable.

Il est clair, aujourd'hui, que nous ne pouvons nous contenter d'un parti qui dépendrait seulement des débats aux niveaux national et parlementaire. Ces débats ne rendent pas compte, du point de vue de la classe travailleuse, de la crise que connaît le pays. Nous avons besoin d'une action de masse. (...)

— Tu parles de politique de masse et tu suggères des mobilisations. Mais il s'a-

« Lula » avec des dirigeants de la CFDT française. (DR)



git-là de méthodes d'action plus que d'un projet politique proprement dit. Quelle est, à ton avis, l'orientation politique qu'il faut aujourd'hui pour le Parti des travailleurs ?

— Pour moi, il ne fait aucun doute que c'est cette position combative que nous devons adopter. Les problèmes qui mobilisent la classe ouvrière, pour l'heure, sont ceux du chômage, des prestations sociales, des loyers, de la politique salariale. C'est autour d'eux que doit s'engager l'action du Parti. (...)

En plus de cela, c'est aussi le moment pour le PT d'assumer la campagne pour des élections directes à la présidence de la République. C'est ainsi que nous pourrions nous opposer à cette collection de « présidents » qui vont accaparer ce processus : par une action de rue, de masse, pour l'élection directe, combinée aux autres thèmes déjà mentionnés. Pour nous, l'important n'est pas de lancer d'ores et déjà un nom, notre candidat, à la différence de la conception qu'ont les camarades du PDT. (...)

— Pour en revenir à la question de la lutte sociale, il y a le problème de la grève générale comme forme de lutte contre la politique économique de la dictature. Comment vois-tu cette perspective en rapport avec les tâches du PT ?

— Je crois que non seulement le mouvement syndical, mais aussi d'autres secteurs de la société, sont préoccupés par la question du chômage — et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement —, mais sans qu'existe à court terme de proposition capable de donner un élan à la mobilisation. Alors, comme s'est créé un climat, à Sao Paulo par exemple, où toute manifestation de chômeurs est considérée comme un défi à la démocratie de Monsieur Montoro (gouverneur de l'Etat, élu par le PMDB, ndr.), il y a déjà là un premier obstacle à l'action des masses. D'aucuns aimeraient bien que la question du chômage puisse être résolue au niveau des discussions, des cabinets, des plans ou du Parlement seulement. J'ai participé à plusieurs réunions syndicales, où beaucoup expliquaient qu'on ne peut pas faire ceci parce que ça va embarrasser le gouvernement Montoro, et qu'on ne peut pas faire cela, parce que ça va déstabiliser, etc.

Ainsi, on inhibe toute action d'envergure de la classe ouvrière. Pour moi, il est clair que le problème aujourd'hui n'est pas celui des propositions. Le mouvement syndical a déjà présenté des propositions, jusqu'à satiété : réduction du temps de travail, suppression des heures supplémentaires, stabilité de l'emploi, réforme agraire, investissements publics, etc. Ce que les gens se demandent maintenant c'est : « Comment faire ? ». C'est là qu'intervient la grève générale. Je crois que c'est la riposte de classe qui est à l'ordre du jour et qui permet d'unir dans l'action ceux qui travaillent et ceux qui chôment. La difficulté tient moins à l'état d'esprit de la classe travailleuse qu'à celui de certains diri-

geants syndicaux. La grève est possible, même si cela ne s'applique pas exactement de la même façon à toutes les catégories professionnelles. Mais certains secteurs fondamentaux peuvent débrayer. Si, à Sao Paulo, on arrête le secteur bancaire, le métro, les bus, et encore quelques catégories importantes, tout l'Etat de Sao Paulo est paralysé.

Ce qui fait défaut, c'est la conscience des dirigeants à ce sujet. Parce qu'une grève ne se produit pas comme ça, spontanément, parce que tous les travailleurs décident d'arrêter. Il est important et décisif que les dirigeants en prennent l'initiative et fixent l'heure du débrayage.

Je crois donc que la grève générale est à l'ordre du jour. Maintenant, ce n'est pas au PT de « faire » la grève générale. Il doit être solidaire, aider à la prise de conscience de la classe travailleuse, être partie prenante de son déclenchement, et apporter son soutien, dans toute la mesure nécessaire.

Il y a aussi le problème des chômeurs. La difficulté, aujourd'hui, dès qu'on réunit une masse de chômeurs, c'est qu'ils réclament un emploi, un logement, de l'eau, de l'électricité, des aliments, et qu'on n'a aucun moyen de résoudre immédiatement ces questions. Alors, qu'est-ce qu'on veut qu'ils fassent ? On leur dit d'attendre ? On leur prêche la patience ? Il est important de ne pas chercher à chapeauter ces mouvements. Il est important qu'ils agissent librement pour voir s'ils parviennent à sensibiliser non seulement le gouvernement à l'échelle municipale et à celle de l'Etat, mais aussi le gouvernement fédéral. Il y a des gens qui pensent qu'il faut encourager les travailleurs à faire eux-mêmes les branchements d'eau et d'électricité, pour faire ainsi échec aux coupures pour non-paiement dans les maisons des chômeurs. Mais ne serait-il pas plus facile de s'orienter vers la revendication de l'exemption de taxes et de paiement pour les chômeurs ? Je crois qu'on doit aller dans ce sens.

Mais tout cela ne résout pas la question. Il faut qu'il y ait des protestations et des manifestations publiques. Je ne sais pas exactement sous quelle forme, mais une seule chose est sûre : il faut qu'il y ait des protestations. Pour que les gens et les autorités soient sensibilisées à une politique de création d'emplois. Ou, au moins, pour faire comprendre que si rien n'est fait, l'affaire peut prendre la tournure que, précisément, la classe ouvrière doit lui faire prendre.

— A propos de la lutte politique, tu as parlé des élections directes à la présidence de la République. Mais si on lie cette revendication à l'abrogation de la Loi de sécurité nationale (LSN), au droit de grève, à l'abolition de la structure syndicale actuelle, il ne s'agit plus seulement des élections directes, mais d'un ensemble de revendications démocratiques. N'est-ce pas une façon en somme honteuse d'arriver, en fin de compte, à la revendication d'une Assemblée constituante, que tu as toujours récusée jusqu'à présent ? Ou, encore, l'actualité du problème des élections

directes ne souligne-t-elle pas davantage l'urgence, pour le Parti, de réviser sa position sur la Constituante ?

— Eh bien, je crois que nous devons engager la lutte contre le type de succession au pouvoir qui se dessine. Nous devons aussi choisir le drapeau qui rassemble la plus grande quantité possible de secteurs sociaux d'opposition. Aujourd'hui, par exemple, le thème de la Constituante ne fait pas l'unité dans les rangs du PT. Les élections directes, si. Donc, c'est par là qu'il faut aller. Maintenant, si le pré-congrès du Parti se décide pour la Constituante, alors nous devons nous engager, unis, derrière ce drapeau. (...)

— Pour passer maintenant à des questions internes, quelle est ton appréciation sur le déroulement de la lutte engagée au sein du PT, principalement de la part de certains parlementaires qui se sont adressés à la grande presse en formulant des critiques féroces contre le Parti ou contre des militants ?

— Je me suis fixé pour règle, dans cette période pré-électorale, au sein du Parti, d'avaloir parfois des couleuvres pour ne pas empirer les choses. Mais il y a de la mauvaise foi dans ces divulgations à la presse, en ce sens qu'elles tendent à donner l'image d'une crise grave et tumultueuse annonçant la fin du Parti, ce qui n'a rien à voir avec notre réalité. Ce comportement ne vise pas à construire le Parti. Il n'y aide en rien.

La circulaire que nous avons envoyée et qui a fait l'objet de ce remue-ménage, avait pour but d'exiger qu'aucune direction, aux niveaux municipal, étatique ou fédéral, n'engage sa signature sur un document quelconque qui soit contraire au programme du Parti. Elle ne visait en rien à empêcher que les militants puissent défendre, à l'intérieur du Parti, la position de leur choix, quelle qu'elle soit. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que des militants du parti, en particulier de la direction, à l'issue de congrès où telle ou telle décision vient d'être approuvée démocratiquement, commencent à élaborer des documents ou à faire des déclarations opposées au programme du Parti. Il faut que ces camarades gardent un minimum de sens des responsabilités, parce qu'en tant que dirigeants du Parti, ils doivent appliquer plus que quiconque ce qui a été décidé.

Une fois que quelqu'un a choisi un parti déterminé, il doit en respecter les options de base et les instances. ■

Em Tempo, numéro 122,
Sao Paulo, 2 juin 1983.

Raul Pont "La seule issue à la crise, c'est d'en finir avec le régime..."

Six mois après les élections de novembre dernier, nous pouvons faire une estimation plus précise de leurs résultats et des modifications de la conjoncture politique et économique du pays. Les faits historiques sont toujours plus clairs que les analyses triomphalistes ou que les fumeuses promesses électorales.

Pendant les élections, le PT fut traité de diviseur, de gauchiste aventuriste, pour s'être refusé à grossir la caravane de l'opposition libérale et pour n'avoir pas propagé la fable du « vote utile ». Nous affirmions, pendant la campagne, que toute victoire libérale, si écrasante soit-elle, ne modifierait pas profondément la nature du régime, vu le caractère immobiliste et modéré du « front large » formé par le PMDB.

Nous pourrions, aujourd'hui, mettre en évidence d'innombrables exemples de pratique de conciliation avec le régime dans la gestion de la crise, comme caractérisant nombre des nouveaux gouvernements d'Etat passés aux mains de l'opposition.

Il suffit cependant de rappeler les récentes critiques significatives du secteur progressiste de la hiérarchie de l'Eglise de Sao Paulo, émises par la bouche de l'évêque Dom Evaristo Arns, contre le gouvernement de Franco Montoro. Les évêques

progressistes attirent l'attention sur la distance qui sépare les promesses électorales des positions concrètes assumées jusqu'à présent. Egrener le chapelet des conciliations et des trahisons ne ferait que répéter des évidences.

Alors que des millions de travailleurs vivaient dans l'euphorie « d'avoir gagné les élections », c'est la perplexité devant l'absence de changement qui, depuis lors, domine et, plus récemment encore, ce sont la frustration et la désorientation, le scepticisme envers les nouveaux projets et les nouvelles solutions proposées, comme envers les politiciens et les partis qui les ont menés une fois de plus en bateau, qui apparaissent, tandis que le régime militaire ne perdait pas son temps pour regagner le terrain perdu.

Comptant sur des alliés sûrs dans les principaux Etats, ce dernier a repris l'offensive avec vigueur : soumission au Fonds monétaire international (FMI), décret-loi 2012 qui modifie les réajustements salariaux, plus une accumulation de décrets sur un rythme quasi hebdomadaire, qui aboutit à rendre la vie du salarié et du travailleur sans cesse plus insupportable.

L'expression la plus extrême de la conciliation des gouverneurs élus par l'opposition fut sans aucun doute d'avoir

assumé avec zèle le rôle de « partis de l'ordre », en interdisant les manifestations de chômeurs, à Sao Paulo comme au Minas Gerais.

Mais ces oppositions respectueuses ne peuvent, sans danger, jeter le masque aussi rapidement. Inquiètes de leur propre incapacité à tenir leurs promesses, elles commencent déjà à chercher de nouvelles échappatoires pour sauver leur prestige oppositionnel aux yeux des masses, sans compromettre leurs postes et leurs engagements dans l'administration commune de la crise du régime capitaliste et du régime militaire au Brésil.

Si les responsables de la crise sont le régime, Figueredo et ses ministres de l'Economie successifs, pourquoi ces partis d'opposition ne lancent-ils pas leurs centaines de députés et de maires, le poids des grands Etats qu'ils gouvernent, leurs milliers de responsables municipaux pour orienter le désespoir des masses de chômeurs contre le véritable ennemi ?

LA GRANDE MANOEUVRE DES « PRÉSIDENTIABLES »

De son côté, le régime a lancé sa grande manœuvre de diversion, avec la présentation des candidats « présidentiables ».

Alors que Delfim Neto (ministre du Plan et de l'Economie, ndr.) et compagnie livrent à l'impérialisme ce qui reste encore du pays, et accablent les exploités avec leurs mesures économiques, une dizaine, ou plus, de « présidentiables », se lancent aux quatre coins du pays à la chasse aux soutiens, à la publicité dans la presse, aux alliances... Le résultat tragique de toute cette agitation, c'est de voir la faillite du parti au pouvoir, le Parti démocratique et social (PDS), qui, se niant en tant que parti, délègue au président en exercice le pouvoir de désigner « son » candidat aux présidentielles. Cette situation pathétique n'a d'équivalent que dans le caractère « lumpen » de la grande bourgeoisie brésilienne.

Que propose l'opposition pour faire face à cette mascarade ? De lutter pour les élections présidentielles directes, nous dit la direction du PMDB. Et, pour que rien ne se passe, elle forme une « commission » chargée de « conduire la lutte », autrement dit d'éviter toute mobilisation. Pour ne laisser planer aucun doute, Brizola devient plus royaliste que le roi et propose la prolongation du mandat du général Figueredo pour deux années supplémentaires, si le pouvoir lui promet en échange que la démocratie complète sera alors instituée, avec élection directe à tous les échelons, depuis le maire jusqu'au président de la République.

Rien n'est plus lamentable que cette absence de véritables propositions alternatives en pleine crise, chaque jour plus profonde et insupportable.

UNE CONSTITUANTE LIBRE ET SOUVERAINE SANS FIGUEREDO

Pour qu'il y ait une cohérence entre ce que nous affirmons durant la campa-

gne électorale à propos du régime et notre politique dans la situation présente, le PT ne peut se contenter de se mettre à la remorque d'une consigne du type : « Elections directes immédiates ». La défense des élections directes fait partie de notre programme et il est évident que nous l'avancions. Mais c'est insuffisant à un moment où se développe la collaboration des oppositions libérales avec le régime.

Miser sur les élections comme issue politique à la crise, c'est exactement faire le jeu du régime, qui vise seulement à se perpétuer à la tête de l'Etat sous un autre masque. Que changerait pour le pays l'accession à la présidence d'un civil comme Tancredo Magalhaes Pinto, ou même Ulisses Guimaraes (deux personnalités bourgeoises membres du PMDB, ndr.), avec un exécutif qui concentrerait entre ses mains les pouvoirs dont dispose aujourd'hui le général Figueredo ? Ce n'est pas là ce qui intéresse la grande majorité de la société qui a voté en novembre en faveur des oppositions.

Joindre ses forces aux libéraux autour du seul thème des élections directes, c'est aujourd'hui rester à la remorque de ces secteurs. Ce dont a besoin le PT, c'est d'assumer une orientation d'ensemble, non personnalisée, qui affronte directement le régime et tout son appareil juridique et institutionnel. Ce n'est pas avec les élections directes que l'on va se débarrasser du Code du travail, de la Loi sur la grève, de la Loi de sécurité nationale, et de tout le pouvoir législatif aujourd'hui concentré à la présidence de la République.

Ce dont les secteurs populaires d'opposition ont besoin, c'est d'un parti, d'une organisation politique qui assume résolument une alternative globale au régime, c'est-à-dire la convocation d'une Assemblée constituante libre et souveraine, sans Figueredo, et avec une totale liberté d'organisation pour les partis.

Il est évident que le PT n'aura pas le monopole de ce thème. Mais sa prise en charge peut être décisive pour attirer des secteurs de gauche du PMDB ou du PDT, qui n'ont aucun intérêt à demeurer plus longtemps sous la tutelle de libéraux et de caudillos, puisqu'ils s'affirment communistes et socialistes.

POUR UN NOUVEAU BLOC OUVRIER ET POPULAIRE

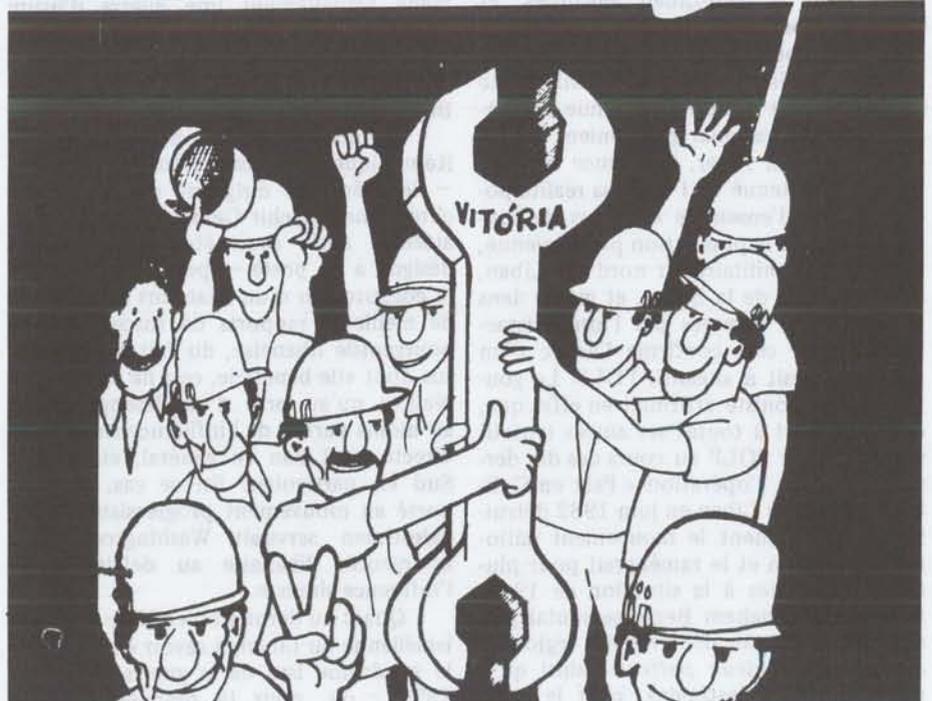
Ce que la conjoncture rend nécessaire, du point de vue des travailleurs et des exploités, c'est la formation d'un nouveau bloc de forces où notre parti ne sera plus le seul fidèlement engagé du côté des classes exploitées et populaires.

La formation de ce front, d'un nouveau bloc politique incluant les socialistes, les communistes, les secteurs de gauche de l'Eglise, enfin tous ceux qui veulent réellement une transformation sociale, créerait une nouvelle situation. Tant que nous resterons un petit parti isolé, tant que le Parti communiste et le PC do Brasil (d'origine maoïste, aujourd'hui pro-albanais, ndr.) resteront sous l'hégémonie de politiciens bourgeois, tant que les socialistes au sein du PDT continueront à espérer convertir au socialisme un caudillo porté par le culte de la personnalité, rien ne changera dans la situation et nous raterons l'occasion d'un changement rapide.

Nous réaffirmons que le PT peut jouer un rôle important en ce sens, dans la mesure où il se constituera en interlocuteur sérieux face aux autres secteurs d'opposition, en œuvrant pour la constitution d'un bloc ouvrier et populaire qui écarte les libéraux et les conciliateurs de la direction de l'opposition au régime. ■

Raul PONT,
Em Tempo, numéro 173,
Sao Paulo, 23 juin 1983.

Un symbole du PT, la force des travailleurs. (DR)



Un an après l'invasion du Liban

L'inquiétude grandit face à une guerre qui n'en finit pas

LE 5 juin 1982, plusieurs milliers de personnes manifestaient à Tel Aviv, à l'appel du Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit, à l'occasion du 15e anniversaire de l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cette manifestation devenait, par la même occasion, la première mobilisation contre l'invasion du Liban par l'armée israélienne, qui venait juste d'être déclenchée sous la dénomination d'opération « Paix en Galilée ». Peu nombreux étaient alors ceux qui auraient pu imaginer qu'ils seraient amenés à manifester de nouveau un an après, au même endroit, comme ce fut le cas le 4 juin de cette année, à l'appel de l'organisation « la Paix maintenant » (« Chalom Archav ») contre une guerre que tout le monde prédisait de courte durée, et qui n'est pourtant toujours pas achevée.

Dans le numéro 130 d'*Inprecor*, du 12 juillet 1982, nous avons analysé cette première vague de mobilisations contre la

Michel WARSCHAWSKI

Tout le monde a encore présentes à la mémoire les images du repli des forces de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de son état-major politique et militaire de la capitale libanaise. Ces images reflétaient plus que tout autre la défaite militaire, et donc partiellement politique, du mouvement national palestinien. Mais la défaite des uns ne signifie pas nécessairement la victoire totale des autres. Et Israël vient d'en faire l'expérience. Aucun des objectifs, déclarés ou non, que le gouvernement sioniste s'était fixé en envahissant le Liban n'a été atteint, loin s'en faut.

Si l'OLP a été durement frappée, ses bases dans le Sud-Liban anéanties, et grand nombre de ses cadres politiques et militaires neutralisés, personne n'ose, y compris en Israël, affirmer qu'elle a été définitivement détruite. La tenue du dernier Conseil national palestinien, en février dernier à Alger, l'audience internationale maintenue de l'OLP, sa réalité politique dans l'ensemble des lieux de concentration de la population palestinienne, et sa réalité militaire au nord du Liban, dans la plaine de la Bekaa, et même dans les territoires occupés par l'armée israélienne, tout ceci confirme l'échec d'un plan qui visait à anéantir l'OLP. Le gouvernement sioniste affirmait en effet que, contrairement à toutes ses autres tentatives d'affaiblir l'OLP au cours des dix dernières années, l'opération « Paix en Galilée » lancée au Liban en juin 1982 détruirait définitivement le mouvement national palestinien et le ramènerait pour plusieurs décennies à la situation de 1948. Alors que Menahem Begin se vantait, en septembre, d'avoir débarrassé la région de ces « bêtes à deux pattes », ainsi qu'il qualifiait les Palestiniens, c'est le com-

mandant israélien du front Nord qui affirme aujourd'hui qu'il y a plus de 20 000 « terroristes » sur le territoire libanais, et qu'il est réaliste de penser que d'ici peu Israël se devra d'en libérer encore plus de 5 000 en échange des prisonniers de guerre israéliens.

L'autre objectif de l'aventure sioniste au Liban était de porter un coup à la Syrie. Or, l'Etat syrien a rapidement reconstitué les unités entamées par l'intervention sioniste au Liban et, de fait, a renforcé sa position militaire et politique au Liban. Cela lui permet aujourd'hui de lier la question de l'avenir des territoires syriens occupés par Israël en 1967 (plateau du Golan) à celle de son retrait éventuel du Liban. L'armée syrienne mène actuellement une guerre d'usure contre l'armée israélienne dans la plaine de la Bekaa, guerre qui a, dès à présent, fait plus de victimes que la bataille de Beyrouth (1).

Si l'installation à la présidence de la République libanaise d'Amine Gemayel — le frère du dirigeant des phalanges chrétiennes, Béchir Gemayel, tué dans un attentat après avoir été précédemment désigné à ce poste —, permet d'envisager la constitution d'un Etat fort au Liban et de meilleurs rapports de forces pour la bourgeoisie libanaise, du fait du consensus dont elle bénéficie, cela ne pourrait se réaliser qu'au prix d'un désengagement au moins partiel de l'influence israélienne directe au Liban en général, et dans le Sud en particulier. En ce cas, le coup porté au mouvement progressiste libano-palestinien servirait Washington et la bourgeoisie libanaise au détriment de l'influence sioniste.

Quant au dernier objectif de la guerre israélienne au Liban, à savoir en finir avec le syndrome issu de la guerre d'octobre 1973 — où, pour la première fois, la

supériorité militaire israélienne avait été mise en échec par l'Egypte —, recréer l'union sacrée et redonner à la population juive confiance en elle-même, c'est là sans doute que se dessine le mieux l'étendue de l'échec de l'aventure libanaise. Jamais l'opposition à la guerre n'a été si massive, jamais le consensus n'a été si profondément ébranlé.

L'OPPOSITION A LA GUERRE S'ÉLARGIT

« Il faut ramener les gars à la maison. » Ce mot d'ordre, qui a été pendant près d'un an le leitmotiv du mouvement des soldats contre la guerre « Yesh Gvoul » (« Il y a une limite »), a été repris lors de la discussion à la Knesseth (Parlement israélien) sur l'accord israélo-libanais, par l'ensemble des députés, y compris le ministre des Affaires étrangères Yitshak Shamir. C'est dire combien la guerre au Liban a perdu tout soutien de masse, et à quel point l'ensemble de la

1. *Le Monde* du 29 juin 1983 note, sous le titre « La guerre de l'ombre », l'importance des actions contre la présence israélienne au Liban. Outre les attentats spectaculaires, comme le sabotage du QG militaire israélien de Tyr, le 11 novembre 1982 (75 morts), l'attaque du siège du gouverneur militaire à Saïda, le 26 décembre 1982 (4 ou 6 morts) et l'attaque d'une colonne blindée à Beyrouth, le 8 juin 1983 (2 morts), on dénombre 150 opérations, dont 62 répertoriées entre le 3 octobre 1982 et le 25 juin 1983 par l'armée libanaise sur la seule route par laquelle passe la logistique israélienne. « Les statistiques israéliennes, poursuit *Le Monde*, font apparaître 132 morts supplémentaires au Liban entre octobre 1982 et juin 1983, soit plus du tiers des pertes subies durant l'invasion elle-même. Les chiffres libanais (...) atteignent une fois et demie ce chiffre : près de 200 morts, y compris les 75 du QG de Tyr, soit plus de la moitié des pertes subies durant l'invasion. » Les chiffres réels sont certainement bien supérieurs encore.

population israélienne est fatiguée de ce qui semble être devenu le début d'une vietnamisation de la guerre.

Près de 50 % de la population, selon les derniers sondages, est favorable à un retrait israélien unilatéral. Le Parti travailliste appelle à un retrait des troupes israéliennes sur la rivière Hawalli. Le mouvement « la Paix maintenant », tout en refusant d'appeler à un retrait total immédiat, a organisé, lors du premier anniversaire de la guerre du Liban, un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes où tous les orateurs ont exigé le retrait du Liban. Cette évolution qui se produit dans le large courant d'opinion qui s'était opposé à la politique de Begin et Sharon (2), sans pour autant se prononcer pour un retrait du Liban, a bien été exprimée par l'écrivain Amos Keinan dans un article publié dans *Yediot Aharonot*, sous le titre « Pardon, pardon », où il fait un bilan autocritique de sa position. Tout en s'opposant à la guerre du Liban, Amos Keinan pensait que cette action, une fois lancée, il fallait en tirer le maximum d'avantages pour Israël. Rien de bon, dit-il aujourd'hui, ne peut sortir de cette guerre, et plus vite Israël se retirera du Liban, mieux ce sera. En conclusion, il demande « pardon » à ceux qu'il avait attaqués dans la presse pour avoir exigé, dès le début de la guerre un retrait immédiat et inconditionnel des troupes israéliennes.

La liste est trop longue des initiatives, regroupements, déclarations et mouvements spontanés contre la présence israélienne au Liban, qui se sont multipliés au fur et à mesure qu'on se rapprochait du premier anniversaire de l'invasion du Liban et du chiffre de 500 soldats tombés sur la terre libanaise. Contentons-nous de mentionner les 2 000 signatures de soldats et d'officiers de réserve obtenues sur la pétition du mouvement « Yesh Gvoul », qui appelle à ne pas aller se battre au Liban, et les 60 soldats condamnés à la prison pour avoir refusé d'y aller (cf. article pages suivantes). On peut mesurer l'impact de ce mouvement de soldats au grand nombre d'articles et d'émissions que les médias lui consacrent, et à travers les multiples projets de loi en discussion qui visent à mettre fin à ces actions antimilitaristes, dont l'efficacité est démultipliée par la peur réelle qui existe dans les unités de se faire tuer « bêtement » dans une guerre dont personne ne comprend la nécessité.

Le navire de l'aventure libanaise sombre, et les rats qui l'avaient mis à flot, ainsi que ceux qui s'y étaient ralliés alors qu'il semblait naviguer vers la victoire et la popularité, le quittent honteusement. Ainsi, le vice-Premier ministre annonce à la télévision que le gouvernement avait été trompé par Ariel Sharon, ministre de la Défense de l'époque et l'état-major militaire ; d'autres membres du cabinet orchestrent des fuites pour faire savoir qu'ils s'étaient opposés à l'extension de la guerre au-delà des 50 premiers kilomètres de pénétration en territoire libanais. L'ancien commandant de la région nord de l'armée israélienne, le général Avigdor Ben-Gal, qui a joué un rôle central dans la

Extraits de l'accord entre Israël et le Liban

L'accord « entre le gouvernement de l'Etat d'Israël et le gouvernement de la République libanaise » rendu public le mardi 17 mai, lors de sa signature officielle par les représentants d'Israël et par ceux du Liban « en présence » du représentant américain (...) comporte quinze pages, l'accord lui-même, en douze articles, étant précédé d'un préambule et suivi d'annexes en six points portant sur les « arrangements de sécurité », d'un appendice détaillant la composition des forces autorisées à stationner dans la zone de sécurité et d'un memorandum de précisions supplémentaires.

— Dans le préambule, Israël et le Liban, après avoir affirmé « leur foi dans les objectifs et les principes des Nations-Unies » ainsi que le droit et le désir des deux Etats de « vivre en paix ... dans des frontières sûres et reconnues », proclament « la fin de l'état de guerre entre eux ».

— Dans l'article premier, chacune des deux parties s'engage « à respecter la souveraineté de l'autre ». Toutes deux considèrent que « les frontières entre le Liban et Israël sont inviolables ». Conformément à ces clauses, « Israël s'engage à retirer toutes ses forces armées du Liban ».

Il est précisé dans la suite du texte que ce retrait s'opérera dans un délai de huit à douze semaines à partir de l'entrée en application de l'accord « dans le cadre de l'objectif du Liban d'obtenir le retrait de toutes les forces étrangères ». Il n'est pas mentionné explicitement que le retrait israélien est lié au retrait palestinien et syrien, mais cette clause est cependant implicite du fait de l'engagement du Liban à ne laisser aucune force hostile à Israël opérer à partir de son territoire. (...)

— Article 3. Les deux parties « établissent et appliquent des arrangements de sécurité, y compris l'établissement d'une zone de sécurité ».

— Article 4. « Les territoires des deux parties ne seront pas utilisés comme base pour une activité ennemie ou terroriste contre l'autre partie ou son peuple. » Israël et le Liban s'engagent à s'opposer à « la présence ou l'installation de forces irrégulières, de bandes armées, d'organisations, bases, bureaux ou structures dont les objectifs seraient d'entreprendre des raids contre les territoires de l'autre partie ou toute autre action terroriste à l'intérieur de ces territoires, ou encore toute activité visant à menacer la sécurité de l'autre partie ou (...) de ses habitants ». (...)

Chacun des deux pays s'engage à ne pas utiliser le territoire de l'autre « pour déclencher une attaque militaire contre le territoire d'un Etat tiers » et à prendre des « mesures préventives et légales contre les personnes et les groupes perpétrant des actes contraires à cet article ».

— Article 5. Les deux parties s'abstiennent « de toute forme de propagande hostile à l'autre partie ».

— Article 6. Chacun des deux pays s'engage à « empêcher l'entrée, le déploiement et le passage sur son territoire, y compris l'espace aérien et ses eaux territoriales (...) de forces ou d'équipements militaires relevant de tout autre Etat hostile » au cosignataire. (...)

— Article 8. Le Liban et Israël instaurent un « comité commun de liaison » dont les Etats-Unis feront partie en qualité d'« associés ». Un haut fonctionnaire gouvernemental dirigera la délégation de chaque pays à ce comité qui se réunira périodiquement au Liban et en Israël et prendra ses décisions à l'unanimité. (...)

Le Monde, 18 mai 1983.

préparation de la guerre et à dirigé une des divisions sur le terrain, ajoute qu'Israël s'était trompé sur l'évaluation de la durée des opérations et de leur étendue géographique... une bagatelle ! Quant à l'opposition travailliste, elle exige aujourd'hui une commission d'enquête sur la

conduite des opérations militaires et la façon dont les décisions ont été prises, oubliant qu'elle avait soutenu le gouvernement Begin dans son aventurisme criminel.

2. Après avoir organisé l'invasion du Liban et couvert les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, le ministre de la Défense, Ariel Sharon, servit en quelque sorte d'exutoire au fort sentiment de culpabilisation qui se répandit à ce propos parmi la population israélienne, notamment à la suite du dépôt des conclusions de la commission d'enquête du juge Kahanne, le 8 février 1983. Celle-ci reconnaissait « la responsabilité personnelle » du Premier ministre israélien dans ces massacres « pour son manque d'intérêt dans toute l'affaire », et prenait à partie le ministre de la Défense, con-

vaincu de « n'avoir pas pris en considération le danger d'actes de vengeance et d'effusions de sang » lors de l'entrée des phalangistes libanais dans les camps palestiniens. Toutefois, malgré la recommandation de cette commission d'enquête concernant la démission d'Ariel Sharon, ce dernier sera seulement écarté de ses responsabilités au ministère de la Défense mais maintenu à un poste mineur au sein du gouvernement de Menahem Begin (voir, à ce sujet, la pirouette du gouvernement Begin, *Inprecor*, numéro 144, du 28 février 1983).

C'est à juste titre que le capitaine de l'opération, Ariel Sharon, qui se promène ces derniers temps, désœuvré, aux Etats-Unis, dénonce ses pairs comme des lâches et des menteurs, et se rallie à l'exigence d'une commission d'enquête afin de n'être pas le seul à être tenu responsable d'une guerre dont il apparaît de plus en plus qu'elle avait été mal préparée et dont tous les présupposés se sont révélés erronés. Quant à Begin, il a disparu de la scène politique. Ses proches affirment qu'il se trouve en pleine dépression due, paraît-il, au grand nombre de soldats tombés au cours des deux derniers mois, et à la stupeur face à la métamorphose en un embourbement meurtrier de ce que les généraux lui avaient promis devoir être la plus grande victoire de l'armée israélienne.

L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS

C'est après de longs et fastidieux efforts de divers émissaires américains qu'un accord a pu être signé entre Israël et le Liban, ou plutôt deux accords, dont seule une petite partie est commune : un accord américano-israélien et un accord américano-libanais. La longueur des tractations et l'absence totale d'enthousiasme devant leurs résultats prouvent à quel point il a été difficile pour Washington de trouver une formule pouvant garantir à la fois ses intérêts globaux, ceux de la bourgeoisie libanaise et ceux de la bourgeoisie sioniste.

En effet, si les trois parties sont unanimes pour mettre sur pied un ordre nouveau au Liban, réactionnaire et pro-américain, et sont d'accord pour que les Palestiniens en paient le prix, il n'en reste pas moins qu'elles conservent aussi des intérêts particuliers spécifiques et divergents. La bourgeoisie libanaise veut, avant tout, que le Liban recouvre la souveraineté et conserve son intégrité territoriale. Il lui faut, pour cela, mettre sur pied un appareil d'Etat suffisamment fort et centralisé pour pouvoir restaurer et maintenir l'unité de l'Etat bourgeois. Dans sa grande majorité, la bourgeoisie libanaise tient à conserver ses relations avec le monde arabe, dont elle tire l'essentiel de ses revenus. L'Etat sioniste, par contre, tient à asseoir et à élargir sa présence militaire, politique et économique au Liban et à le soustraire du monde arabe (3). D'ailleurs, Israël a, de fait, déjà annexé la partie sud du pays en y établissant une sorte de protectorat sous la direction de Saad Haddad et de ses milices entièrement armées, entraînées et financées par l'Etat sioniste, qui n'est nullement prêt à perdre ces territoires. En dernière analyse, la partition du Liban — chère à certains courants de la petite-bourgeoisie chrétienne maronite —, entre un Etat arabe plus ou moins dominé par la Syrie et un Etat phalangiste inféodé à Israël serait, pour la direction sioniste, préférable à un Etat libanais indépendant. Quant à l'impérialisme, américain en particulier, ses intérêts globaux exigent une confrontation avec la présence soviétique en Syrie, que ce soit par une défaite politique de cette dernière ou une



Manifestations pacifistes en Israël. (DR)

défaite militaire infligée par l'intermédiaire de l'armée sioniste.

Comme le souligne une récente déclaration du Bureau politique de la LCR de l'Etat d'Israël, « derrière la mission de paix du secrétaire d'Etat américain Shultz, se dessine une offensive armée contre la Syrie. (...) Les menaces contre la Syrie ne sont pas des écrans de fumée, mais un élément central de la politique de Shultz et de Begin pour obliger le Liban, la Syrie et l'OLP à accepter leurs diktats. Si les menaces ne suffisent pas, ils imposeront leur ordre nouveau par la force des armes ou, du moins, ils le tenteront. »

Utilisant pressions et promesses contradictoires, Shultz a finalement obtenu la signature d'un accord libano-israélien, le 17 mai 1983, que le Liban n'a d'ailleurs toujours pas officiellement ratifié. Ses clauses secrètes visent apparemment à résoudre la contradiction entre le maintien de la présence israélienne au Liban (patrouilles israéliennes, rôle du major Haddad) et l'affirmation concrète de la souveraineté de l'Etat libanais, et à définir les principaux axes de l'offensive anti-syrienne (voir encadré page précédente).

UN BILAN PEU GLORIEUX

Le fait que les dirigeants sionistes aient à se battre pour que le traité libano-israélien ne remette pas trop en question le statut du major Haddad est en soi la meilleure preuve de l'échec patent, du point de vue israélien, de l'aventure libanaise. C'est sur le maintien des acquis des guerres précédentes qu'Israël mène une bataille, qu'il n'est pas du tout sûr de gagner. Non moins significatives sont les nouvelles tensions entre Tel Aviv et Washington, dues à l'exigence des Américains qu'Israël ne recule pas des lignes actuelles jusqu'à ce que la Syrie accepte, de gré ou de force, les exigences impérialistes.

Contrairement à de multiples cas antérieurs, c'est l'Etat sioniste qui, cette fois, voudrait relâcher la tension, et les Etats-Unis qui poussent à une éventuelle confrontation. C'est dire l'impact, sur l'opinion publique israélienne, des affrontements quotidiens sur les lignes de cessez-le-feu et la grande lassitude provoquée par les dizaines de victimes.

Les dirigeants travaillistes, qui n'avaient pas monnayé leur soutien à Begin et Sharon quant la guerre semblait gagnée, appellent maintenant à une commission d'enquête pour évaluer les responsabilités dans ce qui apparaît de plus en plus comme une débâcle. Pourtant, si une guerre devait éclater contre la Syrie, il ne fait aucun doute qu'ils s'aligneraient à nouveau sur les positions gouvernementales. Ils laisseraient ainsi sans direction politique immédiate un mouvement anti-guerre autrement plus massif que celui qui existait au début de la guerre du Liban.

Car si même le sentiment populaire en Israël est aujourd'hui un frein efficace contre un éventuel nouveau round, les marges de manœuvres du gouvernement sioniste étant étroites, il serait dangereux de ne pas voir que, précisément pour cette raison, la politique de fuite en avant pourrait être, une fois de plus, la façon choisie par Begin et son état-major pour se sortir du bourbier libanais. L'élargissement de la mobilisation pour un retrait total et immédiat des troupes israéliennes du Liban, et l'affirmation d'une opposition de masse à une guerre contre la Syrie, restent donc aujourd'hui la priorité pour les forces progressistes en Israël. ■

Michel WARSCHAWSKI,
Tel Aviv, 4 juin 1983.

3. Voir *Inprecor*, numéro 149, 9 mai 1983.



L'armée israélienne au Liban. (DR)

L'armée, force et faiblesse de l'Etat sioniste

Entretien avec des militants anti-sionistes dans l'armée israélienne

LORS d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, le mouvement de soldats de réserve contre la guerre au Liban « Yesh Gvoul » (« Il y a une limite »), a annoncé qu'il venait d'atteindre le chiffre de deux mille signatures sur sa pétition réclamant du ministre de la Défense qu'il n'envoie pas les signataires au Liban. Parmi les nombreux officiers qui ont signé la pétition, dont certains ont des positions hiérarchiques élevées dans leur unité, on peut citer l'exemple de l'ancien secrétaire général du Parti travailliste et d'un juge à la Cour de District de Jérusalem, tous deux lieutenants-colonels.

Au même moment, au printemps dernier, des centaines de soldats ont signé une autre pétition dans laquelle ils exprimaient leur refus de recevoir la médaille de la guerre du Liban. La télévision, la radio et tous les quotidiens consacraient une part importante de leur bilan de la première année de guerre au Liban, au mouvement des soldats contre la guerre.

C'est sans exagération que l'on peut donc parler de mouvement de soldats (de réserve) contre la guerre. Mais pour en cerner la signification profonde, étant donné le rôle central de l'armée dans l'existence même de l'Etat sioniste, *Inprecor* n'a pas voulu se limiter à une description de ce mouvement. Il s'agissait aussi de saisir la place d'un mouvement de masse de soldats dans une perspective de lutte anti-sioniste. C'est pourquoi nous avons rencontré trois militants anti-sionistes actifs dans le mouvement de soldats « Yesh Gvoul », dont nous publions ci-après les témoignages. Meir, ouvrier dans la métallurgie, est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et caporal dans une unité d'intendance ; Ygal, ancien membre d'un kibboutz, ouvrier du bâtiment, sergent dans les blindés, de même qu'A., fonctionnaire et lieutenant de réserve, ont tous deux rejoint la LCR au cours de la guerre du Liban, entre autres par le biais de leur activité dans « Yesh Gvoul ».

« Quand la guerre a éclaté, nous raconte Ygal, et que nous avons été mobilisés, il y a eu dans le bataillon un désarroi sans précédent. La majorité d'entre nous n'en voulait pas de cette guerre, mais on ne savait pas quoi faire : y aller ou refuser ? L'idée de refus n'était pas tout à fait nouvelle, et au cours des dernières années, en plusieurs occasions, on a entendu parler de soldats qui refusaient de faire leurs périodes de réserve dans les territoires occupés. Moi-même j'ai été rétrogradé pour avoir mené une action de refus, il y a deux ans, dans les territoires occupés. Le problème du refus, ce n'est pas tant la menace de sanctions ou le manque de fermeté dans le refus de cette guerre. Ce qui est le plus dur, c'est de rester quand les copains, eux, vont au casse-pipe. Pour nous, c'était plus simple : on nous a dit qu'on partait sur le Golan défendre les lignes, et pas au Liban. Le lendemain, on se retrouvait confrontés aux unités syriennes sur le front oriental ! »

Ygal, 31 ans, a fait la guerre d'octobre 1973 dans une unité d'élite qui a eu de nombreuses pertes. Lui-même a été blessé. A l'époque, le fait de se battre ne faisait pas problème. « Je croyais, comme tout le monde, que les Arabes voulaient nous jeter à la mer, et c'est ma vie que je défendais. Aujourd'hui, je suis de ceux qui, par milliers, commencent à comprendre que c'est le mythe de l'agressivité qui ne veut de mal à personne qui fait la force de l'armée israélienne. Pas besoin de bataillons disciplinaires pour obliger les pères de famille à se battre, c'est une autodiscipline basée sur une forte motivation personnelle et sur une camaraderie qui s'est forgée au cours des années dans l'unité. »

D'UN COUP, LA FONCTION DE L'ARMÉE SIONISTE APPARAÎT CRUMENT

Réactionnaire, colonialiste, l'armée israélienne n'en est pas moins une armée populaire. L'essentiel de sa force sont les unités de réserve, composées de citoyens en armes 35 à 60 jours par an, officiers compris. « Quand, pendant 10 ou 20 ans, tu es chaque année avec les mêmes gens pendant un ou deux mois, se crée une solidarité que même dans l'atelier, à l'usine, on ne rencontre pas souvent, raconte Meir, qui est ouvrier dans la métallurgie. C'est la force du sionisme, mais aussi sa faiblesse. C'est sa force tant que les soldats sont persuadés qu'ils n'ont pas le choix et que tôt ou tard on aura la paix. Ce type d'armée est très efficace. Dès le moment où des doutes surgissent, où il apparaît que la guerre n'est pas inévitable, où c'est le côté israélien qui fait tout pour trancher la main tendue par les Arabes, cette même motivation devient un boomerang : pourquoi risquer sa vie quand existe une autre option ? »

Le cessez-le-feu que l'OLP a scrupuleusement respecté pendant l'année qui a précédé l'invasion du Liban, les multiples déclarations en faveur d'une solution pacifique au conflit israélo-palestinien, et, au cours de la guerre elle-même, l'attitude

souvent héroïque des combattants palestiniens, l'attitude plus qu'humanitaire des forces palestiniennes par rapport aux prisonniers de guerre israéliens, tout ceci bouleverse l'image qu'avait le soldat israélien du militant palestinien, et a mis en lumière le grand mensonge des autorités sionistes et leur propagande systématique tendant à déshumaniser l'ennemi.

Puisque le fossé a grandi entre les bases de la motivation du soldat israélien et les objectifs réels de la guerre, le pouvoir n'a eu d'autre choix que de faire un pas de plus sur la voie du mensonge. Ygal témoigne ainsi : « Une des choses qui nous a le plus scandalisés a été d'entendre à la radio, au cours de la deuxième semaine de guerre, qu'Israël avait accepté un cessez-le-feu avec les Syriens, mais que ceux-ci nous avaient, malgré tout, attaqués. Or, à ce moment précis, alors que le front était tout à fait calme, nous recevions l'ordre de "réchauffer la ligne". Ce sont des contre-vérités de cet ordre — qui, pour la majorité des Israéliens, semblaient un phénomène nouveau, mais en fait ne l'étaient en rien — qui ont mené à la constitution du mouvement des "Soldats contre le silence". L'objectif de ce mouvement était de demander des éclaircissements sur toute une série d'initiatives ayant coûté de nombreuses pertes et sur l'extension de la guerre bien au-delà des 40 kilomètres fixés selon Begin comme seul objectif à l'opération "Paix en Galilée" ».

Pour A., « la grande différence entre "Yesh Gvoul" et les "Soldats contre le silence" était que nous donnions une réponse pratique aux dizaines de milliers de soldats qui s'étaient sentis trompés, alors que "Peace Now" ("La Paix maintenant", dont est issu "Soldats contre le silence") se contentait de poser des questions. Nous disions : "Il y a une limite : Yesh Gvoul !" que nous ne franchirons pas. Aujourd'hui, ce sont plus de deux mille personnes qui ont annoncé leur refus d'aller au Liban, et la liste s'allonge de jour en jour, alors que "Soldats contre le silence" a depuis longtemps cessé d'exister ».

Il y a une limite. Mais quelle limite ? Pourquoi le Liban plus que les territoires occupés, pourquoi cette guerre et pas celle de 1967 ? « C'est vrai qu'il n'y a pas, fondamentalement, de différence, poursuit A., pour qui la guerre du Liban a été un révélateur extrêmement puissant qui l'a mené de positions sionistes modérées à "Yesh Gvoul" et de "Yesh Gvoul" à une position anti-sioniste et à la LCR ; mais cela, je ne commence à le comprendre qu'aujourd'hui. Même quand la guerre du Liban a éclaté, combien ont été ceux qui, comme Meir, ont immédiatement refusé ? Même la pétition de "Yesh Gvoul", qui est formulée d'une façon très modérée ("Nous demandons à ne pas être envoyés au Liban"), n'a été lancée qu'après plusieurs semaines. C'est le déroulement de la guerre, les massacres, les mensonges, qui ont confirmé pratiquement et aux yeux de tous que c'était une sale guerre, et brisé le consensus national. Une fois cette première rupture accomplie, la voie était débla-

yée pour une confrontation plus générale avec les mythes du sionisme. Comment en sommes-nous arrivés là ? Est-ce que les mêmes arguments n'avaient pas été utilisés lors des guerres précédentes ? N'étaient-elles pas, elles aussi, le résultat d'une agression israélienne, etc. ? Tout d'un coup tout s'écroule. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, dans le mouvement des soldats, refusent de faire leurs périodes dans les territoires occupés aussi... »

MEIR, PREMIER SOLDAT A REFUSER D'ENTRER AU LIBAN

Meir a été le premier soldat à refuser d'entrer au Liban, le 7 juin 1982 : « La désobéissance n'est pas un principe en soi ; c'est un choix tactique. Ce choix nous l'avons fait, à la LCR, le 6 juin 1982, sur la base d'une évaluation de la situation concrète et de la certitude que nous avions que cette guerre serait rapidement impopulaire, et donc que nos actes et notre appel seraient compris, voire même suivis. Au début, nous avons été isolés : les premiers jours, tout semblait "bien se dérouler" pour Sharon et compagnie et, apparemment, c'était l'union sacrée. Des amis qui, quelques semaines plus tard, seront à l'initiative de "Yesh Gvoul", ont essayé de nous dissuader de prendre une initiative qui semblait nous isoler et faire de nos camarades mobilisés des cibles faciles pour la répression. »

Ayant refusé de traverser la frontière, Meir est envoyé dans une base arrière, en Israël même. C'est là que se renforce sa conviction que le choix de son organisation est le bon : « La réaction des soldats qui se trouvaient dans la base où j'ai été stationné était encore meilleure que celle à laquelle je m'attendais. Dans l'intendance, ce ne sont pas les apprentis-héros qui sont légion. Ce serait plutôt le con-

Rectificatif

L'interview de l'avocate israélienne Lea Tsemel, publiée dans *Inprecor* numéro 144, du 28 février 1983, réduite pour des raisons de place, contenait une omission que nous tenons à rétablir ici. Il fallait lire, à la suite de la troisième réponse de Léa Tsemel concernant les procurations des familles des détenus du camp d'El Ansar obtenues par l'avocate israélienne pour assurer leur représentation : « Tout ceci n'eût pas été possible sans le travail acharné de deux journalistes militants américains, Maya Shone et Ralph Shonemann qui, pendant près de quatre mois, ont sillonné l'ensemble du Sud-Liban pour récolter ces procurations et, souvent en prenant de graves risques, ont pu gagner la confiance des familles des détenus, obtenir leurs signatures et les faire parvenir en Israël. » Nous adressons toutes nos excuses aux intéressés et aux lecteurs et lectrices d'*Inprecor*. ■

traire : une majorité écrasante de Juifs orientaux, des quartiers populaires et des villes d'immigrants, jeunes prolétaires ou lumpen. Dans leur grande majorité, ils ne voient pas pourquoi ils iraient risquer leur vie au Liban. De plus, ils ont de l'estime pour quelqu'un qui est prêt à prendre des risques et à s'affronter au pouvoir pour des principes. »

Ygal : « Dans une unité comme la mienne, c'est différent. Là, l'idéologie est beaucoup plus forte. Pourtant, si tu as, au cours des années passées, fait tes preuves et montré que tu n'es pas un tire-au-flanc et que tu ne fuis pas tes responsabilités, on te comprend et on respecte ton choix. »

A. vient d'être libéré de prison, où il a purgé une peine de 21 jours d'arrêts pour avoir refusé de rejoindre son unité au Liban : « Nous étions, au moment où je me trouvais en prison, 18 soldats et officiers de réserve condamnés pour refus d'aller au Liban. Non seulement l'atmosphère entre nous était extraordinaire et les discussions politiques incessantes, mais nous étions aussi le centre de l'attention générale des autres détenus, avec lesquels nous avions de longues conversations politiques. Généralement, les soldats nous comprenaient et avaient souvent de l'estime pour notre choix. Un jeune appelé d'une petite ville d'immigrants m'a dit : "Je ne suis pas d'accord avec vous, je soutiens Begin. Je déteste les gens de "Peace Now". Vous, par contre, vous avez au moins le courage de faire ce que vous dites, et pas seulement de faire des discours... Prendre des risques, c'est ça qui compte". Il faut le dire, le risque n'est pas grand, les peines sont relativement légères, et je connais quelques soldats qui ont envisagé de refuser d'aller au Liban en faisant le calcul qu'un séjour de 20 à 30 jours à la prison militaire était moins grave que de risquer de se faire tuer dans une embuscade près d'Alley. »

Ce dernier point a été confirmé par un officier supérieur dans une interview à la radio, et c'est sans doute là, la raison d'un changement de politique de la part des autorités militaires. Au début, l'attitude des autorités a été d'étouffer les cas de refus de partir au Liban, puis, après l'impact de la pétition de « Yesh Gvoul », de punir, mais sans dépasser les limites habituelles des sanctions militaires. Aujourd'hui, l'état-major a décidé d'envoyer à nouveau au Liban tout soldat qui a purgé une peine pour refus d'y aller, et de renouveler sa peine s'il refuse à nouveau, et ainsi de suite. Les choses vont mal pour l'armée israélienne, si elle est obligée d'intensifier son arsenal répressif afin de convaincre les soldats qu'il faut y aller...

L'IMPACT DU MOUVEMENT DES SOLDATS

L'impact du mouvement des soldats dépasse de loin les forces de gauche. Il dépasse même le spectre des courants regroupés dans le Comité contre la guerre au Liban. Ygal en témoigne : « C'est apparemment un paradoxe, mais ceux qui refusent d'aller au Liban et qui sont orga-



Contrôle militaire à Jérusalem. (DR)

nisés dans "Yesh Gvoul" sont souvent plus à droite que dans le Comité contre la guerre au Liban. C'est la seule structure où se retrouvent des militants typiques de "Peace Now", voire même quelques ex-supporters du Likoud (coalition gouvernementale) et des radicaux, des communistes, des antisionistes. Ceci s'explique par le fait que c'est précisément dans l'armée, dans la situation de soldat, que tu es le plus concrètement confronté à la réalité politique. Or, l'armée réduit, dans une certaine mesure, les barrières sociales et politiques, ce qui donne plus de poids, plus de légitimité que dans la vie civile à ce que tu penses, même si c'est très radical. Voilà qui explique aussi un autre paradoxe apparent : ce sont les moins politisés, les nouveaux qui sont les plus radicaux et, au contraire, les militants des groupes de gauche et d'extrême-gauche qui, dans "Yesh Gvoul", sont souvent obligés de freiner des initiatives qui couperaient le mouvement de dizaines de milliers de personnes qui, d'une façon ou d'une autre, soutiennent notre combat. »

Meir : « C'est ici que l'on voit pourquoi il est important que les militants de gauche n'essaient pas d'échapper à l'armée, même si ce n'est pas toujours très agréable d'être utilisé dans l'appareil de répression, par excellence contre les Palestiniens. En ce sens, comme je le disais auparavant, la désobéissance n'est pas une ligne en soi. Si nous avons choisi cette ligne pour la guerre actuelle, cela ne découle pas de l'horreur particulière de cette guerre, comme l'ont dit certains, ou parce qu'elle serait moins légitime que d'autres. Pour nous, en tant qu'anti-sionistes, cette guerre n'est pas plus criminelle que celle de 1948 ou celle de 1967. C'est que, dans le contexte présent, nous avons estimé, et cela s'est avéré très juste,

que le refus d'aller au Liban ne nous couperait pas du large sentiment anti-guerre qui existe, y compris dans nos unités, mais, au contraire, concrétiserait notre opposition totale à cette aventure criminelle.

« De là ne découle pas, loin s'en faut, que plus la crise du sionisme ira en s'approfondissant, plus nous adopterons une telle politique ; au contraire. La crise du sionisme est et sera de plus en plus une crise militaire, elle s'exprimera dans le cadre de confrontations armées, de guerres, d'occupation, de situations diverses où l'armée, c'est-à-dire l'essentiel de la population masculine du pays, sera au centre de cette crise. Le devoir des militants de la paix sera d'être alors avec leurs compagnons d'unité pour pouvoir les aider à trouver des alternatives à la politique suicidaire du sionisme.

« Ce que la guerre du Liban a montré peut-être plus que tout autre chose, c'est la validité du pari des militants anti-sionistes, qui ont misé sur la possibilité de briser l'union sacrée et de détacher une partie importante des travailleurs juifs du sionisme. Ce n'est encore aujourd'hui qu'un projet, mais il se dessine de plus en plus concrètement, comme le montrent ces milliers de soldats qui, dans les faits, ont rompu avec la pratique des dirigeants de l'Etat sioniste. Cela va nous permettre, ainsi qu'à tous ceux qui depuis longtemps ont déjà fait le choix de s'identifier à la cause de l' "ennemi", d'avoir la force de continuer à porter l'uniforme honni de l'armée sioniste. »

Propos recueillis pour *Inprecor*,
Tel Aviv, juin 1983.

Quatrième Internationale

juin - juillet - août 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :	
Contre les menaces impérialistes, organisons la solidarité avec la révolution en Amérique centrale	3
Zbigniew M. Kowalewski - La ligne des usines	11
Syndicats et conseils en Italie	39
Daniel Bensaïd - Révolution permanente et révolution par étapes en Amérique latine : l'autocritique timorée de Jorge Handal	59
Philippe Andréa - Lénine et la jeunesse	75
Philippe Andréa - Le mouvement trotskyste et la jeunesse dans l'entre-deux guerres	83
Jacques Kergoat - Le Parti socialiste français aujourd'hui	97
ARCHIVES DU MARXISME	
Dégénérescence de la théorie et théorie de la dégénérescence	117

La situation après la visite du pape

« Nous savons aujourd'hui que c'est nous qui allons accueillir le pape, et non le pouvoir. Il sera accueilli par une nation non pas battue et écrasée, mais la tête haute. Et je ne crains pas qu'après cette visite la société soit moins prompte à se manifester. » Ce pronostic de Zbigniew Bujak, leader de Solidarité de la région de Varsovie et un des membres de la direction nationale du syndicat, formulé peu avant l'arrivée du pape en Pologne, rend bien compte du sentiment qui prévalait alors parmi les militants de Solidarité. Tout comme cet autre jugement du même Bujak : « Je pense que celui qui regardera cette visite sous l'angle de ses effets immédiats, palpables, risque d'être déçu. (...) Qu'est-ce que j'attends de la visite du pape ? Qu'elle permettra aux gens de ne pas s'arrêter en chemin, de ne pas abandonner la lutte. (1) »

Dès l'arrivée du pape, le 16 juin, c'est ce sentiment qui s'est matérialisé par la présence massive des banderoles de Solidarité le long des parcours papaux et sur les lieux de rassemblement. Dès ce premier jour, une manifestation massive et indépendante de Solidarité a parcouru Varsovie, première des très nombreuses manifestations syndicales organisées dans toutes les villes où le pape devait passer, à l'exception notable de Katowice, où le syndicat clandestin est le plus faible, le moins structuré, et où la répression est traditionnellement plus féroce que dans d'autres régions.

UNE PRÉSENCE MASSIVE DE SOLIDARITÉ

C'est cette présence massive du syndicat indépendant au cours et en marge de cérémonies officielles — qui devaient aboutir, aux yeux des autorités, et sans doute de secteurs non négligeables de la hiérarchie catholique, à ce que ne restent en présence en Pologne que deux forces, que deux institutions, l'État et l'Église —, qui mérite tout particulièrement d'être soulignée. Car elle a modifié le sens du voyage du pape et même de ses discours, conduisant à ce que les observateurs n'en retiennent que les aspects allant dans le sens des aspirations populaires. Quand le pape, dans le droit fil de son encyclique « *Laborem Exercens* » parlait de « *solidarité humaine* », la foule lui répondait : « *Solidarnosc!* » Qu'il rende hommage au sacrifice de soi, et les millions d'auditeurs attentifs avaient à l'esprit les militants tombés et emprisonnés pour que le syndicat vive. Non, le pape n'a pas « adhéré à Solidarité », comme l'a titré hâtivement un quotidien français.

Mais les millions de travailleurs rassemblés pour le voir n'ont voulu retenir de ses discours que ce qui pouvait apparaître comme un appui à leur lutte. En ce sens, et quelles que soient les confusions idéologiques engendrées par la tournée de Jean-Paul II, le voyage du pape a été gagné par Solidarité. Le syndicat n'est pas passé sous la table, et les travailleurs auront retenu de ce voyage le sentiment de force que donne l'occasion de se rassembler par millions et de crier d'une même voix le nom de son organisation interdite.

Arrivant dans son pays soumis depuis dix-huit mois à l'état de guerre, mais loin d'être pacifié, le pape n'avait pas la partie facile. L'interdiction de Solidarité avait certes placé l'Église à nouveau en position de « porte-parole » de tous ceux qui rejettent l'ordre bureaucratique, parce que l'Église redevenait la seule institution à pouvoir exprimer légalement une opinion différente de celle du pouvoir. Mais les seize mois d'existence légale du syndicat indépendant fort de dix millions d'adhérents, le fait que les structures de Solidarité, bien qu'affaiblies, n'aient pu être détruites, limite les marges de manœuvre de la hiérarchie catholique. Car non seulement la pression sociale pour que l'Église se fasse fidèlement l'écho des aspirations

populaires est bien plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, mais cette pression est organisée, dispose de ses propres moyens d'information, et exerce une influence non négligeable sur le bas clergé.

L'engagement des prêtres de base aux côtés du mouvement de résistance a été et reste encore important. Cela ne peut pas plaire à la junte, qui multiplie les pressions sur la hiérarchie catholique pour qu'elle reprenne mieux en main son appareil, pressions dont les incursions des ZOMO dans les églises le 1er mai, le saccage par un détachement de « civils » du siège du Comité du primat pour l'aide aux personnes privées de liberté, ou la condamnation récente d'un prêtre coupable d'avoir appelé de sa chaire à soutenir les prisonniers, ne sont que les dernières manifestations.

LA DIVISION DE L'ÉGLISE

Face à cette double pression — du pouvoir et de la société — l'Église polonaise a connu un processus de différenciation. Pour la première fois, des courants critiques se sont massivement exprimés en son sein, et le primat Glemp a payé d'une perte de popularité ses tentatives de concilier des intérêts inconciliables.

Le voyage du pape devait à la fois raffermir l'autorité de la hiérarchie au sein de l'institution ecclésiastique, combler la brèche qui commençait à se creuser entre l'Église et des secteurs non négligeables de la classe ouvrière, et montrer au régime que seule l'Église est capable — en prêchant la conciliation mais non la soumission — de l'aider à maintenir le statu quo actuel. D'où, dans ses discours, la réaffirmation des « droits naturels » des travailleurs (mais ce n'est pas par hasard qu'il n'en a pas parlé à Katowice), à côté des prêches pour le « pardon mutuel » et en faveur de « l'accord entre les gouvernants et les gouvernés ».

Force est de constater que ce but n'a pas été atteint. Les divergences quant au meilleur moyen d'assurer la pérennité de l'institution ecclésiastique sont apparues publiquement jusqu'au sommet de la hiérarchie vaticane. Le pape a certes rassemblé des foules immenses, mais la non identité entre, d'une part, les préoccupations politiques et sociales de ces foules et, de l'autre, leurs préoccupations religieuses est apparue plus clairement. Le général Jaruzelski s'est bien placé en position de demandeur face à l'Église, mais cela est dû plus à la faiblesse de la base sociale de la junte qu'à la capacité de la hiérarchie catholique d'imposer ses solutions aux masses.

La levée de l'état de guerre — qui pourrait avoir lieu selon certaines rumeurs le 22 juillet prochain — parce qu'elle ne signifiera nullement un début de « libéralisation », mais bien au contraire la poursuite de la même politique anti-ouvrière sous une autre forme, ne fera, si elle a lieu, qu'accentuer la dichotomie entre les préoccupations religieuses et les préoccupations quotidiennes des travailleurs. Car elle témoignera de l'incapacité (sinon du manque de volonté) de l'Église d'imposer des concessions au régime.

Le voyage du pape en Pologne — même s'il a pu retarder ce processus en permettant aux masses de manifester leurs aspirations — apparaîtra ainsi pour ce qu'il a été : une tentative condamnée à l'avance de rendre à l'Église polonaise la place qui était la sienne au cours de la décennie précédente, avant l'apparition de Solidarité. ■

Cyril SMUGA,
Paris, 7 juillet 1983.

Les tensions internes de la bureaucratie vues par "Solidarité"

NOUS publions ci-dessous deux analyses des dissensions internes qui traversent aujourd'hui la bureaucratie polonaise, rédigées par des militants de Solidarité. Tout en nous éclairant sur la nature de ces divergences, ces deux documents permettent aussi de comprendre comment ces tensions au sein de la bureaucratie sont perçues par les militants de Solidarité et, en filigrane, quelle importance ces derniers y attachent pour leur propre lutte.

Les auteurs des deux analyses ont une approche légèrement différente. Le premier article que nous publions, intitulé « *Sur le second front* », représente le point de vue qui prédomine parmi les militants de la direction de Solidarité de Varsovie, et qui passe pour être proche des idées développées jadis par le Comité de défense des ouvriers (KOR).

Le second texte, intitulé « *L'érosion des structures du pouvoir* », est extrait d'un article consacré aux problèmes de programme et de stratégie de Solidarité. Son auteur, qui affirme ses convictions socialistes, se prononce pour « *une entente nationale qui laissera le gouvernail du pouvoir aux mains de nos adversaires, ne nous laissant que la possibilité d'une existence indépendante et autogérée et celle du contrôle de certaines sphères du pouvoir* ».

L'intérêt ainsi affiché pour ce qui se passe « *de l'autre côté* » est nouveau dans Solidarité. Durant longtemps, la tendance dominante des militants du syndicat était de se désintéresser de ce qui pouvait se dérouler tant au sein du POUP que dans les couloirs du pouvoir. Les récentes tensions au sein de la bureaucratie ont ouvert des perspectives tactiques nouvelles. La lettre paraphée en commun par des dirigeants de Solidarité, dont Lech Walesa, des représentants des syndicats « *autonomes* » (structures créées après les accords de Gdansk d'août 1980), et des syndicats de « *branche* », créés par le pouvoir pour remplacer le syndicat unique, et adressée le 6 mai dernier à la Diète (Parlement polonais) pour réclamer la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement des libertés syndicales, en est un exemple. Les deux articles publiés ci-dessous permettent donc de saisir le contexte politique dans lequel cette lettre commune des syndicats a été adoptée et la façon dont les militants de Solidarité l'appréhendent. ■

Sur le second front

Tout indique que les semaines à venir apporteront des changements importants sur le second front de la guerre politique. Car, si on peut appeler « *premier front* » celui sur lequel s'affrontent le pouvoir et la société, le second front est celui des luttes internes dans le camp des gouvernants. Ces luttes ont lieu à plusieurs niveaux : entre l'appareil administratif et celui du parti, entre la sécurité et l'armée, entre les « *libéraux* » et les « *têtes de bois* » et, enfin, entre les différentes coteries d'individus. Tous ces groupes se préparent activement en vue du plénum du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), annoncé depuis plus de six mois et défini dans le jargon du parti comme devant être consacré aux problèmes « *d'idéologie et de cadres* ». Prévu pour mai, ce plénum devait clarifier définitivement la situation et apporter une réponse à la question : « *Qui gouverne réellement en Pologne ?* » Dernièrement, ce plénum a été reporté à l'automne.

L'attitude de Moscou est déterminante dans ces affrontements. Mais elle est difficile à décrire. Là-bas aussi, il y a une lutte, et on ne sait pas quelle est la force réelle du nouveau secrétaire général, Youri Andropov. De toute façon, Moscou est de plus en plus mécontent de

la politique de Jaruzelski : l'ordre aurait dû être rétabli depuis longtemps, le gouvernement des militaires ne fait pas partie de la liturgie socialiste.

LE PROLONGEMENT DE L'ÉTAT DE GUERRE IRRITE L'URSS

Lors de la réunion des secrétaires des comités centraux, qui a eu lieu en mars dernier à Moscou, où une nouvelle classification des pays communistes a été établie, la Pologne s'est vue dégradée. Du temps d'Edward Gierek encore, nous nous trouvions, avec la République démocratique allemande (RDA) et la Hongrie, à l'étape de la société socialiste développée. Aujourd'hui, nous nous som-

1. Les négociations de Rzeszow ont abouti, le 20 février 1981, à la signature d'un accord entre le vice-ministre de l'Agriculture, Kacala, et le « *Comité de grève agissant au nom du comité fondateur du syndicat indépendant des agriculteurs individuels* », mettant fin à une lutte nationale des paysans. Il a représenté pour les paysans ce que les accords de Gdansk ont signifié pour la classe ouvrière.

2. Stefan Olszowski, membre du Bureau politique, un des secrétaires du Comité central du POUP, a longtemps été présenté comme le « *dauphin* » d'Edward Gierek. Coopté au bureau politique du POUP en septembre 1980, il a été un des chefs de file de la tendance « *dure* » qui

mes retrouvés parmi les pays qui ne font que construire les bases du socialisme, aux côtés du Vietnam, de la Corée et de Cuba. On peut rire de cette classification, mais il faut avoir conscience de ce qu'elle signifie. Selon la doctrine communiste, la construction des bases du socialisme signifie avant toute chose la collectivisation de l'agriculture et la liquidation des ennemis idéologiques. Dans notre cas, avant tout de l'Eglise.

Nous avons par ailleurs d'autres preuves de la disgrâce qui nous frappe. La demande de Jaruzelski de livraison supplémentaire de grain a été rejetée. L'URSS a tranché : vos paysans ont assez de grain, il faut le leur prendre. On relie la mise à l'écart du ministre de l'Agriculture, Wojtecki, suivie immédiatement par la démission des vice-ministres de l'Agriculture (entre autres de Kacala, qui avait manifesté une attitude ouverte lors des négociations de Rzeszow) (1), à la possibilité d'un changement de la politique agricole. Par ailleurs, Moscou n'apprécie pas non plus la politique de Jaruzelski face à l'Eglise, et en particulier l'accord donné à la visite du pape. Et les attaques absurdes contre Jean-Paul II dans la presse soviétique ont été suivies — en des termes plus nuancés il est vrai — d'attaques contre l'Eglise dans les médias polonais.

Moscou a également appuyé sur d'autres boutons. Stefan Olszowski a subitement été reçu par Andropov, ce qui, à Varsovie, a été interprété comme une giflette à Jaruzelski. Le général Mieczyslaw Milewski a également été reçu au Kremlin lors de son retour d'Afghanistan. De même Tadeusz Grabski, relégué à Berlin pour des raisons politiques, comme chargé commercial, est bienvenu chez Honecker et jouit de plus d'honneurs que l'ambassadeur officiel (2).

« L'OPPOSITION INTÉRIEURE » DES RETRAITÉS DU PARTI

Il est difficile de juger à quel point Olszowski et Grabski sont un atout réel dans le jeu mené par Moscou, ou à quel point il ne s'agit seulement que d'un chantage. Mais c'est un fait que ces deux messieurs disposent de nombreux sympathisants aux différents niveaux de l'appareil du pouvoir et parmi les « *retraités* » du parti et de l'Etat (anciens ministres et vice-ministres, fonctionnaires du Comité central, divers caciques départementaux qui ont perdu leur place mais pas leur influence). On évalue leur nombre à plusieurs milliers. Ils ont des liens étendus dans l'actuel appareil du pouvoir et orga-

s'appuyait sur le mécontentement de l'appareil du POUP face aux concessions faites à Solidarité.

Mieczyslaw Milewski, ancien ministre de l'Intérieur, remplacé peu avant le coup du 13 décembre 1981 par le général Czeslaw Kiszczak. Il reste au sein du BP responsable des questions de sécurité, mais sans grand pouvoir semble-t-il. Lié à l'ancien premier secrétaire Stanislaw Kania.

Tadeusz Grabski, s'est fait remarquer par une intervention très critique contre Gierek en 1979, alors qu'il était secrétaire du POUP pour le département de Konin, ce qui lui a valu une disgrâce. Coopté au BP en septembre 1980. Chef de file des « *durs* », limogé par Jaruzelski.

nisent en son sein une « opposition intérieure » en remettant en cause les choix du gouvernement de Jaruzelski et de ses plus proches collaborateurs, la « réforme », etc.

Ces gens ont réussi, par exemple, à marquer des points au sein du PRON (Mouvement patriotique de renouveau national), qui était à leur avis une concession de trop faite aux « catholiques du parti » du PAX et du ChSS (3). Comme on le sait, le PRON s'est construit localement à partir des ex-OKON (Comités de citoyens pour le renouveau national) qui, eux, regroupent avant tout des « retraités » du parti et des forces de sécurité des années 1950. Lors des récents congrès départementaux du PRON, dans des élections « démocratiques », ils ont massivement rayé la clique de Dobraczynski, Komender et Morawski (4). L'article de Włodzimirz Cymbala, publié dans le numéro 9 de *Polityka*, qui est une attaque frontale contre la réforme et la politique économique du gouvernement, est également significatif de ce courant. Cymbala fut le chef de département du Comité central, puis premier secrétaire du parti à Piotrkow et, dernièrement, il est devenu expert auprès de la Commission du Plan.

LA CONTRE-ATTAQUE DE L'ARMÉE

Il ne faut surtout pas en conclure que l'armée est pour les réformes. Elle ne fait que s'opposer à l'appareil du parti, qui voudrait retrouver la plénitude du pouvoir aux cris de : « L'armée à la caserne ! ». Et comme cet appareil est intimement lié à ses prolongements dans le domaine de l'économie, dans l'administration, et surtout dans les services de la sécurité, l'attaque de l'armée doit être dirigée aussi contre ces prolongements. En premier lieu, contre la sécurité, car c'est en même temps le principal concurrent de l'armée et le principal soutien de l'appareil du parti. On peut penser que le général Kiszczak, « commissaire militaire » au ministère de l'Intérieur, veut profiter de l'occasion pour casser les appuis au sein de la sécurité et les liens de dépendance par rapport à l'ancien ministre de l'Intérieur, l'un des actuels secrétaires du Comité central, le général Milewski. L'armée veut gouverner la sécurité sans partage.

Il est facile de voir les signes extérieurs de cette lutte. Tous les vice-ministres de l'Intérieur et leur entourage ont été changés, ainsi que bon nombre de chefs départementaux de la milice. La presse a tout d'un coup découvert la corruption des fonctionnaires de la milice. L'Église Saint-Martin a été prise d'assaut par une bande, armée de matraques, et lorsque le père Dembowski a dit qu'il téléphonerait à Kiszczak, il lui fut répondu : « Nous ne sommes pas de chez Kiszczak. (5) » Des changements ont été effectués au ministère de l'Intérieur et au sein de la Haute Chambre de contrôle ; non seulement Moczar (6), mais la majorité des directeurs ont été renvoyés. La Haute Chambre était, comme on le sait, le prolongement de l'appareil de la



En attendant Jean-Paul II. (DR)

sécurité et du parti, et les dossiers de contrôle étaient un atout non négligeable dans les luttes entre individus. Aujourd'hui, l'armée a mis la main dessus.

LES « LIBÉRAUX » SE SENTENT MENACÉS

Ceux de l'entourage de Jaruzelski, c'est-à-dire Rakowski, Zawadzki, et même Urban et Gornicki, ont fait le plus sale travail et ne sont plus nécessaires. Même chose pour Kubiak et Glowczyk, qui essaient toujours de se faire passer pour les « libéraux » du parti (7). Le dernier faux pas de Rakowski a été la tentative man-

quée d'utiliser le 40e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Son scénario s'est avéré être un pétard mouillé (8).

Moscou a également dit son mot dans l'affaire des « libéraux ». Dans l'hebdomadaire du ministère soviétique des Affaires extérieures *Temps Nouveaux*, une attaque a été lancée contre Rakowski. Le nom du vice-premier ministre n'était pas mentionné — l'article s'en prenait à l'éditeur en chef de *Polityka* — mais il citait ceux de A.Werblan, L. Krasucki, J. Wiatr, D. Passent et K.T. Toeplitz (9). Les accusations concernaient la révision des principes du socialisme, des tentatives de mise en cause de Yalta, etc. Rakowski a répondu à l'attaque dans une interview à *Polityka*. Est-ce que le texte va paraître ? Ce sera une bonne indication des rapports de forces au sommet.

Quelle est la signification de tout cela pour la société ? Nous nous sommes débarrassés des illusions sur les positions de différents personnages dans l'appareil du pouvoir, aussi le départ des uns et l'arrivée des autres n'impressionnent-ils plus personne. Cela ne veut pas dire qu'il faille sous-estimer ces luttes. Le développement des luttes dans le camp du pouvoir accélère sa déstabilisation. Le groupe des mécontents, concurrents potentiels, grandit, et ce sont des symptômes importants dans l'arène centrale des affrontements sociaux. Il faut donc également suivre de près ce qui se passe sur le second front. ■

Tiré et traduit de *Tygodnik Mazowsze*, numéro 51, Varsovie, 12 mai 1983.

Sylwester Zawadzki est ministre de la Justice.

Jerzy Urban, éditorialiste de *Polityka*, est porte-parole du gouvernement.

Wiesław Gornicki, porte-parole du WRON, passe pour être lié aux services de renseignement de l'armée. S'est rendu célèbre en expliquant que Solidarité n'était pas utile en Pologne, car il ne s'occupait pas de distribution de pommes de terre (en février 1982).

Hieronim Kubiak est membre du BP et l'un des secrétaires du CC.

Jan Glowczyk est membre du BP. Tous deux ont été élus à ce poste après le IXe Congrès (extraordinaire) du POUP.

8. Le WRON a essayé d'utiliser le 40e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie comme faire-valoir de son libéralisme, espérant rallier pour l'occasion bon nombre de ceux qui s'étaient élevés en 1968 contre la campagne antisémite du pouvoir. Ce fut l'échec sur toute la ligne : les cérémonies officielles ont été boycottées et la résistance avait organisé des manifestations parallèles.

9. *Andrzej Werblan* fut, sous Gierek, le chef tout puissant du secteur idéologique du POUP. Il fut un des rares membres de l'establishment à tenter d'utiliser les « coordinations horizontales » du POUP, qui étaient l'expression de l'opposition pro-Solidarité dans le parti. Après le 13 décembre, il a été limogé de son poste de président du Comité de contrôle de la revue théorique du POUP, *Nowe Drogi*.

Ludwik Krasucki est rédacteur adjoint de *Nowe Drogi*.

Jerzy Wiatr, sociologue, a dirigé l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences polonaise. Membre du CC du POUP et, dans le passé, un de ses principaux « théoriciens ».

Daniel Passent et *Krzysztof T. Toeplitz* sont les journalistes les plus connus n'ayant pas démissionné de *Polityka* après le coup de force du général Jaruzelski.

3. PAX est une organisation catholique pro-gouvernementale fondée après la guerre par un fasciste polonais d'avant-guerre. Elle a connu un processus d'autonomisation par rapport au POUP, dont le clou a été le refus de son président, Ryszard Reiff, de voter, en tant que membre du Conseil d'Etat, le décret instaurant l'état de guerre. Reiff a été limogé et remplacé par *Zenon Komender*.

ChSS (Association sociale chrétienne) est issue d'une scission pro-gouvernementale au sein des Clubs d'intelligentsia catholique (KIK) au milieu des années 1970. Plus liée à l'épiscopat que ne l'est PAX.

4. *Dobraczynski*, *Komender* et *Morawski* sont des intellectuels catholiques, liés à PAX et à ChSS, qui sont censés représenter l'« ouverture » du PRON. *Jan Dobraczynski*, écrivain catholique de deuxième ordre, est le président du PRON.

5. Début mai dernier, un « groupe non identifié » avait saccagé les locaux du Comité du primat pour l'aide aux prisonniers d'opinion, situés dans l'enceinte de l'église Saint-Martin à Varsovie. Peu après, *Grzegorz Przemyski*, un lycéen fils d'une des permanentes du Comité, était assassiné au cours d'un interrogatoire « de routine ».

6. *Mieczysław Moczar*, ministre de l'Intérieur en 1968, fut le principal animateur de la vague d'antisémitisme d'alors. A soutenu Gierek en 1970, quand celui-ci élimina Gomulka, avant d'être écarté par le même Gierek. Il réapparait en septembre 1980, fort des dossiers accumulés par la Haute Chambre de contrôle qu'il préside. Limogé récemment de ce poste, il reste à la tête de l'association des anciens combattants, ZBOWID.

7. *Mieczysław Rakowski* est vice-premier ministre. Il a été durant vingt ans rédacteur en chef de *Polityka*, hebdomadaire officiel/officieux du POUP qui fut durant les années 1970 le porte-parole des courants « réformistes » technocrates.



Varsovie, le 16 juin 1983. (DR)

L'érosion des structures du pouvoir

LE PARTI. L'état de guerre a anéanti les dernières bribes de son prestige et de son autorité, et a réduit sérieusement ses rangs (même les chiffres officiels, falsifiés de diverses manières, l'indiquent). Cela a eu pour conséquence l'élimination de ses éléments libéraux, les rênes de la direction se trouvant aux mains des dogmatiques extrémistes. A première vue donc, il n'y a pas de changement à espérer à ce niveau : le parti est certainement bien plus « dur » qu'il y a deux ans. La thèse absurde de certains cercles de Solidarité, selon laquelle on ne voyait pas « avec qui discuter, à propos de quoi et dans quel but » (cette thèse qui a permis de briser facilement le mouvement des « structures horizontales » et qui a conduit au déroulement désastreux du IXe Congrès du POUP) n'est partiellement juste que maintenant. Mais même aujourd'hui la situation n'est pas désespérée. Il existe de nombreux signes montrant que des voix critiques à l'adresse du WRON parviennent des organisations ouvrières du parti fortement affaiblies, souvent, il faut le dire, de la part des « ultras ». La défiance vis-à-vis de la direction se développe à la base. Et la peur d'être durablement éliminé par la nouvelle élite kaki prévaut

au sein de l'appareil. Le processus de différenciation ne fait que recommencer à se développer.

L'ARMÉE. La croyance naïve et sentimentale de Solidarité que « l'armée est avec la nation et n'interviendra pas contre les ouvriers » ne s'est pas matérialisée le moins du monde, du moins durant les premiers mois. Au contraire, l'armée était l'épine dorsale la plus solide du système du pouvoir et n'a montré aucune hésitation. Son isolement par rapport à la société, le dressage idéologique fait par la revue *Zolnierz Wolnosci* et la Direction politique centrale (de l'armée, ndlr.), le sentiment de dévalorisation, ainsi que d'autres facteurs, tout cela a influé pour que l'armée reste monolithique. Mais cela, c'est déjà le passé. Les symptômes de désagrégation sont nombreux. Les officiers-commissaires se sont rapidement laissés corrompre. Dans les postes civils qu'ils occupent, ils sont souvent en concurrence avec les apparatchiks et les technocrates. Parmi les officiers plus jeunes, le sentiment que l'état de guerre n'a rien réglé du point de vue social se développe de plus en plus. Le bourrage de crâne des commissaires politiques ne fait que

susciter des rires. Cela ne mène à rien pour l'instant, vu la discipline militaire, mais la situation peut se modifier à l'avenir. Dans le milieu des généraux, on constate plusieurs orientations, depuis celle directement inspirée de Moscou, faite de méfiance envers Jaruzelski, jusqu'à celle, plus libérale, qui s'exprime chez les dirigeants des armes techniques et les cadres des académies militaires. Parmi les sous-officiers de base, les sympathies pour Solidarité sont massives. Le lavage de cerveaux de l'appareil politique est peu efficace et conduit souvent à des résultats contreproductifs.

LA POLICE. Pour des raisons évidentes, la situation la plus difficile à connaître est celle qui prévaut au sein de la sécurité et de la milice. On sait cependant qu'outre les cyniques et les brutes, éléments indispensables au fonctionnement de toute police (sauf, peut-être, la police anglaise), une grande partie des forces de sécurité est constituée de gens instruits et bien plus intelligents, par exemple, que ceux de l'appareil du parti. Du fait de la nature même de leur travail, ils sont très au courant des vraies opinions sociales. Depuis l'époque de Moczar, des tendances nationalistes s'y sont fortement développées, tendances qui peuvent conduire à diverses positions politiques. Il semble qu'au sein du ministère de l'Intérieur plusieurs fractions s'affrontent, et il est clair que l'armée place ses hommes aux postes clefs, ce qui provoque un rejet du WRON en fonction des intérêts de caste. Tout cela peut ne pas avoir d'influence sur le fonctionnement des services spéciaux, mais on ne peut exclure que ces luttes prennent de l'importance lorsque les conflits au sein du pouvoir s'aiguilleront.

L'ADMINISTRATION. Tant parmi les hauts fonctionnaires de l'Etat qu'au sein des cercles dirigeants de l'économie, le soutien à l'état de guerre était au début quasi-unanime. Cela a bien changé. Les partisans de la réforme économique voient que leurs perspectives s'éloignent de plus en plus. Les adversaires de la réforme ne sont pas sûrs de leur position. Les uns et les autres ont parfaitement conscience que ce n'est que dans la propagande que l'économie a « bougé ». Les plus intelligents se rendent compte que rien n'est possible sans changements politiques qui satisfieraient ne serait-ce que partiellement la société. Depuis que l'épée de Solidarité ne pèse plus sur les têtes des directeurs, la fascination pour une politique de la main de fer a peu à peu disparu, car elle s'avère peu efficace. De plus, une partie des cadres est déçue, convaincue que ses privilèges sont trop faibles. Une autre partie, liée aux milieux qui réfléchissent, voit le fiasco de la politique du WRON et commence à s'identifier aux buts de l'ensemble de la société. Il semble que la désintégration de ces milieux aille dans la bonne direction. (...)

Pol X.,
traduit de *Vacat*, numéro 4, mars 1983.

A qui profite la rente pétrolière?

MALGRÉ le « marxisme léninisme » de pacotille que professe la clique militaire, regroupée sur une base ethnique, qui dirige l'Etat néo-colonial congolais, et au-delà des liens de ce pays avec l'URSS et du Parti congolais du travail (PCT) au pouvoir avec les « partis frères » du PCUS ou du PC cubain, l'économie est toujours sous l'emprise impérialiste, principalement celle des compagnies françaises.

C'est ce que démontre très méthodiquement l'article ci-dessous consacré à la place de la production pétrolière, contrôlée par la société française ELF et la société italienne AGIP, dans l'économie de ce pays. ■

André BASSINET

Le pétrole est exploité au Congo depuis plus de 10 ans. Les premières années, la production a oscillé irrégulièrement entre 1 et 2 millions de tonnes par an, alors que celle du Gabon, par exemple, variait à la même époque entre 12 et 14 millions de tonnes par an. Les recettes qu'en a tiré l'Etat congolais sont restées à un niveau très modeste pendant toute cette période. A partir de 1980, les revenus pétroliers ont connu une brusque augmentation, due à un accroissement notable de la production, mais plus encore à la hausse des prix mondiaux du pétrole. Ainsi, de 1979 à 1982, la production a été multipliée par 1,6, passant de 2,8 à 4,5 millions de tonnes par an, alors que la valeur de cette production a été multipliée par 4,5 et les recettes fiscales par 5,5.

Ce boom pétrolier s'est amorcé au moment même de la préparation du Plan quinquennal actuel (1982-1986). Ce Plan fut donc conçu dans l'idée que l'Etat congolais disposerait toujours de ressources croissantes, fondées sur un développement important de la production d'hydrocarbures et sur un maintien de la tendance à la hausse des prix. Les planificateurs s'étaient fiés aux déclarations des sociétés pétrolières (la société française ELF et la firme italienne AGIP) qui, en 1980, avaient fait état de découvertes intéressantes permettant d'escompter une forte augmentation de la production. Le plan quinquennal prévoyait donc une production de 5,2 millions de tonnes en 1982, de près de 6 millions de tonnes en 1983, et envisageait différentes hypothèses variant entre 7 et 11 millions de tonnes pour la période allant jusqu'en 1986, et retenait une fourchette de prix de 32 à 35 dollars le baril pour l'année 1982, et de 46,8 à 51,2 dollars pour l'année 1986.

Le produit de l'extraction du pétrole représente plus de 80 % du Produit intérieur brut (PIB) du Congo. La rente pétrolière, ou plus exactement la part de la rente qui n'est pas directement prélevée par les sociétés pétrolières étrangères, qui transite par l'Etat, donne à celui-ci et

au groupe politique qui en détient les rênes, une puissance d'intervention énorme sur la société.

Les recettes fiscales provenant directement du pétrole ont représenté les 2/3 des ressources de l'Etat congolais durant les trois dernières années. A cela, il faut ajouter les recettes induites constituées par les impôts sur les sociétés sous-traitantes. L'Etat congolais a en effet obligé la plupart des sociétés pétrolières étrangères intervenant comme sous-traitants de l'activité pétrolière (constructeurs de plate-formes pour l'exploitation off-shore, monteurs de canalisations, entreprises de travaux publics construisant les installations à terre, etc.) à créer des filiales congolaises et, comme telles, ces sociétés sont soumises à l'impôt local. De plus, les dépenses locales du personnel étranger employé par ELF et ses sous-traitants ont favorisé l'implantation de tout un secteur d'activité, surtout commercial, à Pointe-Noire (1), qui paye aussi des taxes à l'Etat. Enfin, les importations de matériel par les entreprises du secteur pétrolier et des biens de consommation destinés à l'assistance technique étrangère donnent lieu à perception de droits de douane. Au total, c'est donc plus des 3/4 des recettes de l'Etat que fournit, directement et indirectement, l'activité pétrolière. L'effet d'entraînement direct de l'activité pétrolière sur le secteur privé ou les entreprises publiques congolaises reste pourtant modeste. Il ne se fait sentir qu'à Pointe-Noire, et davantage dans les activités commerciales (supermarchés, hôtellerie, etc.) que dans les activités directement productives.

L'AFFECTATION DE LA RENTE PÉTROLIÈRE

L'augmentation des recettes de l'Etat a entraîné un gonflement important des dépenses dites « de fonctionnement », et un accroissement plus important encore des investissements. La masse salariale versée dans la Fonction publique a connu un accroissement notable, cependant très inférieur à l'augmentation générale des dépenses de l'Etat. Mais cette augmentation

a servi à accroître le nombre des fonctionnaires, qui a doublé de 1970 à 1979, mais pas du tout à mieux les payer. De 1980 à 1982, la masse salariale dans la Fonction publique a crû au même rythme que l'inflation (16 % par an). Mais dans le même temps, la politique de recrutement intensif s'est poursuivie sur un rythme de 9 % par an. En francs constants, la masse salariale distribuée aux fonctionnaires en 1982 a été identique à celle de 1980, alors que dans le même temps le nombre de fonctionnaires s'est accru de 18,5 %. Le pouvoir d'achat de chacun d'entre eux a, en moyenne, diminué d'autant.

D'une certaine façon, le pouvoir congolais élargit, par cette politique, sa base sociale, mais n'approfondit pas son assise. Même mal payés, les fonctionnaires forment une catégorie moins défavorisée que beaucoup d'autres. En augmentant leur nombre, le pouvoir cherche indubitablement à prendre des garanties contre les risques sociaux d'une croissance vertigineuse du nombre des « scolarisés et diplômés sans emploi », qui se multiplient dans les villes. En même temps, en pesant sur les salaires, le gouvernement crée les conditions d'un mécontentement certain dans une catégorie qui est pourtant sa base de reproduction sociale. Plus que les dépenses en personnel, ce sont les dépenses consacrées à l'acquisition de matériel pour l'administration qui ont crû dans le budget de fonctionnement : elles ont triplé en trois ans. Pourtant, il n'y a pas une seule photocopieuse en état de marche dans plusieurs ministères, les administrations manquent de papier, et il y a une pénurie criante de chaises et de tables de classe dans les écoles. Mais il est vrai qu'il est plus facile de détourner des fonds consacrés à l'achat de matériel qu'aux salaires du personnel.

Cependant, c'est le budget d'investissement qui a le plus profité de la manne pétrolière. Dès l'annonce du gonflement des recettes, les dirigeants congolais ont été saisis d'une véritable frénésie de réalisations de routes et d'aéroports. En 1982, plus du tiers de la rente pétrolière aura été affectée aux voies de communication. Au déficit de toute prudence, presque tous les programmes prévus au Plan ont été engagés en même temps dès la première année. La prédilection du personnel dirigeant pour ce genre d'infrastructures s'explique aisément. En dehors de leur caractère de réalisations de prestige, c'est sur les opérations de travaux publics qu'il est le plus facile de percevoir des commissions royales. Les pots-de-vin versés aux différents responsables congolais pour enlever les marchés grèvent en général le prix des routes de près de 20 %. Cela représenterait donc une somme de 6 milliards de francs CFA pour 1982 (2). Bien entendu, ces mil-

1. Pointe-Noire, seconde ville du pays et port principal, est située au centre de la zone d'extraction pétrolière, qui est essentiellement une extraction en mer.

2. Le franc CFA est la monnaie liée au franc français, qui a cours dans tous les pays de la « zone franc ». Un franc CFA vaut 0,02 francs français. Dans l'article, nous avons maintenu tous les chiffres en francs CFA.

liards sont ensuite répartis « en cascade » au sein d'une clientèle politique recrutée le plus souvent en fonction de l'appartenance à la même région d'origine ou au même clan. C'est en fait par ce biais que s'opère la reproduction de la base sociale du régime.

Le secteur ferroviaire représente, après les routes, le poste de dépenses d'investissement le plus important. La reconstruction de la section Bilinga-Loubomo de la voie ferrée Congo-Océan constitue l'un des plus gros scandales de dépassement des coûts de travaux de l'histoire du Congo, pourtant féconde en la matière (3).

Par rapport aux dépenses d'infrastructure, la part du budget de l'Etat attribuée au secteur directement productif (agriculture, exploitation forestière, mines, industrie, pêche) est faible et se traduit surtout par très peu de création d'unités nouvelles. En fait, la plus grande partie des crédits alloués au secteur productif sont des subventions de fonctionnement. Une dizaine de milliards de francs CFA figurent à ce titre au budget du ministère des Finances, mais il faut y ajouter un montant sensiblement équivalent prélevé sur le budget d'équipement sous l'étiquette « Mesures de redressement des entreprises ». En effet, il n'existe pratiquement pas une seule entreprise publique qui ne soit déficitaire. Cela s'explique principalement par les détournements dont ces entreprises font l'objet, et aussi par l'incroyable gabegie qui règne au niveau des approvisionnements. Les crédits alloués au secteur productif ne sont donc pas à proprement parler des investissements destinés à développer le potentiel de production, mais plutôt des dotations accordées pour essayer d'assurer une reproduction simple du capital. C'est un véritable travail de Danaïdes, les entreprises étant le tonneau percé où viennent se servir les favoris des politiciens qu'en remerciement d'un travail ou en fonction d'un lien de parenté ou d'allégeance ethnique on a placé aux postes de responsabilité.

PILLAGE IMPÉRIALISTE SANS VERGOGNE

En fait, la rente pétrolière, ou du moins la part de la rente pétrolière qui est versée à l'Etat congolais (ELF et AGIP prélèvent à la source de confortables bénéfices), ne fait que transiter par le Congo. Une proportion considérable repart dans les poches de l'étranger. Les grands hôtels de Brazzaville sont envahis par les représentants commerciaux des multinationales. C'est à qui vendra le plus de « projets de développement » mirifiques, de firmes modèles « clés en main », ou de mesures pour redresser le secteur public...

Dans le secteur industriel notamment, les « prospecteurs placiers » des multinationales jouent sur le fait que les entreprises d'Etat sont toutes déficitaires pour en attribuer le mauvais fonctionnement à la « vétusté » du matériel ou au fait que les équipements sont « dépas-

sés ». Les mesures de redressement des entreprises comportent toujours un chapitre « renouvellement des équipements » qui est en général la seule mesure réellement appliquée. Personne parmi les technocrates de l'administration congolaise ne se soucie de savoir si les équipements jetés ainsi au rebut n'étaient pas réparables, ou si les nouveaux fonctionnent mieux que les précédents.

Aucune prospection n'est menée non plus, du côté congolais, pour savoir si les équipements ou les services vendus le sont à un prix « normal » au regard du marché



En l'honneur de l'ex-président N'Gouabi, sur les murs de Brazzaville. (DR)

international. Les machines peuvent être vendues 2 à 3 fois plus cher qu'en Europe, personne ne protestera. A vrai dire, tout le monde est intéressé à ce que les équipements soient vendus le plus cher possible : les fournisseurs étrangers, parce qu'ils majorent leur bénéfice, les responsables congolais, parce qu'ils touchent un pot-de-vin calculé au pourcentage de la transaction. Qu'importe si, ensuite, l'entreprise publique est incapable de rembourser les crédits à l'achat que le vendeur ou une banque étrangère lui ont consenti. L'Etat remboursera à sa place ou lui versera une subvention grâce aux revenus du pétrole.

Les fournisseurs étrangers n'hésitent même pas à recourir aux subterfuges les plus grossiers pour enlever un marché. Mais sont-ce encore des subterfuges ? Personne n'est dupe. Ainsi, il est courant qu'en cours de construction, le coût d'un ouvrage soit réévalué de 100 %, sans soulever beaucoup de protestations de la part du client congolais (4). D'autres sociétés agissent plus subtilement. C'est le cas du groupe Doumeng, notamment dans son rôle de gestion de l'entreprise nationalisée MAB (voir encadré). C'est aussi le cas d'ELF-Congo.

3. Les coûts des travaux avaient d'abord été estimés à 16,5 milliards de francs CFA, mais c'est pour le double de cette somme que le marché avait été finalement enlevé par un groupe italo-germano-français. Prévus pour être terminés en 1980, les travaux durent toujours et l'entreprise réclame 94 milliards, dont 73 milliards ont déjà été versés, pour les terminer en 1984. Entre 1978 et 1982, les dépenses de ce projet auront consommé l'équivalent de près de 1/5 des revenus pétroliers de la période.

4. La firme allemande Klockner s'était engagée à remettre en état une usine d'allumettes (Falco) pour 540 millions de francs CFA. Après la livraison d'une partie du matériel, elle récla-

COMMENT LES PÉTROLIERS PILLENT LE CONGO A LA SOURCE

La société nationale française ELF contrôle 62 % de la production pétrolière congolaise (le reste étant produit par la société italienne AGIP). ELF a vendu, en 1982, 2,8 millions de tonnes de pétrole congolais pour un montant de 208 milliards de francs CFA. Sur cette somme, elle a dû payer 96 milliards à l'Etat congolais, 38 milliards à titre de la « redevance », qui est calculée en prélevant 17,5 % du prix officiel sur chaque tonne de pétrole

produite, et 58 milliards au titre de l'impôt sur les bénéfices (5).

Mais qui calcule les bénéfices ? C'est ELF qui fournit à l'Etat congolais le montant de ses coûts de production et le montant de ses investissements consacrés à la production et à la recherche. Quand on sait que les équipements (plate-formes pétrolières, canalisations, machines de forage, pompes, etc.) sont fournis par des sociétés liées au groupe ELF, ou par la société Bouygues, dans laquelle Albin Chandon, PDG de ELF jusqu'en juin 1983 (et ancien ministre gaulliste) a des intérêts personnels et familiaux, on peut se douter que ces équipements sont nettement surfacturés. En fait, cela revient à peu près à ce que le groupe ELF fixe lui-même les bénéfices sur lesquels il va payer un impôt. Pauvre société ELF ! Justement, en 1982, ses frais d'exploitation ont été plus élevés qu'elle ne l'avait prévu en début d'année. AGIP aussi d'ailleurs. Alors, les deux sociétés, au lieu de verser 103,7 milliards, comme elles s'y étaient engagées au début de l'année, n'ont versé que 91,9 milliards.

Et comme la conjoncture s'avère bien mauvaise pour 1983, non seulement ELF et AGIP exigent que le prix officiel du pétrole soit réduit dans les mêmes propor-

ma 3 milliards de francs CFA pour terminer les travaux. Le gouvernement congolais s'exécute, son président déclarant : « Compte tenu des nécessités de rééquilibrage régional, le projet Falco se fera quel qu'en soit le prix. » Cette usine est évidemment située dans la partie nord du pays, d'où viennent les dirigeants de la clique militaire actuellement au pouvoir.

5. Le Congo a obtenu là des conditions moins avantageuses que les pays du Moyen-Orient. En Arabie Saoudite, la redevance est de 20 % au lieu de 17,5 %, et l'impôt sur les bénéfices de 85 % au lieu de 60 à 75 % suivant les gisements au Congo.

tions que les prix de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont le Congo n'est pas membre), mais ils demandent que soit révisé le mode de calcul de l'impôt sur les bénéfiques. Faute de quoi... ils ne garantissent pas ce que deviendra le rythme de la production pétrolière. Ils l'ont d'ailleurs déjà fortement ralenti dans cette première partie de l'année 1983, histoire de montrer que s'ils extraient du pétrole au Congo, c'est quasiment par charité...

La raffinerie de pétrole inaugurée en 1982 est propriété de l'Etat congolais, qui l'a payée au prix fort. Mais elle est gérée par une compagnie d'économie mixte, la Congolaise de raffinage (CORAF), dont les actions sont réparties entre HYDRO-CONGO (société nationale jouissant du monopole de la distribution des carburants) pour 60 % et ELF pour 40 %. L'accord conclu entre les partenaires stipule que la CORAF ne fera ni bénéfice ni perte, et qu'elle achètera tout son pétrole à ELF. Mais ce pétrole, la CORAF l'achète à ELF au prix officiel, c'est-à-dire 33 dollars US le baril. Le prix officiel sert à déterminer le montant des redevances et des taxes. Il est, depuis de nombreuses années, supérieur au prix réel du marché. En 1982, la différence était de 3 à 5 dollars par baril. Cela signifie qu'ELF arrive, grâce à cet accord, à vendre au Congo le pétrole extrait sur place à un prix 8 à 15 % plus cher que sur le marché mondial.

Environ les 2/3 de la production de la raffinerie sont constitués par du fuel lourd (mazout), et 1/3 par des produits dits « légers » (fuel-oil utilisé dans l'industrie, gaz-oil, essence, kérozène utilisé par les avions, mais aussi à usage domestique pour les lampes à pétrole, 90 % des Congolais n'ayant pas l'électricité), et gaz butane. Les produits légers sont destinés au marché intérieur, mais le fuel lourd est essentiellement exporté, car il ne peut être utilisé que pour le chauffage domestique (ce qui n'est guère nécessaire sous l'équateur), pour les centrales thermiques, ou pour faire marcher les bateaux (le Congo n'a pas de flotte maritime).

Le prix du fuel lourd sur le marché mondial est en très forte baisse. C'est en effet sur la consommation du fuel lourd qu'ont principalement porté les mesures de restriction de la consommation mises en œuvre par les pays consommateurs. En revanche, la consommation de produits pétroliers tels que l'essence, le gaz-oil, le kérozène pour avions, continue à s'accroître. La CORAF a donc du mal à écouler ses produits lourds à l'exportation. ELF, qui possède un réseau international dont la CORAF est dépourvue, lui rachète son fuel lourd pour le revendre à l'étranger. Cependant, le prix proposé par ELF est indexé sur le cours mondial moyen. Ce prix, qui était de 185 dollars la tonne en décembre 1982, est passé à 140 dollars en février 1983.

Dans ces conditions, la CORAF serait déficitaire (ce que ses statuts lui interdisent) si elle ne compensait pas les pertes sur les exportations de mazout par un relèvement du prix des produits « légers »

Doumeng au Congo: un exemple de "nouvelles" relations avec les pays dominés

Le groupe Doumeng est connu pour les attaches de son président Jean-Marie Doumeng avec le Parti communiste français (PCF). A la tête de tout un ensemble de sociétés et de coopératives, spécialisées principalement dans l'agro-alimentaire, mais aussi dans la construction et l'immobilier, Doumeng tire notamment de substantiels bénéfices du commerce des produits agricoles avec l'URSS. Mais le groupe Doumeng (Société Interagra, Silos du Sud-Ouest, etc) est devenu, depuis quelques années, spécialiste de l'intervention dans certains pays du Tiers-Monde dits « progressistes », et notamment au Congo. Il y est présent à la fois sous la forme de « sociétés de conseils », chargées d'établir et de vendre des « projets de développement », comme fournisseur d'équipements agricoles, dans l'import-export de produits alimentaires, et sous la forme de sociétés de travaux publics réalisant des bâtiments agricoles, des silos, etc.

Son originalité et son succès dans un pays comme le Congo, viennent de son discours apparemment « anti-impérialiste » et soucieux de ménager la souveraineté du pays, ne préconisant jamais, contrairement aux autres bureaux d'ingénieurs-conseils, le démantèlement du secteur public mais, au contraire, proposant ses services pour aider les entreprises nationalisées à mieux fonctionner.

Un exemple typique de son intervention se situe à la MAB (Minoterie-Alimentation du Bétail), entreprise de transformation des céréales, héritée de la période coloniale et nationalisée par les autorités congolaises. Jusqu'en 1980, la MAB était devenue, comme toutes les entreprises publiques, fortement déficitaire. L'outil de travail n'était pas entretenu, les pannes étaient fréquentes, la production avait chuté vertigineusement, et l'entreprise semblait promise à une fin prochaine. Doumeng propose alors ses services pour renflouer l'affaire. La MAB reste propriété de l'Etat congolais, mais les Silos du Sud-Ouest se font confier la gestion de l'entreprise. Doumeng promet alors d'équilibrer les comptes et de dégager des marges suffisantes pour rembourser les équipements neufs qu'il conseille d'acheter, étant donné que c'est une des sociétés de son groupe qui les fournit et qui les assemble. Cependant, il pose une condition : la MAB se verra confier le monopole de l'importation de blé et de farine dans tout le Congo et fixera, en accord avec l'Etat, un prix de vente « raisonnable ». Marché conclu.

Mais peu de temps après Doumeng révèle, qu'après étude, l'usine ne pourra jamais abaisser le prix de revient de la farine à un niveau concurrentiel avec le cours mondial. Aussi propose-t-il la solution suivante : l'usine tourne au ralenti et produit, avec du blé importé, 7 900 tonnes de farine en 1982, soit 16 % des besoins des Congolais. Le prix de revient de la tonne de farine ainsi produite s'élève à près de 200 000 francs CFA. Le complément nécessaire pour approvisionner les boulangeries congolaises est importé par la MAB au prix du cours mondial, soit 110 000 francs CFA la tonne en 1982. Le prix de vente de la farine sur le marché congolais est fixé à 127 000 francs CFA la tonne, c'est-à-dire de façon à ce que les pertes sur la farine produite par l'usine soient compensées par les bénéfices sur la revente de la farine importée.

Tout le monde est content, grâce à M. Goumeng : le personnel de la MAB, qui garde son emploi en travaillant à temps partiel ; le gouvernement, qui n'a plus besoin ni de fermer l'usine ni de la subventionner ; et Doumeng, bien sûr. Il a prélevé sa marge sur les équipements fournis à l'usine, c'est lui qui approvisionne la MAB avec son blé et fournit les 41 000 tonnes de farine supplémentaire. En outre, il touche pour ces ventes une subvention du Marché Commun, comme sur tous les produits agricoles exportés. Et pour tout ça, Doumeng est payé, en plus, en tant que « société de conseils de gestion ». On ne peut pas dire qu'il soit vraiment perdant.

Le gouvernement congolais n'a plus qu'à faire état de ce qu'il y a au moins une entreprise nationalisée qui n'est pas déficitaire. Pendant ce temps, le consommateur de Brazzaville a vu le pain augmenter dans toutes les boulangeries, le prix de la farine ayant brutalement crû de 45 % en 1982. ■

sur le marché intérieur. Et comme elle produit deux fois plus de produits lourds que de produits légers, on peut dire que chaque fois que les cours mondiaux du fuel lourd baissent d'un point, il faut relever le prix de l'essence, du gaz-oil, etc., de deux points.

On aboutit ainsi à ce paradoxe : depuis que le Congo possède une raffinerie,

les Congolais, entreprises et particuliers, payent leur carburant 50 % plus cher que lorsqu'il était importé. Grâce à l'accord conclu avec ELF, le Congo possède le privilège d'être sans doute le seul pays au monde où, chaque fois que les prix des hydrocarbures baissent sur le marché international, ils augmentent deux fois plus à l'intérieur du pays !

Cette politique offre à ELF, qui n'a pas un sou d'investissement à déboursier pour la raffinerie (6), les avantages suivants : quand la raffinerie sera en pleine production à fin 1983, ELF se verra garantir un marché de 1 million de tonnes (1/3 de sa production locale) vendues à la CORAF à un prix nettement supérieur à celui du marché mondial. Ensuite, ELF prélèvera sa commission sur la revente du fuel lourd à l'exportation sans avoir à supporter la baisse du prix de celui-ci. Enfin, ELF facture en sus ses services comme « société de conseils en gestion » auprès de la CORAF.

On pourrait multiplier les exemples de ce genre. La mise en coupe réglée de l'économie congolaise par l'impérialisme s'effectue avec la bienveillante complicité d'un régime qui parade à New Delhi à la Conférence des non-alignés ou dans les réunions de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dans les rangs des « durs », au sein du camp « progressiste ». Les rues de Brazzaville sont jalonnées de banderoles dénonçant l'impérialisme ou la « bourgeoisie bureaucratique parasitaire des marchés de l'Etat ». C'est sans doute pour édifier les hommes d'affaire étrangers, l'attaché-case plein de contrats mirifiques, qui viennent déjeuner à l'hôtel Méridien avec les responsables congolais (7).

UN AVENIR LOURD DE CONTRADICTIONS

Les contrats de gestion que nous citons, avec ELF ou avec le groupe Doumeng, ne prévoient pour les entreprises publiques dont la gestion est prise en main par l'étranger, qu'un bilan « équilibré », c'est-à-dire même pas des profits permettant d'assurer de nouveaux investissements. Dans ces exemples, les responsables congolais se contentent de chercher à toucher les plus grosses commissions. Ainsi s'exprime le caractère parasitaire et dépendant de l'impérialisme de la bourgeoisie néo-coloniale locale, dont c'est une fraction militaire, regroupée sur une base ethnique, qui détient les rênes de l'appareil d'Etat.

Avant de bénéficier de la manne pétrolière, la clique dirigeante congolaise avait tenté de mener une politique de prélèvement centralisé du surproduit dégagé dans l'agriculture. Le paysan se voyait contraint par la loi de vendre toute sa production à des offices d'Etat, au prix le plus bas, et d'acheter à ces mêmes offices tout ce dont il avait besoin, au prix maximum. Mais pour réussir à dépouiller ainsi les paysans, il faut avoir les moyens coercitifs de sa politique. La paysannerie congolaise fit la grève de la production ou vendit au marché noir. D'où pénurie et hausse des prix pour les consommateurs. Les magasins et hangars de stockage de l'Office des cultures vivrières sont vides depuis plusieurs années, et le circuit d'Etat ne porte plus que sur moins de 20 % de la production nationale de maïs et de 2 % de celle de manioc. Qu'importe après tout, puisque l'« or noir » supplée à tout, depuis 3 ou 4 ans. Ledit Office continue à s'équiper en camions, en

hangars et en bureaux ... malgré le fait qu'il tourne à vide.

La rente pétrolière est devenue la source quasi exclusive de revenu de la classe dirigeante, sans pour autant que cela lui permette d'asseoir les bases d'un développement du capital local. On ne peut même pas dire que les détournements colossaux auxquels elle donne lieu permettent à certains bénéficiaires de se constituer des entreprises privées, source d'une accumulation substantielle. Certes, tous les dirigeants ont, par l'entremise d'hommes de paille, des intérêts dans des restaurants, des bars, des boîtes de nuit, des sociétés de commerce, ou pratiquent la spéculation foncière. Mais cela reste dans des secteurs spécifiques et secondaires de l'économie, l'essentiel des ressources et de la production étant contrôlé par l'impérialisme. Lorsque la baisse de la rente pétrolière amènera une récession générale du pouvoir d'achat, ces petites entreprises périront.

Sans possibilités d'assurer la reproduction élargie, ni même la reproduction simple du capital (le potentiel productif du pays se dégrade de jour en jour), la bourgeoisie congolaise reste une bourgeoisie de courtiers. Elle dispose du pouvoir d'Etat pour négocier au mieux avec l'impérialisme le montant des commissions qu'elle touche. En ce sens, l'alliance diplomatique du Congo avec l'URSS et Cuba est un élément de chantage qui sert à la bourgeoisie néo-coloniale de ce pays pour faire monter lesdites commissions. En même temps, elle constitue une garantie que l'impérialisme ne remplacera pas par un coup d'Etat l'équipe des courtiers actuels s'ils se montrent un peu trop gourmands. Force est de reconnaître que les profits des compagnies pétrolières ne sont pas générés par cette alliance politique.

Les perspectives se sont assombries depuis la fin de l'année 1982. La consommation pétrolière est en baisse et le prix du pétrole, nettement surévalué, subit un mouvement de repli. Les compagnies pétrolières ont donc tendance à ralentir leur production, et cela surtout dans les champs pétroliers d'exploitation difficile, où la marge bénéficiaire, inférieure à celle des pétroles du Moyen-Orient, est réduite par la baisse des prix. Déjà en 1982, la production congolaise a été inférieure aux prévisions : 4,5 millions de tonnes au lieu de 5,2 millions. En 1983, aux dires des pétroliers, la production sera encore inférieure aux prévisions du Plan (de 10 à 15 %), et on laisse entendre qu'elle plafonnera les années suivantes autour de 5 ou 5,5 millions de tonnes, au lieu de monter jusqu'à 7 ou 8 millions de tonnes, comme prévu.

Quant au prix officiel du baril de pétrole, les compagnies exigent qu'il soit au minimum ramené au niveau de celui de l'OPEP, afin de réduire l'écart entre le prix officiel (qui sert à calculer les redevances versées à l'Etat) et le prix du marché. Jusqu'où descendra-t-il ? Au moins à 29 dollars le baril, peut-être même jusqu'à 25 dollars, au lieu de 33 dollars en 1982.

La chute des recettes pétrolières de l'Etat par rapport aux prévisions budgétaires devrait être, en 1983, de 25 %. A cela s'ajoutent les effets récessionnistes sur l'économie locale de la diminution des investissements effectués par les pétroliers. La région de Pointe-Noire risque d'être sérieusement affectée : tous les sous-traitants qui travaillaient pour ELF et AGIP au montage ou à la réparation du matériel ont des carnets de commande vides depuis janvier 1983. Plusieurs sous-traitants d'origine étrangère ont déjà liquidé leur filiale congolaise, d'autres commencent à licencier du personnel. Ces sous-traitants du secteur pétrolier fournissent au fisc une part notable de ses recettes ordinaires. L'Etat va donc subir un manque à gagner de ce côté-là aussi. Celui-ci est estimé provisoirement, pour 1983, à 8 milliards de francs CFA. C'est donc au moins de 60 milliards qu'il a fallu envisager de réduire le budget 1983 en cours d'année. Les capacités d'emprunt du Congo sur le marché financier international s'amenuisent. En effet, le pays a eu recours à un emprunt démesuré ces dernières années.

Les remboursements exigibles en 1983 se montent à 87 milliards, c'est-à-dire très nettement plus de la moitié des recettes pétrolières. Il a donc été nécessaire de réaménager précipitamment en mai 1983 le budget de l'année en cours. Opération douloureuse. Il fallait à la fois tailler dans le budget de fonctionnement et dans le budget d'investissement. Cela risquait de mécontenter d'un côté les fonctionnaires, et de l'autre les dirigeants d'entreprises publiques. Après de subtiles tractations, les réajustements budgétaires en baisse ont été opérés sur des postes où l'on a sans doute jugé que les bénéficiaires avaient moins de capacités à faire entendre leurs protestations. Ainsi, on a supprimé 1,15 milliard de francs CFA de dotation pour la réfection des lycées, 350 millions destinés à des adductions d'eau potable prévues dans certains villages, les crédits destinés à l'électrification de deux villages. En revanche, on a soigneusement préservé les crédits affectés à l'aménagement de la résidence du président de la République qui, en 1983, coûte le prix de l'électrification de 46 villages.

En fait, lors de ce remaniement du budget, le gouvernement congolais n'a réalisé que des économies « de bouts de chandelle ». L'essentiel des dépenses prévues au budget initial a été maintenu. Après de longs débats au sein des instances dirigeantes, il a été décidé de ne pas comprimer davantage les salaires des fonctionnaires que ce qui avait été prévu. Les plus gros contrats d'équipement, et notamment les contrats routiers, ont été

6. Simple société de gestion, la CORAF a été créée avec un capital dérisoire de 10 millions de francs CFA, dont 4 millions, soit à peine le prix d'un camion, à la charge de la société ELF.

7. Pour une analyse détaillée de la situation politique congolaise, des forces sociales en présence et de la nature du régime, se reporter à l'article de Claude Gabriel, « Congo, un masque progressiste pour un Etat néocolonial », dans *Inprecor* numéro 101, du 13 mai 1981.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

maintenus, trop d'intérêts étant en jeu. De sorte que le gouvernement n'a réussi, en juin 1983, qu'à établir un budget rectifié, dont l'impasse (excédent des dépenses sur les recettes) atteint la coquette somme de 110 milliards de francs CFA.

Encore faudrait-il ajouter à ce déficit record certaines dépenses déjà engagées, dont les ministères ont caché l'existence au moment de l'adoption du budget rectifié et qu'on découvre peu à peu depuis. En l'espace d'un mois, on a pu s'apercevoir que 10 milliards de dépenses au moins n'avaient pas été pris en compte, chaque ministre et le président cachant à ses petits camarades quelques opérations douteuses.

Le budget initial comportait déjà une impasse de 73 milliards de francs, qui devait être déjà couverte par l'emprunt. Mais porter le montant de ces emprunts de 73 à 110 ou 120 milliards apparaît hors de question. Les créanciers étrangers prennent peur, car ils ne voient pas comment le pays sera en mesure de rembourser les dettes arrivant à échéance les prochaines années. Aussi refusent-ils leurs concours à des emprunts supplémentaires aussi élevés.

Le gouvernement congolais, aux abois, tente de discrètes démarches auprès de l'Elysée, sur le thème suivant : « Si le Congo est obligé de réduire de façon draconienne ses commandes d'équipement et ses projets routiers, ce sont les sociétés françaises opérant au Congo qui vont en souffrir. » En d'autres termes : « Finances notre budget, l'argent repartira dans les poches de vos entreprises. » Il se peut que le gouvernement Mitterrand-Mauroy soit sensible à cet argument en faveur de la « relance », c'est-à-dire en faveur de la relance des entreprises de Bouygues, Creusot-Loire, TPM, Alstom... Mais il demandera de contrôler plus étroitement la part du déficit budgétaire qui ne va pas aux entreprises françaises... et qui sert aux dirigeants congolais pour leurs propres opérations financières. En tout état de cause, il réclamera la réduction des dépenses de fonctionnement, et les premiers visés seront alors les salaires des fonctionnaires. Si le gouvernement français restait de marbre, le Congo serait peut-être amené, avant la fin de l'année, à déclarer une suspension de paiement de ses dettes. Lors de la renégociation de l'échéancier, ce seraient alors le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale qui essaieraient d'imposer leurs vues, sans doute de manière encore plus exigeante.

Mais, pensent les dirigeants congolais, comment réduire les dépenses sans créer de graves remous sociaux et sans toucher à ses propres revenus ? Et, quant à réduire les salaires des fonctionnaires ordinaires, cela n'est-il pas dangereux aussi, à l'heure où l'on assiste à un certain réveil des travailleurs, même si celui-ci se manifeste moins par le recours à la grève que par des mouvements de fronde lors de la visite d'un responsable ou par des actes de sabotage collectifs ? ■

André BASSINET,
Paris, 6 juillet 1983.

RFA

Le mouvement de la paix contre les missiles de l'OTAN

Depuis la venue au pouvoir des partis bourgeois, le 6 mars dernier, le SPD et les syndicats se sont tout d'un coup montrés très ouverts face aux revendications du mouvement de la paix. Dans le cadre de la préparation du congrès extraordinaire du SPD en novembre prochain, qui doit prendre position sur le stationnement des fusées, les membres de la base du SPD se prononcent de plus en plus pour un « non » inconditionnel à leur déploiement, indépendamment des négociations de Genève. La direction du SPD cherche à freiner ce développement, dans la mesure où elle est uniquement axée sur la solution des négociations, confirmant par là-même sa fidélité à l'OTAN.

Dans les syndicats, les forces progressistes ont engagé une discussion pour impulser des actions dans les entreprises contre le déploiement des fusées. Un grand nombre des structures locales de l'IG-Druck und Papier (syndicat de l'imprimerie et du papier), ainsi que du HBV (syndicat du commerce, des banques et des assurances), se sont prononcées pour des actions de grève. Il en va de même des conférences nationales des jeunes de l'IG-Metall, du syndicat des PTT et des imprimeurs et, même si c'est de manière plus isolée, de travailleurs de la métallurgie et de la sidérurgie, comme ceux de Krupp à Bochum, ceux des Usines d'aluminium réunies de Düsseldorf, etc.

Les directions du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB, principale confédération syndicale) et de l'IG-Metall — tout comme celle du SPD — ont pris leurs distances face à la proposition d'une grève générale. Parmi les leaders les plus connus du SPD, Oskar Lafontaine, maire de Sarrebrück, est jusqu'ici le seul à avoir défendu cette perspective. Malgré tout, les syndicats sont de plus en plus impliqués dans les mobilisations du mouvement de la paix. De très nombreux ouvriers ont participé aux marches de Pâques cette année. L'IG-Metall du Bade-Wurtemberg, de concert avec l'IG-Druck und Papier, soutient maintenant ouvertement la semaine pour la paix de cet automne et il a appelé ses membres à y participer. Il est présent dans le comité de coordination des actions contre les fusées dans le sud de l'Allemagne.

Les chances de parvenir à empêcher le déploiement des fusées se sont bien sûr restreintes avec la venue au pouvoir des

partis bourgeois. Les tendances centrifuges au sein du mouvement de la paix se sont encore accrues sous cette pression. Lors de leur dernière conférence nationale, les groupes pacifistes ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur la perspective d'une manifestation centrale le 22 octobre. Une partie d'entre eux — dont les Verts se sont fait les porte-parole — refuse ce type de « rassemblements de masse, traditionnels et anonymes », et lui oppose des actions décentralisées de désobéissance civile, comme l'idée d'une chaîne humaine de 100 km, de Stuttgart à Ulm, où d'un blocus géant du dépôt de munitions du port de Nordenham sur la mer du Nord.

Ceux qui défendent l'idée d'une manifestation massive pour clôturer la semaine d'action insistent avant tout sur la nécessité de toucher des couches plus larges de la population, surtout parmi les travailleurs. Il y aura donc des actions régionales à Bonn, à Stuttgart et à Hambourg.

La proposition d'une initiative pour un référendum national rencontre un soutien croissant. Les Verts comptent présenter au Parlement, une initiative législative pour un référendum national. Il est toutefois impensable que cette proposition de loi puisse passer, compte tenu de la majorité bourgeoise. Il resterait la possibilité alternative de mener un référendum autonome. Mais c'est une perspective que les Verts rejettent également, car cela impliquerait de s'engager dans une deuxième collecte de signatures. Il y a déjà l'Appel de Krefeld contre le déploiement des Pershing, qui, perçu comme une sorte de « référendum populaire », a rassemblé 4 millions de signatures au cours de ces trois dernières années.

Pour sa part, le GIM (section allemande de la IV^e Internationale) a souligné la nécessité d'actions de masse dans toutes les discussions qui ont eu lieu jusqu'ici. Pour lui, la seule issue positive se trouve dans l'élargissement de la mobilisation. Le GIM avance la perspective d'actions de grève dans les écoles, les universités et les entreprises. Cette forme d'action met en évidence la nécessité d'une révolution socialiste radicale de la société pour empêcher la course aux armements et à la guerre.

Après les nombreux camps d'été, les marches pour la paix et les activités pour l'anniversaire d'Hiroshima, il s'agira de faire de la journée de mobilisation contre la guerre du 1^{er} septembre, une journée de manifestations massives et syndicales contre le déploiement des fusées. A partir de là, la préparation de la semaine d'action pour la paix, prévue du 15 au 22 octobre, sera au centre des mobilisations. Elle constitue un point central pour di-

vers groupes sociaux : il y aura la journée des Eglises, celle des femmes, celle des entreprises, celle des écoles, celle des partis. Il n'y a pas encore de perspectives quant à la suite de la semaine d'action. Le mouvement de la paix se caractérise avant tout par une multiplicité de discussions et d'actions dispersées qui, pour la plupart, se déroulent parallèlement. Ce qui fait défaut, c'est une orientation centrale et d'ensemble, ce qui est confirmé par l'existence d'une coordination lâche de groupes et d'organisations au niveau national, au lieu d'une coordination de tous les groupes pacifistes sur un principe de délégation. Les conférences qui prennent des décisions en ce qui concerne les propositions pour la semaine d'octobre ne sont en général pas organisées de manière représentative. Cela conduit à ce que leurs décisions ne soient pas reconnues par d'autres parties du mouvement de la paix.

La construction d'un mouvement de la paix structuré de manière démocratique, définissant des tâches à long terme est une condition fondamentale pour l'unité et l'efficacité du mouvement. ■

FRANCE

Un bon exemple de solidarité avec le Nicaragua

En décembre-janvier 1983, un groupe de militants français de la Confédération générale du travail (CGT) et de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) du ministère de la Santé et de la Solidarité nationale, a effectué un voyage au Nicaragua, où il a été pris en charge par la FETSALUD (syndicat des travailleurs de la Santé).

A la suite de ce voyage, Mercédès Tenorio Navarete, dirigeante de la FETSALUD, a été invitée en France, en mai-juin, pour effectuer une tournée de solidarité dans une dizaine de villes.

Ce voyage marque un progrès dans la solidarité avec le Nicaragua en France. C'est en effet la première fois qu'une syndicaliste nicaraguayenne a pu s'adresser directement aux travailleurs dans leurs entreprises. Mercédès a été invitée dans de nombreux hôpitaux, où elle a pu visiter les services et s'entretenir avec les travailleurs au cours de réunions syndicales ou intersyndicales. Elle s'est aussi rendue dans diverses entreprises : à Renault-Flins avec la section CFDT ; à Renault-Véhicules-Industriels à Caen et dans un laminoir nationalisé à Strasbourg à l'initiative de la CGT, et dans une fonderie fonctionnant en coopérative ouvrière de production près de Strasbourg, sur invitation de la coopérative et de la CFDT. Mercédès a d'ailleurs proposé aux travailleurs de la fonderie de se jumeler avec une coopérative ouvrière du Nicaragua.

Ces initiatives ont permis de tisser des liens plus étroits entre les comités de solidarité avec le Nicaragua et d'impulser un travail de solidarité concret dans les

entreprises, dans plusieurs directions : information et sensibilisation des travailleurs sur la situation au Nicaragua, collecte d'argent, de médicaments et de matériel médico-chirurgical, perspective de jumelages syndicaux. Des projets concrets sont ainsi nés : la CGT de Renault-Véhicules-Industriels a proposé de remplir un véhicule (qui devra être offert par la direction de l'usine !) de matériel et le syndicat CFDT de Renault-Flins d'envoyer une ambulance. A Strasbourg, la CGT a lancé des bons de solidarité-Nicaragua dans les entreprises, pour le financement d'un autoclave de stérilisation pour le centre « Grosjean » (du nom du médecin français assassiné il y a quelques mois par les contre-révolutionnaires dans le nord du pays) qui sera construit à Managua.

Après le départ de Mercédès, le groupe de militants syndicaux du ministère de la Santé et de la Solidarité nationale a continué la tournée des entreprises avec un montage de diapositives réalisé à la suite de son voyage au Nicaragua.

Le voyage de Mercédès a aussi été l'occasion pour les comités de solidarité avec le Nicaragua ou l'Amérique centrale d'organiser, dans chaque ville, des meetings regroupant des organisations humanitaires, syndicales, politiques, où des collectes ont été faites et leur produit remis à Mercédès.

A Toulouse, près de 250 personnes ont participé à un tel meeting. La campagne s'est poursuivie par une semaine de solidarité avec l'Amérique centrale, avec collecte de l'équivalent d'une heure de salaire dans les entreprises, et manifestation contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale. Dans la plupart des autres villes qu'elle a visitées, Mercédès a tenu une conférence de presse dont les journaux locaux ont rendu compte, et elle est passée trois fois en direct aux télévisions régionales. A Lille, elle a été officiellement accueillie à la mairie par les conseillers municipaux du Parti communiste (PC), du Parti socialiste (PS) et du Parti socialiste unifié (PSU). A Champigny, municipalité PC de la région parisienne jumelée avec Jalapa au Nicaragua, elle a été reçue par le comité de jumelage et a participé à une réunion de l'organisation France-Amérique latine.

Le voyage de la responsable syndicale nicaraguayenne a également permis de resserrer les liens entre les comités Solidarité-Nicaragua et France-Amérique latine, qui ont organisé en commun à Paris, avec le Comité de coopération scientifique et technique France-Nicaragua, une réunion-débat sur les problèmes de la santé.

Tout cela devrait permettre de créer les conditions pour que les comités de solidarité, les organisations humanitaires, et France-Amérique latine lancent, après les vacances, avec les syndicats et les partis ouvriers, une vaste campagne contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale devant déboucher sur un forum, en novembre-décembre 1983. L'audience qu'a connu le voyage de Mercédès montre qu'une telle campagne doit pouvoir être organisée et relayée à partir des entreprises. ■

(suite de la page 36)

sistons aujourd'hui est d'ailleurs en grande partie le legs de cette période.

A force de manipulation des diverses cliques militaristes locales par l'impérialisme et les Etats limitrophes au nom de leurs intérêts spécifiques, la dynamique centrifuge ainsi créée a pris des dimensions telles que l'existence même de l'Etat et de la nation tchadienne est aujourd'hui remise en question. Face à des conflits armés qui cartellent les populations locales sur des bases ethniques ou régionales et les utilisent comme chair à canon, les masses populaires tchadiennes en sont réduites à la misère, à l'exil permanent et à la mort. Se ranger du côté du vainqueur pour éviter d'y laisser sa peau, c'est là à peu près la seule latitude qui reste aux combattants tchadiens et à leurs proches entraînés dans ces aventures guerrières lorsque leur fraction est défaite.

Seul donc l'arrêt de ces affrontements endémiques, qui minent l'existence quotidienne du peuple tchadien, et la paix, constituent des objectifs dignes de répondre à ses aspirations profondes. Or, ce n'est certes pas en ce sens qu'est intervenu le gouvernement français en introduisant des dizaines de tonnes d'armes nouvelles dans ces combats. En pleine période de politique d'austérité pour les travailleurs, le gouvernement Mitterrand-Mauroy a choisi de faire marcher l'industrie militaire française aux dépens des masses populaires tchadiennes.

La référence à l'accord de coopération militaire signé entre le Tchad et la France en 1976 pour justifier cette aide, montre clairement que le gouvernement Mitterrand est prêt à se laisser entraîner jusqu'à une intervention militaire directe, que réclame d'ailleurs déjà Hissène Habré qui se trouve en difficulté. Ce faisant, Paris utilise cyniquement le Tchad et la dénonciation des menaces de déstabilisation libyenne contre ce pays comme un prétexte pour illustrer sa fermeté et ne pas perdre la confiance des dictateurs d'autres Etats africains auxquels l'impérialisme français continue à être profondément lié. C'est de cette manière que le gouvernement Mitterrand entend assurer la pérennité des intérêts impérialistes français dans cette région, en montrant que la France est la meilleure garante du maintien en place des dirigeants néo-coloniaux corrompus.

Il est grand temps qu'une autre politique soit menée en ce domaine. Et seule la prise en compte des intérêts des peuples concernés, au mépris de ceux des marchands de canon et des dirigeants fantoches locaux, pourra y conduire. C'est donc avant tout aux travailleurs français et à leurs organisations qu'il revient de se mobiliser contre cette intervention impérialiste, pour éviter l'engrenage classique des guerres coloniales et en solidarité avec le seul camp qui aujourd'hui au Tchad le mérite, celui des populations tchadiennes, massacrées, manipulées et miséreuses. ■

Vincent KERMEL,
10 juillet 1983.

Non à l'intervention française au Tchad



Troupes françaises au Tchad, en 1981. (DR)

C'est à une véritable guerre de chefs autour d'un Etat néo-colonial moribond que l'on assiste au Tchad depuis maintenant plusieurs années. Evincé du pouvoir deux années auparavant, c'est en juin 1982 qu'Hissène Habré s'est installé par la force à N'Djamena, avec l'aide du Soudan et de l'Egypte. Il réussissait ainsi à renverser le « Gouvernement d'unité nationale » de Goukouni Oueddeï, soutenu par la Libye et alors reconnu par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le gouvernement français. Les armes tardivement envoyées par le gouvernement de François Mitterrand à Goukouni, une semaine seulement avant sa chute, finiront entre les mains des combattants d'Hissène Habré.

Fin juin 1983, c'est Goukouni Oueddeï et le colonel sudiste Kamougué, regroupés dans une coalition de vaincus, qui parviennent à reprendre la ville de Faya Largeau au nord. Ils progressent depuis lors vers l'Est du pays où ils occupent Abéché et menacent N'Djamena et le pouvoir d'Hissène Habré. Ils bénéficient d'une aide de la Libye, dont les visées expansionnistes ne sont plus à démontrer, depuis que ce pays occupe la bande d'Aozou, dans le nord tchadien, région que l'on dit riche en uranium.

Le gouvernement français a réagi rapidement pour appuyer le prétendu gouvernement « légitime » du Tchad. Deux jours après la chute de Faya Largeau, le 24 juin dernier, Christian Nucci, ministre chargé de la Coopération et du développement, se rend à N'Djamena pour assurer Hissène Habré du soutien français. C'est ensuite au rythme de 50 tonnes par jour que lui sont acheminées les armes françaises. Des conseillers techniques civils des firmes d'armement sont déjà sur place pour entraîner les troupes tchadiennes à leur maniement. Un contingent de soldats zairois formé par des instructeurs français est aussi à pied d'œuvre. Et Mitterrand ne cache pas que « la France respectera ses engagements, sans limite », et ce en vertu d'un accord militaire signé en 1976, qui prévoit aussi l'envoi éventuel de personnels militaires français (*le Monde*, 29 juin 1983).

Au-delà de l'hypocrisie qui consiste à présenter l'engagement français à l'image de la manière dont Ronald Reagan justifie son intervention aux côtés des dictatures centro-américaines, l'intervention impérialiste française au Tchad est déjà une réalité. Elle se situe dans le droit fil de la

politique menée par les gouvernements réactionnaires précédents qui envoyèrent à plusieurs reprises les militaires français se battre dans ce pays. L'affrontement de « seigneurs de la guerre » auquel nous as-

(suite page 35)

Communiqué de la L.C.R.

L'intervention française au Tchad est désormais un fait établi. En livrant massivement des armes à Hissène Habré, le gouvernement français a fait un choix, alors qu'au début de ce conflit le ministre des Affaires extérieures, Claude Cheysson, reconnaissait qu'il ne s'agissait-là que d'un « combat de chefs ».

De plus, les troupes zairoises arrivées dans la capitale tchadienne, N'Djamena, sont comme par hasard constituées par la 31e brigade de parachutistes, troupes formées par les militaires français depuis plusieurs années.

Au moment où l'on veut, en France, faire payer la crise aux travailleurs, il est particulièrement scandaleux que le gouvernement Mitterrand-Mauroy perpétue une aventure impérialiste, héritage de la politique giscardienne, qui coûte des centaines de millions de francs, et ce au profit d'une clique politico-militaire, et nullement au profit des populations locales.

Que ce soient des experts « civils » ou militaires qui mettent en œuvre les armements livrés importe peu. La vérité est que Paris et Washington ont décidé conjointement, comme déjà en 1981, d'intervenir au Tchad, et d'inspirer et d'organiser des interventions comme celle du Zaïre.

Le soutien de la Libye à l'autre partie impliquée dans le conflit tchadien, la fraction de Goukouni Oueddeï, n'est en rien une excuse pour une pareille aventure. D'ailleurs, la France, au cours des années passées, a soutenu tour à tour Goukouni Oueddeï, Kamougué ou Hissène Habré, de même que la Libye de son côté.

La Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale, dénonce cette politique. Elle réclame du gouvernement français qu'il arrête immédiatement toute intervention au Tchad. Elle demande à toutes les organisations ouvrières et démocratiques d'adopter sans tarder la même attitude, pour qu'il soit mis fin à une politique impérialiste qui vise à maintenir coûte que coûte l'Etat tchadien dans le cadre des accords néo-coloniaux avec la France et la Communauté économique européenne (CEE), dans l'ensemble de la Zone Franc, et à préserver l'équilibre de toutes les dictatures de la région.

- Troupes françaises hors du Tchad !
- Abrogation des accords de coopération militaire !

Bureau politique de la LCR,
Paris, 5 juillet 1983.